

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 14 OCTOBRE 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14TH OCTOBER, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES:

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dan ' la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L Imprimeur du Roi.
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 4249

Notices, documents or advertissements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 4250

Bills privés, Assemblée législative.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être deposés avant le dix octobre 1922 et présentés avant le quatorze novembre 1922, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le trois novembre et reçues avant le huit novembre 1922, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le vingt-huit novembre 1922.

Québec, le 14 septembre 1922.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

3955—37-6

Private Bills, Legislative Assembly.

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the tenth of October, 1922, and introduced before the fourteenth of November, 1922; petitions for the introduction of private bills must be presented before the third of November and received before the eighth of November, 1922; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the twenty-eighth of November, 1922.

Quebec, 14th September, 1922.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

3956—37-6

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le VINGT-QUATRE OCTOBRE prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux, et de Notre règne le treizième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,
3953—37-6 L.-P. GEOFFRION.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-two and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
3954—37-6

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.
[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant de détacher de la municipalité de la paroisse de Sainte-Monique, dans le comté de Nicolet, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité de village sous le nom de "La municipalité du village de Sainte-Monique".

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité de village, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Sainte-Monique une population de plus de 300 âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 17 août 1922, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire à être érigé en "La municipalité du village de Sainte-Monique", dans le comté de Nicolet, est pris dans la seigneurie de Nicolet et sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Monique; ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel de cette paroisse, seront les suivantes, savoir:

Au nord-ouest: la ligne sud-est du lot No 234, sur une longueur de 2970 pieds mesurée depuis la rivière Nicolet en allant au nord-est;

Au nord-est: une ligne perpendiculairement, à la précédente, en travers les lots Nos 235, 236, et prolongée, sur une longueur d'environ trois arpents en travers le lot No 269, le long du terrain du sieur Napoléon Beauchemin, puis, une autre ligne, obliquant quelque peu vers l'est, en travers

---

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.
[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS application has been made to Us, by petition, to detach from the municipality of the parish of Sainte-Monique, in the county of Nicolet, the territory hereunder described, and to erect it into a villlage municipality under the name of "The municipality of the villege of Sainte-Monique";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory conforms to the conditions required by law for the erection of a village municipality, and that there shall remain in the municipality of the parish of Sainte-Monique a population of over 300 souls.

THERETO, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 17th of August, 1922, and in accordance with the provisions of the municipal Code of Our Province of Quebec, We declare that the following territory, namely:

The territory to be erected into "The municipality of the village of Sainte-Monique", in the county of Nicolet, is taken in the seigniory of Nicolet and shall be detached from the municipality of the parish of Sainte-Monique; its boundaries, with reference to the data of the official cadastre of this parish are as follows, to wit:

To the northwest: the southesat line of the lot No. 234, for a distance of 2,970 feet measured from the river Nicolet in a northeasterly direction;

To the northeast: a line perpendicular to the foregoing line across the lots Nos 235 and 236, and produced, for a distance of about three arpents across the lot No. 269, along the land of Mr. Napoléon Beauchemin, then, another line, slanting a little to the east, across the residue

le reste du lot No 269 et les lots Nos 270 et 271, jusqu'à la limite nord-ouest du lot No 272, à un point située à deux cents (200) pieds au nord-est du chemin de front de la concession Nord-Est-de-la-Rivière-Nicolet;

Au sud-est: la susdite limite nord-ouest—à ces endroit—de 272, et, son prolongement vers le sud-ouest, jusqu'à la rivière Nicolet;

A tous les autres côtés, ladite rivière Nicolet en en descendant son cours, depuis la borne précédemment décrite jusqu'à celle du nord-ouest en premier lieu déterminée, est détachée de la municipalité de la paroisse de Sainte-Monique et érigé en municipalité de village sous le nom de "La municipalité du village de Sainte-Monique", à compter de ce jour.

De tout ce que dessus tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, de Notre province de Québec ce DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE en l'année, mil neuf cent vingt-deux de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

4239 C.-J. SIMARD.

of the lot No. 269 and the lots Nos 270 and 271, up to the northwest limit of the lot No. 272, to a point lying two nundred (200) feet distant to the northeast of the front road of the concession northeast of the River Nicolet;

To the southeast: the aforesaid northwest limit—at that place-from 272 and its production southwesterly up to the river Nicolet;

On all the other sides, the said river Nicolet, downstreams, from the boundary lastly above described up to the north-west boundary firstly above described, is detached from the municipality of the parish of Sainte-Monique and is erecteed into a village municipality under the name of "The municipality of the village of Sainte-Monique" from and after this day.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, at Our City of QUEBEC, in Our said Province, this EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth year of Our Reign.

C. J. SIMARD,

4240 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Hassler Quebec Company Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août, 1922, constituant en corporation: Margaret Hartley, Ethel Hartley et Lillian Margaret Gallagher, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de commerçants d'automobiles, tracteurs, camions, pièces de réchange et accessoires d'automobiles, et importer, exporter, acheter, vendre, échanger et généralement faire le commerce d'automobiles, tracteurs-automobiles et pièces de rechange de camions, meubles et accessoires, articles en caoutchouc et en cuir, capottes et châssis d'automobiles, gazoline, huiles d'éclairage, lubréfiants et tous effets, denrées, marchandises, outils, outillages et machines directement ou indirectement reliés à l'industrie d'automobiles; fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce des marchandises, denrées, effets, magasins, outillages, outils, accessoires et matériaux d'aucune nature et espèce;

Acheter ou acquérir autrement et demander, détenir, développer, exploiter des brevets d'invention, marques de fabrique, procédés, dessins,

Letters patent

"Hassler Quebec Company Inc".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of August, 1922, incorporating: Margaret Hartley, Ethel Hartley and Lillian Margaret Gallagher, stenographers, iumarried women of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a dealer in automobiles, tractors, trucks automobile parts and accessories, and to import, export, buy, sell, barter and deal generally in automobiles, automobile, tractor and truck parts, fixtures and accessories, tires, rubber goods, leather goods, automobile tops and bodies, gasolene, kerosene, oils, lubricants and all goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected directly or indirectly with the automobile industry:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in merchandise, wares, goods, stores, implements, tools, supplies and materials of every kind and description;

To purchse or otherwise acquire and to apply for, hold, develop, manufacture under, deal in or dispose of patents of invention, trade-marks,

permis ou franchises, en faire le commerce ou en disposer autrement;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée en rapport avec aucune partie de l'industrie de la compagnie ou de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

Faire des avances de deniers par voie de prêts, bonis ou autrement aux personnes ou corporations en relations commerciales avec la compagnie ou à d'autres personnes aux conditions et sur telles garanties qui seront jugées convenables;

Garantir l'exécution de toute obligation ou entreprise par toute autre compagnie, firme ou individu en relations commerciales avec la compagnie ou dans lesquelles elle est intéressée en aucune manière;

Agir comme gérant ou agent pour toute compagnie, société ou personne exerçant toute industrie semblable ou analogue;

Se fusionner, s'unir ou se joindre à toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant toute industrie semblable ou analogue ou en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou aliéner autrement la totalité ou aucune partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et accepter en considération de telle vente, location ou aliénation des deniers ou des parts, actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, la coopération ou fusion avec aucune autre personne, société ou compagnie;

Emettre des actions ou parts entièrement ou partiellement acquittées des obligations ou débentures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer, soit en deniers ou en actions, obligations ou débentures tel que ci-dessus mentionnées, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie relativement à sa constitution en corporation, promotion ou organisation ou relativement à la conduite de ses affaires;

Distribuer en espèce ou nature de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, toutes propriétés, et tous biens ou droits de la compagnie sous le nom de "Hassler Quebec Company, Inc." avec un capital total de dix mille ($10,000.00) dollars divisé en cent (100) actions ordinaires de cent (100) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province ce vingt-cinquième jour d'août 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4355 C'-J. SIMARD

processes, designs, licenses or franchises;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried, on in connection with any portion of the com; pany's business or calculated directly or indirectly to advance the company's interest;

To make advances by way of loan bonus or otherwise to persons or corporations having dealings with the company and to other persons upon wich conditions and security as may by deemed advisable;

To guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To act as managers or agents for any company, partnerships or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business, and to assume the habilities thereof;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer moneys or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company of corporation;

To enter into any partnership or any agreement for shearing profits, cooperation or amalgamation with any otner person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up sotck, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organisation or in connection with the conduct of the company's business;

To disrribute in specie or kind from time to time among the shareholders of the company, any property assets or rights of the company, under the name of "Hassler Quebec Company Inc" with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars $100.00) each.

The head office of the company at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Lated from the office of the Provincial Secretary this twenty firth day of August, 1922.

4350 C.-J. SIMARD.

"Automotive Equipment Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres paen date du treizième jour de juillet 1922, constituant en corporation: Thomas Fullerton Just, gérant, Albert Henry Brooks, secrétaire et Mary Kaufman, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

"Automotive Equipment Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Porvince of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1922, incorporating: Thomas Fullerton Just, manager, Albert Henry Brooks, secretary, and Mary Kaufman, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Exercer l'industrie de commerçant d'automobiles, tracteurs, camions, des pièces de rechange et accessoires d'automobiles, et importer, exporter, acheter, vendre, troquer et faire le commerce général d'automobiles, des pièces de tracteurs et de camions, meubles et accessoires, pneus, articles en caoutchouc et en cuir, capottes et chassis d'automobiles, gazoline, huiles d'éclairage, huiles, lubréfiants et tous articles, effets, marchandises, outils, outillages et machineries directement ou indirectement reliés à l'industrie d'automobiles;

To carry on the business of a dealer in automobiles, tractors, trucks, automobile parts and accessories, and to import, export, buy, sell, barter and deal generally in automobiles, automobile, tractor and truck parts, fixtures and accessories, tires, rubber goods, leather goods, automobile tops and bodies, gasolene, kerosene, oils, lubricants and all goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery comected directly or indirectly with the automobile industry;

Acheter, acquérir, posséder et exploiter, pour fins de louage, des automobiles, taxis, voitures, de louage, camions et toutes sortes de véhicules moteurs et exercer l'industrie de voituriers privés, moyennant location, pour le transport de personnes, effets, denrées et marchandises;

To purchase, acquire, own and operate for hire automobiles, taxi cabs, trucks and all sorts of motor vehicles, and to carry on the business of private carriers for hire of persons, goods, wares and merchandise;

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de marchandises,denrées, effets, magasins, outillages, outils, accessoires et matériaux d'aucune nature et espèce;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in merchandise, wares, goods, stores, implements, tools, supplies and materials of every kind and description;

Acheter ou acquérir autrement et solliciter détenir, développer exploiter des brevets d'invention, des marques de fabrique, procédés, dessins, permis ou franchises, en faire le commerce ou en disposer;

To purchase or otherwise acquire and to apply for, hold develop, manufacture under, deal in or dispose of patents of invention, trademarks, processes, designs, licences or franchises;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et détenir, posséder, développer, faire le commerce, vendre ou disposer autrement de toutes sortes de biens-fonds et propriétés immobilières, terrains, fabriques, entrepôts, garages, magasins et bâtisses et de tous intérêts ou droits s'y rapportant;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, factories, warehouses, garages, stores and buildings, and any interests or rights connected therewith;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée, en rapport avec aucune partie de l'industrie de la compagnie ou de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable to being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or caculated directly or indirectly to advance the company's interests;

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce général de toutes sortes de machines, fournitures, outils, matériaux et outillages pour fins mécaniques, électriques, minières et pour les entrepreneurs, et exercer l'industrie de marchands, négociants, importateurs, exportateurs, commissionnaires et agents manufacturiers, soit en gros ou en détail; exercer l'industrie d'ingénieurs généraux (autre que celle d'ingénieurs civils) et d'entrepreneurs et de constructeurs;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal generally in all sorts of mechanical, electrical, mining and contracting machinery, supplies, tools, materials, and equipment, and to carry on the business of merchants, jobbers, importers, exporters, commission merchants and manufacturers' agents, either by wholesale or retail; to carry on the business of general engineers (other than civil engineers) and of contractors and builders;

Souscrire, acheter ou acquérir et accepter, détenir, faire le commerce, vendre et aliéner, émettre et ré-émettre toutes parts, actions, obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, et exercer tous et aucun des droits de vote y attachés par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par procuration, de la même manière qu'une personne naturelle peut ou pourrait le faire;

To subscribe for, purchase or acquise, and to accept, hold deal in, sell and dispose of, issue and re-issue any shares, stock, bonds, debentures or securities of any company or corporation; and to exercice any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by proxy duly appointed as fully as a natural person might or could do;

Faire des avances de deniers, par voie de prêt, boni, ou autrement aux personnes ou corporations en relation d'affaires avec la compagnie et à d'autres personnes aux conditions et sur telles garanties qui pourront être jugées convenables, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises par aucune autre compagnie, firme ou individu en affaires avec la compagnie, ou dans lesquelles elle est intéressée en aucune manière;

To make advances by way of loan, bonus or otherwise to persons or corporations having dealings with the company, and to other persons upon such conditions and securities as may be deemed advisable and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

Agir comme gérant ou agent pour aucune compagnie, société ou personne exercant tout commerce semblable ou analogue;

To act as managers or agents for any company, partner ship or person carrying on any similar or allied business;

Se fusionner s'unir ou se joindre à toute autre personne, compagnie ou corporation

To amalgamate, unite or join with any other company or corporation carrying on any

exerçant toute industrie semblable ou analogue et en assumer les obligations;

Vendre, louer, transporter ou aliéner autrement la totalité ou aucune partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation et accepter en considération de telle vente, location ou transport des deniers ou des parts, actions, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, la co-opération ou fusion avec aucune autre personne, société ou compagnie;

Émettre des actions, ou parts, entièrement ou partiellement acquittées, obligations ou débentures de la compagnie à toute personne, société ou compagnie pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rénumérer soit en deniers ou en actions, obligations ou débentures el que ci-dessus mentionné, toute personne, firme ou corporation pour services rendus, ou devant être rendus à la compagnie en rapport avec sa consitution en corporation, promotion ou organisation ou relativement à la conduite des affaires de la compagnie;

Distribuer en espèce ou nature, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie toutes propriétés, et tous biens ou droits de la compagnie, sous le nom de "Automotive Equipment Company" avec un capital total de vingt mille ($20,000.00)dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juillet, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4357 C.-J. SIMARD.

similar or allied business, and to assume the liabilities thereof;

To sell, lease, tranfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer monies or any shares, stock debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To enter into any partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalagamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid-up or partly paid-up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion, or ganization or in connection with the conduct of the company's business;

To distribute in specie or kind from time to time among the shareholders of the company any property, assets or rights of the company, under the name of "Automobile Equipment Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Drted from the office of the Provincial Secreatry, this thirteenth day of July, 1922.

C.-J. SIMARD,

4358 Assistant ProSincial Sec..etary

"Presner Agencies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième juillet, 1922, constituant en corporation: Wilfrid Bovey, 112 St-François-Xavier, John MacNoughton, 120 St-James Street, avocats, Charles G. Ogden, avocat, C.R., 112 St-François-Xavier, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'importateurs, d'exportateurs, fabricants et marchands en gros et en détail de marchandises et effets de toute nature et espèce;

Acheter, vendre, fabriquer, échanger, donner à bail, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requises pour aucune desdites affaires, ou qui seraient jugées susceptibles d'être convenablement exploitées en rapport avec aucune desdites affaires;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être avantageusement exerceé en rapport avec aucune des affaires ci-dessus mentionnées, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les mettre en valeur;

Acheter ou assumer comme industrie active ou acquérir autrement la clientèle, les droits, propriétés et actif et entreprendre la totalité

"Presner Agencies, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of July, 1922, incorporating: Wilfrid Bovey, 112 St-Françis-Xavier, John MacNoughton, 120 St-James St., both advocates, Charles G. Ogden, advocate, K.C., 112 St Françis-Xavier, all of the city and district of Montreal, for the following purposes;

To carry on all or any of the all businesses of importers, exporters, manufacturers, and wholesale and retail dealers in merchandise and articles of all kinds and descriptions;

To buy, sell, manufacture, exchange, let on hire, import, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purposes of any of the said businesses, or which may seem capable of being properly dealt with in connection with any of the said businesses;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified businesses, or calculated either directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights;

To purchase or take over as a going concern, or otherwise acquire the goodwill, rights, properties and assets and to undertake the

ou aucune partie de l'industrie, biens et obligations de tout commerce qui appartient ou appartiendra à tout individu ou compagnie constitués en corporation ou non, commerce de fabrication ou autre, exerçant toute industrie que cette compagnie est autorisée à exercer ou toute industrie en tout ou en partie semblable à celle de la compagnie ou en possession de biens convenables aux fins de cette compagnie, et les payer en deniers, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir les actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires susceptibles d'être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les payer en deniers, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement;

Acquérir la clientèle de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et tous terrains, priviléges, droits, contrats, biens ou effets détenus ou utilisés en rapport avec icelle, et lors de cet achat assumer les obligations de toute compagnie, association, société ou personne;

Assumer, acquérir, détenir, utiliser, vendre, louer, échanger les biens réels et personnels qui seront jugés nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits ou la fusion des intérêts avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou faisant, ou sur le point d'exercer ou faire tout commerce ou affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou faire ou autrement, ou lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties ou autrement toute corporation, firme ou personne avec lesquelles la compagnie aurait des relations commerciales;

Agir comme agent, mandataire ou courtier pour toute compagnie, corporation, firme ou personne exerçant aucune des industries ou entreprises ci-dessus mentionnées;

Promouvoir et organiser d'autres compagnies pour la totalité ou aucune des fins mentionnées aux présentes ou toutes fins connexes transporter à toute telle compagnie la totalité ou aucun des biens de cette compagnie et prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, débentures ou autres valeurs de ces dites compagnies et les subventionner ou les aider autrement;

Solliciter, obtenir, enrégistrer, acheter, louer ou acquérir autrement et détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire et vendre, céder ou aliéner autrement toutes marques de fabrique, marques de commerce, brevets, inventions, améliorations, procédés utilisés en rapport avec l'industrie de la compagnie ou obtenus sous brevets de la puissance du Canada ou d'ailleurs ou utiliser autrement, exercer, développer, permettre l'usage sans permis ou faire valoir autrement ces marques de fabrique, brevets, permis, procédés et choses de même nature, ou aucun de ces biens ou droits;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires avantageuses pour atteindre les objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation ou qui seraient nécessaires pour lui permettre d'exercer son entreprise avec profit;

whole or any part of the business, property, liabilities of any concern at present or in future belonging to any private individual or company, whether incorporated or otherwise, carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar, in whole or in part, to that of the company, or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay for the same in cash, stock, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on in any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pay for same in cash, stocks, bonds, debentures or other securities of this company, or otherwise;

To acquire the good-will of any business having objects similar to those of this company, and any lands, privileges, rights, contracts, property or effects held or used in connection therewith, and upon any such purchase to undertake the liabilities of any company, association, partnership or person;

To take over, acquire, hold, use, sell, lease, exchange such property, ral or personal, that may be deemed necessary or expedient for the purposes for which the company is incorporated;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, or the union of interests with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or otherwise, and to raise, and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loans, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any corporation, firm or person with which the company may have business relations;

To act as agent, mandatory or broker for any company, corporation, firm or person carrying on any of the businesses or undertakings heretobefore mentioned ;

To promote and form other companies for all or any of the objects mentioned herein or any extension thereof to transfer to any such company all or any of the property of this company, and to take or otherwise acquire and hold shares, debentures, or other securities of any such company and to subsidize or otherwise assist any such company ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease, or otherwise, acquire, and to hold use, own, operate, and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trademarks, tradenames, patents, inventions, improvements, processes used in connection therewith, or secured under Patent of the Dominion of Canada or elsewhere, or otherwise to use, exercise, develop, guarantee licenses in respect of or otherwise turn to account any such trademarks, patents, licenses, processes and the like, or any such property or rights ;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company in incorporated and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables;

Faire toutes ou aucune des susdites choses au Canada ou ailleurs, en qualité de principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "Presner Agencies, Limited", avec un capital total de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent ($100.00) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juillet, 1922.

Le Sous-secrétaire de la Province,

4359 C.-J. SIMARD.

"Harris Box & Card Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-ième jour de juin, 1922, constituant en corporation : Henry King Harris, manufacturier, Fréderic Samuel Rugg, conseil du roi, et Charles de la Broqueterie Migneault, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de St-François, pour les fins suivantes :

Faire le commerce de manufacturiers et marchands de boîtes, caisses, bois à boîtes, cartons, sacs, réceptacles, cartes, plateaux, étalages, dispositifs pour annonces ou tous autres articles semblables, fabriqués de tous matériaux, carton, et autres préparations, produits et dérivés du papier ou de la pulpe carton-paille et autres préparations, produits et dérivés de carton-paille, métal, bois, cellulose, cuir, (naturel ou artificiel) ou en drap, ou partiellement de l'un ou de l'au tre ou des uns ou des autres des dits materiaux, et manufacturer et faire le commerce de tous ou de chacun de ces matériaux:

Faire affaires généralement comme lithographes, imprimeurs, éditeurs, imprimeurs sur métaux ou métal, zinc, graveurs, clicheurs, électrotypeurs, graveurs en relief, grossoyeurs, éditeurs de livres, relieurs, papetiers, fabricants, agents de publicité, négociants, vendeurs de fournitures et autres accessoires de bureau ;

Acheter, vendre, fabriquer, troquer, exploiter, et faire le commerce d'outillages, machines, outils, meubles accessoires, dispositifs et tous articles utilisés ou connexes ou qui peuvent être utilisés en rapport avec les dits arts et affaires aucuns d'iceux ou d'icelles ;

Construire, ériger, établir, louer, acquérir autrement, entretenir ou posséder ou exploiter, vendre et aliener des moulins, fabriques, et ateliers, bureaux, entrepôts et autres bâtisses qui peuvent être nécessaires ou utiles en rapport avec le commerce de la compagnie et acheter, louer ou acquérir autrement et vendre les terrains, biens-fonds nécessaires ou utiles à ces fins ;

Exercer toutes autres industries, manufacturiers ou autres, qui peuvent être exercées directement ou indirectement en rapport avec les objets de la compagnie ou qui peuvent lui être avantageuses ou profitables ;

Emettre des récépissés négociables ou autres, pour les marchandises emmagasinées chez la compagnie.

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negoriable instruments ;

To do all or any of the above mentioned things in Canada or elsewhere, and as principals, agents or attorneys, under the name of "Presner Agencies, Limited", with a total capital stock twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of July, 1922.

C.-J. SIMARD,

4360. Assixtant Provincial Secretary.

"Harris Box & Card Company Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day june, 1922, in corporating : Henry King Harris, manufacturer, Frederick Samuel Rugg, King's Counsel, and Charles de LaBroquerie Mignault, advocate, all of the City of Sherbrooke, in the District of Saint-Francis, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers and dealers in boxes and cases, shooks, carton, bags, packages, cards, trays, displays, advertising appurtenances and other similar articles, made from any material, card-board and other preparations, products and manufactures of paper or pulp, straw, metal, wood, celluloid, leather (real or artificial), or cloth, or partly of one and partly of another or others of the said materials, and to manufacture and deal in all or any of such materials ;

To carry on business generally as lithographers, printers, publishers, metal and tin plate printers, map makers, manufaccturers of playing cards, photographers, engravers, stereotypers, electrotypers, embossers, engrossers, book publishers, bookbinders, paper makers, envelope and paper bag makers, stationers, manufacturers, advertising agents, dealers in and vendors of novelties, office and other supplies ;

To buy, sell, manufacture, trade, work and deal in plant, machinery, tools, furniture, supplies, appliances and all articles requisite in, used or connected with or which can or may be used in connection with the said arts and business or any of them ;

To construct, erect, establish, lease or otherwise acquire, own, maintain, operate, let, sell and alienate such mills, factories, shops, offices, warhouses and other buildings as may be necessary or useful in connection with the business of the company and to purchease, lease or otherwise acquire and sell such lands or immoveable property as may be necessary or useful to that end ;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may be carried on directly or indirectly, in connection with the purposes of the company, or which may be beneficial or profitable thereto ;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company ; to loan money to, guarantee the contracts of or

Faire des prêts d'argent à toutes personnes, sociétés ou corporations avec laquelle la compagnie est en relations commerciales, guarantir leurs contrats ou les aider autrement.

Demander, enregistrer, entretenir, louer, acquérir et posséder ou vendre, arrenter ou autrement aliéner et accorder des permis au sujet de tous brevets d'invention, améliorations ou procédés, marques de fabriques et marques de commerce et choses de même nature, nécessaires ou avantageuses pour aucune des fins de la compagnie ou les mettre en valeur.

Prélever, aider à prélever de l'argent pour ou aider, au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie, d'obligations, débentures ou d'autres valeurs ou autrement, toutes autres personnes, sociétés, compagnies, ou corporations, gérer et exécuter des contrats entrepris par toutes telles personnes, sociétés, compagnies ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations commerciales ;

Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière qui sera détermnée de temps à autre ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures, ou valeurs d'aucune compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle pourra disposer ;

Acquérir pour achat, les actions d'aucune autre compagnie exerçant une industrie, en tout et en partie semblable à l'industrie que cette compagnie est autorisée à exercer ou acquérir autrement et exploiter tout autre entreprise et industrie semblables en tout et en partie à celle de la compagnie, avec son outillage, fond de commerce, clientèle, franchise, biens de toute sorte et le passif et exercer toutes autres industries que la compagnie croira, susceptibles dêtre convenablement exercées en rapport avec les objets susdits, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits, ou entreprises de la compagnie, en faciliter la réalisation ou la rendre profitable.

Vendre ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise, de la compagnie pour telle considération, que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de tout autre compagnie ayant des objets en tout et en partie semblables à ceux de cette compagnie.

Emettre des actions acquittées, des obligations, débentures, ou autres valeurs de la compagnie, en paiement ou partie de paiement d'aucuns biens ou droits qui pourront être acquis pour la compagnie ou pour tous services rendus ou tout travail fait pour la compagnie, ou en paiement ou considération de dettes ou obligations dues par la compagnie.

Se fusionner et faire des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres avec toutes personnes, firmes ou compagnies exerçant ou faisant, sur le point d'exercer et de faire une industrie ou des affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou de faire ou toutes industries ou affaires qui pourraient être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dits personnes, firmes et compagnies et prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, valeurs de toutes compagnies sembables et les vendre ou en disposer autrement.

otherwise assist any person, firm or corporation with whom the company may ave business relations ;

T apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell, lease or otherwise dispose of and grant licenses in respect of or otherwise, turn to account any patents of invention, improvements or processes, trade marks, trade names and the like, necessary to or beneficial for any of the purposes of the company ;

To raise or assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other person or persons, firm, company or corporation, and to manage and perform any contract undertaken by any such person or prsons, firm, company or corporation with whom the company may have business relations ;

To invest the money of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute amongst the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of ;

To acquire by purchase or otherwise the shares of any other company carrying on business in whole or in part similar to the business which this company is authorized to carry on, or otherwise to acquire and undertake any other undertaking and business similar in whole or in part to that of the company, together with its plant, stock in trade, good-will, franchise and assets of all kinds and habilities, and to carry on any business which may seem to be capable of being conveni ntly carried on in connection with any of the above objets or calculated directly or indirectly to enhance the value or to facilitate the realisation of or render profitable any of the company's property or rights, or undertakings ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper, and inparticular for shares, debentures or securities of any other cômpany having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquired by, or for any services rendered, or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of delits and habilities owing by the company ;

To amlgamate with or enter into any arrange ment for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carring on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business of transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to advance money to, guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company and to take or otherwise acquire and hold shares and securities of any such company and to sell or otherwise deal with the same ;

Faire toutes les choses autorisées par les présentes, soit seule ou conjointement avec d'autres ou en qualité de facteurs ou d'agents.

Faire toutes les choses de nature à atteindre la totalité des objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Harris Box & Card Company, Limited", avec un capital de quatre-vingt-dix mille (90,000) dollars divisés en neuf cent (900) actions de cent dollars (100) chacune.

Le bureau princ pal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juin 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4361 C.-J. SIMARD.

To do all or any of the matters hereby anthorized, either alone or in conjunction with others or as factors or agents ;

To do all such things as may be necessary to the due carrying out of the above objects or any of them, under the name of "Harris Box & Card Company, Limited", with a total capital stock of ninety thousand dollars ($90,000), divided into nine hndred (900) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Sherbrooke, in the District of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twentieth day of June, 1922.

C.-J. SIMARD,

4362 Asistant Provincial Secretary.

"Montfermier Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juillet, 1922, constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable, Hanna Grace McKeil, Ella Mary Jackson, Florence L. Muggeridge, Bessie Moore Rogers, sténographes, tous filles majeures et tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, possédé, détenir, louer, arrenter, vendre et aliéner des terrains, propriétés et bâtisses de toute nature ou espèce quelconque, et acheter, vendre, acquérir et faire le commerce autrement de débentures, obligations, droits de location et baux sur ou garantis par des immeubles, biens-fonds ou bâtisses et agir comme agents pour la vente, l'achat, l'acquisition ou l'aliénation de tout ce qui précède; acquérir, aliéner ou autrement faire le commerce de propriétés, affaires, ou entreprises de toutes sortes et agir comme entrepreneurs et constructeurs généraux;

Arpenter, coloniser, défricher, cultiver, améliorer et bâtir tous tels terrains ou propriétés et emprunter de l'argent sur la garantie d'iceux, et faire des avances de deniers ou aider les colons ou acheteurs desdits terrains, propriétés ou bâtisses, avec pouvoir de garantir lesdites avances avec intérêt aux termes et de la manière qui seront mutuellement convenus;

Exercer le commerce de courtiers, agents d'assurances et agents financiers;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la tatalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques ommuns, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente ompagnie à l'autorisation d'exercer ou de faire ou toute industrie ou transaction qui pourrait

"Montfermier Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteen day of July 1922, incorporation; John Edward Grivell, accountant, Hanna Grace McKeil, Ella Mary Jackson, Florence L' Muggerdge, Bessie Moore Rogers, stenographers, all spinsters of the age of majority, and all of the city and district of Montreal, for the following purposes;

To acquire, own, hold, let, lease, sell and dispose of land, porperty and buildings of whatsoever nature or kind and to buy, sell, acquire and otherwise deal in debentures, bonds leashold, rights and leases upon or secured upon real estate, land property or buildings and to act as agents for the sale, purchase, acquisition or disposal of any of the foregoing; and to acquire, dispose of or otherwise deal in properties, business or udertakings of all kinds; and to act as general contractors and builders;

To survey, colonize, settle, cultivate, improve and build upon any such lands or properties, and to borrow money upon the security thereof, and to advance money to and assist settlers on or purchasers of said lands property or buildings, with power to secure such advances with interest upon such terms and in such manner as may be mutually agreed upon;

To carry on the business of brokers, insurance and financial agents;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem tu the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or rendre profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly

être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer et se conformer à cesdites conventions, droits, privilèges et concessions;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour tout autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera necessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie; et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre , lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Aider et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations et par toute autre personnes ou personnes avec lesquelles la compagnie aurait des relations d'affaires;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autre-

or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts, of, or otherwise sasist any such prison or company and to take or otherwse acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, reissue, with or without, guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objets altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter in to any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority and rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercice and comply any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Bo establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to take payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibitions or for any public, general or useful objects;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise

ment la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie, en faire le commerce, et distribuer ou diviser l'actif de la compagnie, en espèce, entre les actionnaires;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Montfermier Corporation"

Le capital actions de la compagnie sera divisé en un mille (1,000) actions, sans valeur au pair ou nominales et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille ($10,000.00 piastres.

Les actions de la compagnie sans valeur au pair ou nomale seront réparties pour la considérations qui sera fixée par le bureau de direction.

La principale place d'affaire de la compagnie est à Montréal, dans le district de Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juillet 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4363 C.-J. SIMARD.

"Poisson, Frères, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'août 1922, constituant en corporation: Joseph-Willie Poisson, Joseph-Ernest Poisson, marchands, 342 rue Mont-Royal; E.-Edmond Leblanc, commis, 384 A., Parc Lafontaine, Jean-Baptiste Mondello, commis, 424 rue Gilford, Arthur Lagarde, comptable, 1813 A. rue Châteaubriand, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, acquérir et assumer comme industrie active, les contrats et l'actif de l'industrie présentement exercée par Joseph-Willie Poisson et Joseph-Ernest Poisson, tous deux marchands, au No 346 A. rue Rachel-Fst, Montréal, Québec, et au No 342 rue Mont-Royal Est, Montréal, Québec, et acheter ou vendre les contrats, l'actif et le passif attachés à ladite industrie;

Faire les affaires d'un magasin de musique, pianos, pianos-automatiques, gramophones, phonographes, porte-musique, instruments musicaux, disques, rouleaux, musique en feuilles; et acheter, vendre, donner, échanger des instruments musicaux ou autres, faire le commerce d'instruments musicaux ou de tous intérêts connexes, prendre possession, vendre ou aliéner autrement des contrats ou baux pour l'achat et la vente d'instruments musicaux de toutes sortes;

Agir en qualité d'agent pour toute corporation ou individu pour l'achat ou la vente d'instruments musicaux, tel que ci-dessus mentionnés, moyennant rénumération, et généralement pour l'accomplissement de toutes les fins nécessaires ou incidentes à la réalisation des objets susdits ;

Acheter, vendre, manipuler, faire le commerce de machines à coudre, fournitures et accessoires de machines à coudre, automobiles, accessoires et pièces d'automobiles, bicycles, motocycles et leurs pièces et accessoires, spécialités électriques, accessoires électriques, instruments de radio et leurs accessoires et pièces, quincaillerie, jouets et nouveautés;

Acheter, vendre, manipuler et faire le commerce de chaussures, bottines, pantoufles, cla-

deal with all or any part of the property and rights of the company, to distribute or divide the assets of the company in specie amongts the shareholders;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Montfermier Corporation".

The capital stock of the company is to be divided into one thousand (1000) shares, having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will carry on business will be the sum of ten thousand dollars ($10,000.00).

The shares of the company without nominal or par value may be allotted for such consideration as may be fixed by the board of directors.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1922.

C. J. SIMARD,

4364 Assistant Provincial Secretary.

"Poisson, Frères, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the 28th day of August 1922, incorporating : Joseph Willie Poisson, Joseph Ernest Poisson, merchants, 342 Mount-Royal Street, E. Emond Leblanc, clerk, 384 A., Parc Lafontaine, Jean-Baptiste Mondello, clerk, 424 Gilford St., Arthur Lagarde, accountant, 1813 A. Chateaubriand, all of Montreal for the following purposes:

Of purchasing, acquiring and taking over as a going concern, the contracts and assets, the business now carried on by Joseph Willie Poisson and Joseph Ernest Poisson, both merchants, at 346 A. Rachel Street East, Montreal, Quebec, and 342 Mount Royal East, Montreal Quebec, and buy or sell any of the contracts, assets and liabilities in connection with the said business;

To carry on the business of music house, pianos, player-pianos, gramophone, phonographs, music-boxes, musical instruments, discs, rolls, sheet music; and to buy, sell, base, exchange musical instruments or otherwise, deal in musical instruments or any interests therein, to take hold of, sell or otherwise dispose of contracts, leases for the sale and purchase of musical instruments of every description ; to act as agents of any corporation or individual in the purchase or sale of musical instruments as above stated, for money and generally the accomplishment of all such purposes as are necessary or incidental to the attainment of the aforesaid;

To buy, sell, handle and deal in sewing machines, sewing machine supplies and accessories; automobiles, automotive accessories and parts, bicycles, motorcycles and their parts and accessories; electrical spécialities, electrical supplies, radio instruments and accessories and parts therefor, hardware spécialities, toys and novelties;

To buy, sell, hamdle and deal in shœs, boots, slippers, rubber shœs, rubber goods, hosiery,

ques, articles en caoutchouc, bas, chaussons, chaussettes et toutes espèces d'articles qui se rapportent au commerce de chaussures;

Acheter, vendre, manipuler et faire le commerce de cameras, kodaks, appareils photographiques, pellicules, développer et imprimer des pellicules et plaques, tous en rapport avec l'art de la photographie;

Acheter, vendre, manipuler et faire le commerce de machines à écrire, pièces et accessoires de machine à écrire, mimeographes, protectographes, cabinets-classeurs, coffres-forts, fournitures et papeteries de bureau;

Emprunter et prélever des fonds pour aucune des fins de la compagnie et en garantie du principal et des intérêts desdits prêts ou pour aucunes autres fins hypothèquer ou grèver la propriété ou toute partie de la propriété de la compagnie, y compris les parts, actions ou autres biens de la compagnie, présents ou futurs, et créer, faire, tirer, accepter et négocier des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, obligations et autres effets négociables et transportables, sujets toutefois en tout temps aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, 1920;

Faire des conventions pour le partage des profits ou acheter, louer ou acquérir autrement et se charger du commerce, entreprises, propriétés, biens, franchises, clientèle, droits ou privilèges de toute personne, firme ou corporation exerçant ou former dans le bût d'exercer tout commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, et les payer en tout ou en partie en actions acquittées de la compagnie ou autrement et assumer les obligations de cesdites personnes, firmes ou corporations;

Placer sur immeubles, débentures ou obligations les fonds disponibles de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre par les directeurs;

Payer les dépenses d'organisation à même les fonds de la compagnie, sous le nom de "Poisson Frères, Limitée" avec un capital total de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux mille (2000) actions de dix ($10.00) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au No 342 rue Mont-Royal Est, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'août 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4365 C.-J. SIMARD.

socks, stockings and all the variety of goods connected with the shoe business;

To buy, sell, handle and deal in cameras, kodaks, photographic apparatuses, films, developing and printing exposed films, and plates all in connection with photographic work;

To buy, sell, handle and deal in typewriters, typewriter parts ans accessories, mimmeographs, protect graphs, filling cabinets, safes and all office supplies and stationeries;

To borrow or raise money for any purpose of the company and for the purpose of securing the same and interest or for any other purpose to mortgage or charge the proprerty of the company or any part thereof including any of the shares, stock or other assets of the company either present or hereafter acquired and to create, make, draw, accept and negotiate promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, obligations and other negotiable and transferable instruments, subject at all times, however to the provisions of the "Quebec Compagnies" Act, 1920".

To enter into any arrangements for the sharing of profits, or to purchase, lease or otherwise acquire and to take over business, undertakings, property, assets, franchises, good-will, rights or privileges of any person, firm or corporation carrying on or formed to carry on any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay therefor, wholly or partly in paid up chares of the company or otherwise and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To invest in real estate, debentures or bonds the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the directors;

To pay out of the funds of the company. the cost of its organization, under the name of "Poisson Frères", Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00 each.

The head office of the company, will be at 342 Mount Royal St. East, Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of August, 1922.

C. J. SIMARD,
4366 Assistant Provincial Secretary.

"Adams Realties, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre, 1922, constituant en corporation : Edward Stuart McDougall, Robertson Fleet, Charles Stuart Lemesurier, James Hilary Robertson, Daniel Percy Gilmor, avocats, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terrains ou des intérêts y attachés, avec ensemble les bâtisses ou constions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucune partie desdits terrains, et vendre, louer, échanger, hypothèquer ou aliéner autrement la totalité ou aucune partie des bâtisses ou constructions qui se trouvent présentement ou

"Adams Realties, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1922, incorporating : Edward Stuart McDougall, Robertson Fleet, Charles Stuart Lemesurier, James Hilary Robertson, Daniel Percy Gillmor, barristers, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected

qui peuvent être érigées dans l'avenir sur ces terrains, et prendre telle garantie qui peut être jugée nécessaire ; construire des édificese et faire le commerce de matériaux de constructions ; prendre et détenir les hypothèques pour toute balance non payée du prix d'achat d'aucuns des terrains, bâtisses ou constructions ainsi vendues, et vendre, hypothèquer ou aliéner autrement lesdites hypothèques ; améliorer, changer et administrer lesdits terrains et bâtisses, et garantir ou aider autrement l'exécution de contrats ou hypothèques par toute personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales et assumer et prendre charge desdits contrats ou hypothèques en défaut ;

Faire les opérations et le commerce général d'une agence financière et de courtage et agir comme agents et courtiers pour placer, prêter, payer, transmettre et collecter de l'argent, pour le transport et l'enregistrement d'actions, de débentures, parts, ou autres garanties ;

Offrir au public pour souscription toutes parts, capitaux, actions, débentures et autres preuves de dettes et toutes autres garanties de tout gouvernement, corporation, compagnie, individu ou association ;

Promouvoir, organiser, administrer, développer aucune corporation ou compagnie ;

De temps à autre solliciter ou acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution, et la jouissance d'aucun statut, de licences, pouvoirs, autorités, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou pouvoir, suprême, municipal ou local, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, d'édicter ou passer, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi les actions, obligations et valeurs à en défrayer le coût, les frais et dépenses nécessaires;

Vendre, louer ou autrment disposer de la propriété et l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou obligations, valeurs d'aucune autre compagnie ;

Faire aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant, et sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer ou propres à être exercer de manière à profiter directement ou indirectement aux propriétés et valeurs de la compagnie, aussi souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantir, ou autrement les négocier;

Emettre et répartir comme capital entièrement acquitté de la compagnie par les présentes incorporée, en payment ou partie de payment pour toute affaire, franchise, entreprise, propriété, droit, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrat, immeuble, capitaux, obligations et débentures, ou toute autre propriété ou droits, qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune corporation, compagnie, personne ou association avec qui la compagnie peut être en affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle

thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary ; to erect buildings and deal in building materials ; to take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of the said mortgages ; to improve, alter and manage the said lands and buildings, and to guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default ;

To transact and carry on a general agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collections of money, for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities ;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures and other evidences of indebtedness or other securities of any government, corporation company, individual or association ;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company ;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignent, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority concession, right or privilege which nay government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to act, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assests to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without gurantee, or otherwise deal in the same ;

To issue and allot as fully paid-up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and débentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any

compagnie, corporation ou personne ou association avec laquelle on sera en affaires ;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux énumérés aux présentes, aux conditions dont on conviendra ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, débentures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la corporation ou dont celle-ci peut disposer ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, procureurs ou agents;

Faire toutes telles choses pouvant se rattacher à ou propres à favoriser les fins ci-dessus décrites, sous le nom de "Adams Realities, Limited" avec un capital total de quarante-neuf mille ($49,000.00) dollars divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent (100) piastres chacune.

Le bureau principal de lg compagnie sera à la cité de Montréal, dans le dlstrict de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4369

such company, corporation, individual or association or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To almagamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Adams Realities, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated of the office of the Provincial Secretary, this twentiethday of September, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4370

"The Continental Realties Company, Limited".

Avis est donné que'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par les lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août, 1922, constituant en corporation : Dame Dora Beretzky, fille majeure, Isabel Sinclair Shulman, épouse séparée en biens de Maurice Shulman, avocat, et par ledit Maurice Shulman dûment autorisé aux fins des présentes, et Rose Harlig épouse séparée en biens de Benjamin Shulman, avocat, et par ledit Benjamin Shulman dûment autorisé aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement, détenir vendre ou aliéner autre des propriétés mobilières ou immobilières, des terrains ou tous droits ou intérêts s'y rattachant, des pouvoirs hydrauliques, chutes d'eau, concessions forestières, mines, droits miniers, permis miniers carrières, puits d'huile, et les produits de carrières, et terrains miniers et de tous intérêts s'y rattachant; fabriquer, produire, du bois de charpente ou bois de construction billes, bois de pulpe ou tous articles faits ou fabriqués en tout ou en partie avec le bois ou les produits du bois;

Souscrire, acheter, ou acquérir autrement posséder, détenir, vendre ou autrement, faire le commerce et transporters le actions du capital actions de toutes corporations, étrangères ou autres, et des bons, débentures, obligations ou autres valeurs de tout Gouvernement, municipalité ou corporation, étrangère ou autre, et tant qu'elle détiendra; exercer tous les droits et privilèges de propriétaire y attachés, y compris le droit de vote;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement, exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroitre directement ou indirectement les

"The Continental Realties Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of August, 1922, incorporating: Dora Boretzky, fille majeure, Isabel Sinclair Shulman, wife separate as to property of Maurice Shulman, advocate, and by the said Maurice Shulman duly authorized, for the purpose of these presents and Rose Harlig, wife separate as to property of Benjamin Shulman, advocate, and by the said Benjamin Shulman, duly authorized for the purpose of these presents, all of Montreal, fot the following purposes;

To purchase, take or lease, or otherwise acquire, to hold, sell, or otherwise dispose of property, moveable or immoveable, land or any right or interest therein, water powers, power sites, timber limits or licenses, mines, minning rights, mining licenses, quarries, oil wells and products of quarries and mineral lands and any interest therein; to manufacture or produce timber, lumber, logs, pulp-wood, or any article made in whole or in part from wood, or any product or by-product thereof;

To subscribe for, purchase, or otherwise acquire, own, hold, selle or otherwise dispose of and deal with and to transfer shares in the capital stock of any corporation, foreign or otherwise and bonds, debentures, obligations, or other securities of any governement, municipality or corporation, foreign or otherwise and, while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or capable directly or indirectly to entrance the

biens ou droits de la compagnie ou les mettre à profit;

Emettre des actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie en paiement ou en partie de paiement de toutes propriétés, biens, franchises, obligations ou autres droits et privilèges.

Promouvoir ou aider à promouvoir toutes compagnies ou corporations, exerçant une industrie en tout et en partie semblable à celle de cette compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie;

Agir en qualité d'agents pour des tiers, pour le placement de deniers ou l'exercice d'aucune industrie que cette compagnie est autorisée à exercer;

Distribuer aux actionnaires de la compapagnie, en espèces, aucuns des biens de la compagnie;

Vendre, louer, ou aliéner autrement, la totalité ou aucune partie des biens et de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toutes autres compagnies;

S'associer ou faire des conventions ou le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques, communs, concessions réciproques ou autres avec toutes personnes ou compagnies exerçant ou faisant présentement ou dans l'avenir, ou sur le point d'exercer ou de faire une industrie ou des affaires que cette compagnie est autorisé à exercer, ou faire, ou une industrie ou des affaires susceptibles d'être convenablement conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la compangie;

Se fusionner à toute autre compagnie ayant des objets en tout et en partie semblables à ceux de la compagnie; acheter, louer ou acquérir autrement toute industrie semblables en nature ou dans ses objets à l'industrie de la compagnie;

Faire tous les actes nécessaires à l'entreprise, l'exercice ou la réalisation d'aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou exercer, sous le nom de The Continental Realty Company, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cent (200) parts de cent (100) piastres chacun.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'août, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4371 C.-J. SIMARD,

value of or render profitable any of the company's property or rights;

To issue fully or partly paid-up shares of the company, in payment, or in part payment or any property assets, franchises, options, or other rights and privileges;

To promote or to assist in the promotion of any company or corporation, carrying on a business similar in whole or in part to that of this company, or for the purpose of acquiring the undertaking of the company or any part thereof;

To act as agents for others, in the investment of funds, or in the carrying out of any business, which the company is authorized to carry on;

To distribute any of the company's property, in specie, among the shareholders;

To sell, lease, or othrwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter the carrying on, or engaged in or about to carry on, or engage in any business or transaction, which this company is authorized to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conveniently conducted, so as to directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate with any other company, having objects similar in whole or in part to those of this company, or to purchase, lease, or otherwise acquire any business, similar in character and objects of any of the business of the company;

To do any acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the businesses which this company is authorized, to engage in and carry on, under the name of "The Continental Realty Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of August, 1922.

C.-J. SIMARD,
4372 Assistant Provincial Secretary.

"The Journal Publishing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'août, 1922, constituant en corporation: Louis-Philippe Crépeau, Segfrid Hinson Read Bush, John-Parker Callaghan, avocats, Cyril Patrick Nolan, commis, Jeanne Hainault, filles majeures et sténographes, tous des dité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie d'imprimeurs, éditeurs, rédacteurs et papetiers;

Acheter, vendre, distribuer en gros et au dé-

"The Journal Publishing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1922, incorporating: Louis Philippe Crepeau, Segfried Hinson Read Bush, John Parker Callaghan, advocates, Cyril Patrick Nolan, clerk, Jeanne Hainault, spinster and stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes;

To carry on business as printers, publishers, editors and stationers;

To buy, sell, distribute at wholesale and

tail, aussi manufacturer, acquérir, importer des journaux, revues, et autres matières imprimées et nouveautés diverses, toutes marchandises d'une nature similaire ou analogue, et, sans restriction à la généralité de ce qui précède, des journaux, périodiques, revues, pamphlets, magazines, livres, annonces, mappes, cartes, gravures, affiches, lithogravures, gravures à l'eau forte, sur bois, sur acier, sur cuivre, électrotypes, inmages et illustrations chromatiques ou autres, faire affaires comme propriétaires et éditeurs de papiers-nouvelles, journaux, magazines, livres et autres ouvrages et entreprises littéraires, aussi les imprimer, publier, diffuser et conduire et vendre; inclure dans ses opérations le commeree des imprimeurs, relieurs, lithograveurs, photograveurs, photolithograveurs, photographes, stéréotypeurs, graveurs, électrotypeurs, graveurs en relief, papetiers, graveurs en creux, artistes enlumineurs, fabricants d'encres et de papiers, faire affaires comme agents de publicité, soumissionnaires en publicité, artistes en publicité, de toutes manières, acheter et vendre de l'espace ou des privilèges de publicité, acquérir et exploiter des franchises pour fins de publicité, pour l'achat ou la vente de privilèges de publicité, être agents spéciaux de syndicats d'information, d'éditeurs, imprimeurs, fournir des articles généraux par télégraphie ou autrement aux journaux du Canada ou d'ailleurs;

Acheter ou autrement acquérir aucune part, aucun intérêt dans la totalité ou aucune partie du commerce, de l'achalandage et de l'actif d'aucune personne, firme ou compagnie exerçant aucun commerce de la compétence des objets de la présente compagnie, assumer aussi la totalité ou aucune partie du passif ou des obligations de cette personne, firme ou compagnie, exercer, conduire et liquider aucun commerce ainsi acquis, faire et exécuter des contrats ou arrangements avec aucune telle personne, firme ou compagnie, tel que susdit, relativement à l'amalgamation, au risque conjoint, à la coopération, au partage des bénéfices, au support mutuel, ou autres, accepter, en compensation de ces contrats ou arrangements, des actions, débentures ou valeurs d'aucune compagnie, payer ces valeurs par émission d'actions de la présente compagnie, entièrement ou partiellement libérées, ou autrement.

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer d'aucune espèce et description d'enseignes, cartes de publicité, fantaisies, étiquettes, plaques onomastiques, écussons, boutons, calendriers ou autres dispositifs et généralement d'articles de tous genres employés en publicité mercantile et autres;

Solliciter, acquérir par achat ou autrement et disposer des droits de reproduction d'aucun livre, article, conte, d'une gravure ou d'un autre imprimé reproductible, ou autre;

Préparer, acquérir ou acheter et disposer d'œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques, de traductions, compositions d'articles d'agences pour publication synchronique ou autre, de correspondances spéciales, de manuscrits d'agence ou télégraphique;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou aliéner des imprimés, plaques brevetées, matières, caractères, presses mécaniques en usage dans les ateliers typographiques;

Etablir des concours de collaboration ou d'information propre à figurer dans aucune pu-

retail, also manufacture, acquire and import newspapers, periodicals and other printed matter and miscellaneous novelties and all merchandise of a character similar or analogous, and without limiting the generality of the foregoing including journals, periodicals, reviews, pamphlets, magazines, books, advertisements, maps, charts, engravings, posters, lithographs, etchings, woodcuts, steel engravings, copper, engravings, electro-types, pictures and illustrations, whether coloured or otherwise; and to carry on as proprietors and publishers of newspapers, journals, magazines, books and other literary works and undertakings, and to print, publish, circulate, conduct and sell the same, and to include in its operations the business of printers, binders, lithographers, photo-engravers, photo-lithographers, photographers, stereotypers, engravers, electrotypers, embossers, stationers, die stampers, designers, illustrators, paper and ink manufacturers; tu carry on the business of advertising agents, advertising contractors and designers of advertising in all its branches, to buy and sell advertising space or privileges and to acquire and operate franchises for the purpose of advertising or for the buying or selling of advertising privileges; to act as special agents for news syndicates, publishers and printers and to supply general articles by wire or otherwise to newspapers throughtout Canada and elsewhere;

To purchase or otherwise acquire any shares or interest in or the whole or any part of the business, goodwill and assets of any person, firm or company carrying on any business within the scope of the objetes of this company, and to undertake all or any of the liabilities or obligations of such per son, firm or company, and to carry on, conduct and liquidate any business so acquired and to make and carry into effect any contracts or agreements with any such person, firm or companies as aforesaid, with respect to amalgamation, joint working, co-operation, division of profits mutual assistance or otherwise, and to accept by way of consideration for any such contract arrangement any shares, debentures or securities of any contract, and to pay for any such assets by the issue of fully or partly paid up stock in this company or otherwise;

To manufacture, buy, sell and deal in every kind and description of sign, show card, novelty, lable, name plate, badge, button, calendar or other device and generally in specialties of all kinds to be used in advertising or commercial and other purpuses;

To apply for, acquire by purchase or otherwise and dispose of the copywright of any book, article, story, engraving or other printed matter which may be copywrited or otherwise;

To prepare, acquire or purchase and dispose of any literary and scientific or artificial works, translations or compositions, as well as syndicate articles for simultaneous publication or otherwise and correspondance special or syndicate, manuscrit, or telegraph.

To manufacture, buy, sell, lease or dispose for ready prints patent plates, bases, type, printing machinery for use in printing establishments;

To establish competitions in respect of contribution or information suitable for insertion

blication de la compagnie ou autre, à aucune des fins de la compagnie, offrir et accorder des prix, dons, récompenses de la nature et aux conditions à être déterminées;

Acquérir, posséder, utiliser, administrer et disposer de propriétés mobilières et immobilières, de boutiques, ateliers, magasins, entrepôts, peuplements forestiers et possessions de toutes description;

Acheter, acquérir, vendre et trafiquer des droits exclusifs, droits brevetés, privilèges ou permis;

Organiser ou aider à organiser une ou plusieurs compagnies aux mêmes fins ou objets, effectuer, aider à obtenir la constitution d'icelles en corporation;

Placer de l'argent sur les titres ou valeurs qu'on jugera de temps à autre à propos de choisir, prêter ou avancer de l'argent à, garantir les contrats ou engagements de, cautionner et aider financièrement aucune personne, firme, compagnie ou corporation avec laquelle on pourra avoir des relations d'affaires;

Garantir aucune dette, cautionnée ou autre, d'aucune compagnie autorisée à exercer aucun commerce du ressort de la compagnie;

Emettre en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens, droits ou privilèges acquis par la compagnie, ou d'aucunes garanties des valeurs corporatives, des services rendus, des actions du fonds social de la compagnie, souscrites ou non, des valeurs de la compagnie entièrement livérées et non su ettes à appel;

Acquérir le capital, les titres, valeurs, ou l'entreprise d'aucune autre personne, firme ou compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, transférer l'entreprise ou l'actif, une ou plusieurs parties d'icelle ou d'icelui, s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, sur le point d'exercer aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre, louer ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie estimera convenables et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie aucun argent, aucune propriété, les valeurs ou droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls, soit avec d'autres personnes ou corporations;

Faires toutes les choses qui se rattachent ou paraîtront appropriées à la réalisation des objets précités ou d'aucuns d'iceux, sous le nom de "The Journal Publishing Company, Limited",

Le fonds social de la compagnie sera comme suit:

1. 3000 parts de $20.00 au pair de capital cumulatif privilégié seront émises par la com-

in any publication of the company or otherwise for any of the purposes of the company, and to offer and grant prizes, awards and premiums of such character and on such terms as may seen expedient;

To acquire, own, use, manage and dispose of propoerty, moveable and immoveable, mills, shops, stores, warehouses, forest and timber lands, and estates of every description:

To purchase, acquire, sell and deal in any exclusive rights, patent rights, privileges or licences;

To promote or assist in the promotion of any company or companies for or with any purposes or objetcs, and to effect or assist in effecting incorporation of such company or companies;

To invest money in or upon investments or securities as may from time to time be deemed expedient, and lend or advance moneys to, guarantee the contract or engagements of, become surety for and financially assist any person, firm, company or corporation with which the company has business relations;

To guarantee any indebtedness, whether bonded or otherwise of any company authorized to conduct any business within or similar to the powers of the company;

To issue in payment or part payment for any property, rights or privileges acquired by the company or for any guarantees for the company's securities, or for services rendered, shares of the company's capital stock, whether subscribed for or not, as fully paid and non-assessable, or the company's securities;

To acquire the stock, securities, assets or undertaking of any other person, firm or company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company or to transfer its undertaking or assets or any part or parts thereof to or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company, carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or is capable of being conducted so as to benefit the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the undertaling of the company or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To distribute in specie or otherwise from time to time amongst the shareholders of the company any money, property, assets or rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or in conjuuction with others whether persons or incorporations;

To do all such other things as are incidental or may seem to be conductive to the attainment the above objetcs or any of them, under the name of "The Journal Publishing Company Limited."

The capital stock of the company shall be as follows:

1. 3000 shares of the par value of $20.00 each of cumulative preferred shares shall be issued

pagnie auxquelles seront afférents les droits, privilèges et restrictions qui suivent:

(a). Les dites actions s'appelleront actions privilégiées cumulatives de huit pour cent, et donneront droit à un dividende annuel fixe privilégié cumulatif de huit pour cent sur le capital alors versé sur icelles respectivement; si dans une année après avoir fait provision pour le dividende entier sur les actions privilégiées et pour tout résidu dû sur les dividendes cumulatifs de ces actions privilégiées pour les années précédentes, il reste un excédent de bénéfices nets, cet excédent ou partie d'icelui peut, à la discrétion des directeurs, être affecté aux dividendes de ces années sur les actions ordinaires. Les actions privilégiées n'auront pas droit à aucun autre dividende en excédent des dividendes cumulatifs de huit pour cent l'an;

(b). Lesdites actions privilégiées cumulatives de huit pour cent seront, advenant liquidation ou dissolution de la compagnie, préférées, quant au capital et au dividende, avec arrérages s'il y en a, et les dividendes non déclarés jusqu'au début de la liquidation ou de la dissolution, à toutes les actions ordinaires du fonds social de la compagnie, et elles n'auront aucun droit de participation ultérieure dans les bénéfices ou l'excédent de l'actif;

(c). Les porteurs d'actions privilégiées cumulatives à huit pour cent auront droit de choisir chaque année deux membres du conseil d'administration de la compagnie, mais n'auront pas droit de voter en tant qu'actionnaire, à moins que les dividendes sur les actions privilégiées cumulatives de huit pour cent ne soient en souffrance jusqu'à concurrence de deux dividendes annuels entiers de huit pour cent, auquel cas les détenteurs d'actions privilégiées auront, en sus de leur droit de sélection d'un directeur, tel que susdit, des droits de vote sous tous rapports similaires à ceux des détenteurs d'actions ordinaires.

2. 2000 actions ordinaires ou non privilégiées de $10.00 au pair chacune.

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cent mille piastres ($100,000.00).

Ledit capital-actions sera émis en cinq mille (5,000) actions de vingt piastres ($20.00) chacun, dont trois mille (3,000) seront des actions privilégiées.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'août 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4373

"Haliburton & White, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1922, constituant en corporation: William Mordaunt Haliburton, Thomas Nash White, ingénieurs électriciens et Joshua Oscar Jarrell, agent de manufacturier, tous de la ville de Montréal-Ouest, dans le district de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre et faire le com-

as cumulative preferential stock of the company, to which the rights, privileges and restrictions following shall attach.

(a) The said shares shall be called eight per cent cumulative preference shares, and shall be entitled to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of eight per cent per annum on the capital for time being paid up thereon respectively; if in any year after providing for the full dividend of the preference shares and for any balance that may remain due on the cumulative dividends on such preference shares for proceeding years, there shall remain any surplus net profits, such surplus or any part thereof may in the discretion of the directors be applied to dividends for such year upon the ordinary shares. The preference shares shall not be entitled to any dividend other than or in excess of the cumulative dividends at the rate of eight per cent per aunnum, as above provided for;

(b) The said eight per cent cumulative preference shares shall in case of a swinding up or dissolution of the company rank, both as regards return of capital and dividend, including arrears of dividend, if any, and undeclared dividend up to the commencement of the winding up or dissolution in priority to all ordinary shares in the capital stock of the company, and shall have no further right to participate in profits or surplus estate.

(c) The holders of eight per cent cumulative preference shares shall have the right to select annually two members of the board of directors of the company, but shall otherwise have no right to vote as shareholders, culess the dividends upon the eight per cent cumulative preference shares are in arrears to the extent of two full annual dividends of eight per cent each, in which case the holders of the preference shares shall have, in addition to their right to select two directors as aforesaid. voting rights in all respects similar to those of the hllders of ordinary shares.

2. 2000 ordinary or comon shares of or par value of $20.00 each.

The amount of the capital stock of the company is to be one hundred thousand dollars ($100,000.00).

The said stock is to be dividend into five thousand (5,000) shares of twenty dollars ($20.00) each of which three thousand (3,000) will be preferred shares.

The head office of the company will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated form the office of the Provincial Secretary this seventh day of August, 1992.

C. J. SIMARD.
Assistant Provincial Secretary

4374

"Haliburton & White, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1922, incorporating William Mordaunt Haliburton, Thomas Nash White, electrical engineers and Joshua Oscar Jarrell, manufacturers' agent, all of the town of Montreal West, in the district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in me-

merce de machines et appareils mécaniques et électriques et d'instruments scientifiques de toutes sortes;

Faire tout ce qui précède comme principaux ou comme agents;

Acheter, louer ou acquérir autrement des biens mobiliers ou immobiliers, réels ou personnels de toutes sortes et espèces qui seront jugés convenables aux fins de la compagnie et les vendre, hypothéquer ou aliéner autrement;

Demander, acheter ou acquérir autrement des marques de fabrique ou brevets permis, concessions et choses de même nature conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité de les exploiter, ou tout procédé ou invention jugés susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiiser, exercer, développer les droits ainsi acquis, accorder des permis en rapport avec tels droits ou les mettre en valeur autrement;

Acquérir par achat, bail ou autrement et assumer la totalité ou aucne partie de l'entreprise, industrie, biens, actif et passif de toute personne, société commerciale ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, et les payer en tout ou en partie en deniers ou parts ou autres valeurs de la compagnie entièrement ou partiellement acquittées;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital actions, les obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou faisant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou de faire, et acquérir, détenir ou aliéner autrement cesdites actions, obligations ou autres valeurs, nonobstant les dispositions de la section 5985 des Statuts Refondus de Québec, connue sous le nom de "Loi des Compagnies de Québec".

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner, en tout ou en partie, les biens, droits ou entreprises de la compagnie pour la considération qui pourrait être convenue et en particulier pour des actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens ou propriétés de la compagnie, et toutes actions, débentures ou valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies lui appartenant, sous le nom de "Haliburton & White, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille ($49,000.00) dollars, divisé en quatre cents (400) actions de cent (100) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4375 C.-J. SIMARD,

chanical and electrical machinery and equipment, and scientific instruments of all kinds;

To do all the foregoing either as principals or agents;

To purchase, lease or otherwise acquire movable or immovable, real or personal properti of any kind and nature that may be deemed suitable for the purposes of the company, and to sell, hypotheate or otherwise alienate the same;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks or patents, licenses concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, any process or invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercice, develop or granè licenses in respect of or otherwise turn to account the rights so acquired;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership, or company carrying on a business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid up;

To purchase, acquire, hold and own the capital sotck, bonds, or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or to engage in, and to acquire, hold or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities notwithstanding the provisions of section 5985 of the Revised Statuts of Quebec known as The Quebec Companies' Act;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights or undertaking of the company for such consideration as may be agreed upon, and particularly for shares, bonds, debentures, or securities of any other company, heaving objects altogether or in part similar to those of this company;

To destribute among the shareholder of the company in kind any assets or porperty of the company and any shares, debentures or securities of any other company or companies belonging to it, under the name of "Haliburton & White, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars $49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial, Secretary, this twentieth day of September, 1922.

4376 C'-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Verdun Onward Mission".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre, 1922, constituant en corporation, sans capital actions, David Middleton, briquetier, Alex. Milmine, mouleur, William Ross,

"Verdun Onward Mission".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1922, incorporating, without share capital, David Middleton bricklayer, Alex. Milmine, moulder, William Ross, beamer, all of the city of Ver-

corroyeur, tous de la cité de Verdun, le district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

La prédication de l'Evangile;

Le bien-être spirituel des chrétiens dans ladite mission et pour autres fins de bienfaisance, sous le nom de "Verdun Onward Mission". La valeur des immeubles possédés par ladite mission est de $1,650.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingtième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4377 C.-J. SIMARD

dun, district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

For the preaching of the gospel;

For the spiritual welfare of Christians in said Mission and for other bénevolent purposes, under the name of Verdun Onward Mission". The amount of immoveable property owned by said Mission, $1,650.00.

The head office of the Company will be at Verdun P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September 1922.

C.-J. SIMARD,
4378 Assistant Provincial Secretary.

" Max Segal, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre, 1922, constituant en corporation: Max Segal, marchand, Celia Segal, épouse séparée en biens de Max Segal, dûment autorisée par ledit Max Segal aux fins des présentes, et Gertrude Segal, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer dans toutes ses spécialités l'industrie de manufacturiers de vêtements pour enfants et dames, habits pour hommes et garçons et toute industrie qui peut être incidemment exercée en rapport avec l'industrie sus-mentionnée;

Exercer ledit commerce, en gros et en détail, et acquérir, recevoir, détenir, échanger, aliéner et autrement disposer de tous biens, meubles ou immeubles nécessaires aux fins de la compagnie;

Hypothèquer et grèver d'aucune manière quelconque les biens immobiliers de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser et négocier des lettres de change, des billets à ordre et autres effets négociables;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement toute industrie d'une nature semblable, y compris, la machinerie, fonds de commerce, clientèle, meubles et autres accessoires, et les payer en deniers ou en actions acquittées de la compagnie au prix et pour le nombre d'actions que la compagnie déterminera;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothèquer, vendre ou échanger des actions du capital, des débentures ou valeurs de toute corporation exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires propres à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

Acheter, louer, posséder et acquérir toute industrie du genre de celle exercée par la compagnie, soit en tout ou en partie, et aussi toute franchise ou permis, et les payer soit en actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires propres à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "Max Segal, Limited," avec un capital total de vingt mille ($20,000.00) dollars, divisé en deux cents (200) actions, de cent (100) dollars chacune.

" Max Segal, Limited ".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing the sixth day of September, 1922, incorporating Max Segal, merchant, Celia Segal, wife seperate as to property of Max Segal and by the said Max Segal duly authorized for the purpose of these presents and Gertrude Segal, fille majeure, all of the city and district of Montreal for the following purposes:

To carry on and manufacture in all its branches the business of manufacturers of children's and ladies' waer, men's and boys' clothing, and any other business which may incidentally be carried on in connection therewith;

To carry on such business wholesale and retail and to asquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and otherwise dispose of any property, moveable or immoveable, necessary for the company's purposes;

To hypothecate, pledge, in any manner whatever the immoveables, property of the company;

To accept, draw, endorse, and negotiate, bills, of exchange, promissory notes and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good will, furniture and other accessories, and pay for same in cash or fully pair up shares of the company for such price and for the number of shares as may be determined by the company

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares of stock, or debenres or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To do all things, exercise all powers and carry on business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part and also any franchise or license, and pay therefor either in shares, débentures or other securities of the company, or otherwise;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incident to the carrying out of the objects for which this company is incorporated, under the name of "Max Segal, Limited", with a totaal capital stock of twenty thousand dollars, ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4379 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this sixth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,

4380 Assistant Provincial Secretary.

"Leduc & Fils, Ltéé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1922, constituant en corporation: Ferdinand Leduc, marchand, G.-Aimé Leduc, Paul-Emile Leduc, comptables, tous de Beauharnois, P. Q., dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois de toutes sortes, de ciment, de tuyaux de grès ou fer, de ferronneries et quincailleries, huiles, peintures et charbon;

Acheter ou vendre tous matériaux de construction, fabriquer ou manufacturer portes et chassis, boîtes et toutes autres choses en bois ou pour la fabrication desquelles le bois est nécessaire;

Acheter, posséder, louer ou autrement acquérir pour les fins du commerce ou de l'industrie de la dite compagnie, toutes usines, manufactures, scieries, fabriques ou autres établissements quelconques et tous autres biens meubles et immeubles;

Acquérir, acheter ou autrement posséder tous terrains, construire, louer ou vendre toutes maisons ou bâtiments quelconques;

Exercer le commerce de marchands généraux; aussi acheter ou recevoir par consignation ou autrement, vendre directement ou à commission, trafiquer toutes sortes de denrées, provisions, fournitures, effets, articles et marchandises;

Exercer toute industrie ou commerce que la dite compagnie croira avantageuse à ses fins ou susceptible d'accroître la valeur de ses biens ou droits; établir en tous endroits qu'elle jugera à propos des succursales ou agences pour tout genre de commerce ou d'industrie exercé par elle;

Acheter, louer, détenir ou acquérir, vendre ou échanger ou autrement aliéner tout commerce et toute industrie de même nature que ceux exercés par ladite compagnie; louer ou acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, construire, ériger, exploiter, maintenir, gérer tous biens fonds, fabriques, ateliers, batiments, édifices, pour ses affaires et toute autre propriété mobilière et immobilière jugée nécessaire ou utile à son commerce ou à son industrie, et les louer, vendre, échanger ou autrement les aliéner ou en disposer; payer toutes transactions faites par elle, le coût de son incorporation, ses dettes ou comptes, ainsi que tous services à elle rendus, ou par elle requis, ou le prix de toute acquisition de meubles ou immeubles, en deniers ou en actions acquittées, ou partie en deniers et partie en actions acquittées;

Aliéner de quelque manière que ce soit, en tout ou en partie, l'entreprise, les droits et les biens de ladite compagnie lorsque jugé avantageux, ou s'unir à toute autre personne ou corporation exerçant un commerce semblable ou non à celui de la compagnie, accepter en paiement, des deniers ou des actions libérées de toute compagnie ou autre valeur;

Tirer, faire, accepter endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres

"Leduc & Fils, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companie's Act, 1920, lettrers patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1922, incorporating Ferdinand Leduc, merchant, G. Aimé Leduc, Paul Emile Leduc, accountants, all of Beauharnois, P. Q., for the following purposes :

To deal in wood of all kinds, cement, clay or cast iron pipes, ironware and hardware, oils, paints and coal ;

To buy and sell any building materials fabricate or manufacture doors and saches, boxes and any other wooden articles or articles into the making of which wood is necessary ;

To buy, possess, lease or otherwise acquire for the purposes of the trade or business of the said company any plants, factories, saw-mills, shops or any other works and any other moveable or immoveable property ;

To acquire, buy or otherwise possess any lands, build, lease or sell any houses or buildings whatever ;

To carry on the business of general merchants ; also buy or receive on consignment or otherwise, sell directly or on commission, deal in all kinds of goods, provisions, supplies, wares, articles and merchandise ;

To carry on any other trade or business which may seem conducive to the company's purposes or calculated to ehnance the value of its property or rights ; to establish at any place it may think proper, branches or agencies for any kind of trade or business carried on by the company ;

To buy, lease, hold or acquire, sell or exchange or otherwise dispose of any trade and business of a like nature to those carried on by the company ; lease or acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, construct, erect, operate, maintain, manage any real estate, factories, shops, buildings, edifices for its business and any other moveable and immoveable property deemed necessary or useful for its trade or business, and to lease, sell, exchange or otherwise alienate or dispose of the same ; to pay for any transactions made by the company, the cost of its incorporation, its debts or accounts, as well as for all services rendered to or required by the company, or the purchase price of moveables or immoveables, in cash or in paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares ;

To alienate in any manner whatever, in whole or in part, the indertaking, rights and property of the said company as may be deemed fit, or to amalgamate with any other person or corporation carrying on a business similar or dissimilar to that of the company, accept in payment, cash or paid up shares of any other company or other securities ;

To draw, make, accept, endorse,discount, pay out and issue promissory notes, bills of exchan-

de change, de crédit, chèques, debentures et obligations et autres effets négociables et transférables ou non négociables et non transférables;

Emprunter, émettre des bons, obligations, débentures, débentures-actions, et autres valeurs, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix, sommes et conditions jugés convenables, hypothéquer et donner en garantie les biens meubles et immeubles de ladite compagnie pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débentures, débentures-actions et autres valeurs et tout emprunt de deniers;

Souscrire, prendre, acheter ou autrement acquérir, comme principal ou agent, à titre absolu comme propriétaire ou autrement; vendre, échanger ou autrement disposer ou trafiquer des bons, débentures, parts, obligations, réclamations ou autres valeurs émis par tout gouvernement ou commission, corporation municipale ou compagnie ou corporation industrielle ou autre; faire toutes transaction ou affaires se rapportant au commerce de courtiers;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes ci-dessus ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Leduc & Fils Ltée", avec un capital total de quarante neuf mille piastres ($49,000.-00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune

Le bureau principal de la compagnie, sera à Beauharnois, dans le district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4413

ge, letters of credit, cheques, debentures and bonds and other negotiable and transferable or non-ngotiable or non-transferable instruments;

To borrow, issue bonds, obligations, debentures, debenture-stock and other securities, and pledge or sell the same at such price, for such sums and upon such conditions as may be deemed proper, hypothecate and pledge the moveable and immoveable property of the said company, to secure the payment of such bonds, obligations, debentures, debenture-stock and other securities and of any loans of money ;

To suscribe for, take, buy or otherwise acquire either as principal or agent, and absolutely as owner or otherwise ; sell, exchange or otherwise dispose of or trade in bonds, obligations, shares, debentures, claims and other securities issued by any government or commission, municipal corporation or company or industrial or other corporation ; carry on any transaction or business connected with the brokerage business;

The powers contained in any of the above paragraphs shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the nme of "Leduc & Fils, Ltée", with a total capital stock of forty nine thousand ($49,000.00) dollars, divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Beauharnois, in the district of Beauharnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty fifth day of September, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4414

Demandes à la Législature

PROVINCE DE QUEBEC.

DISTRICT DE MONTREAL.

Avis est par les présentes donné, que le soussigné s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par le moyen d'un bill privé, la passation d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise après examens.

Le requérant,
ARTHUR DUTILLY, M. D.

Montréal, 6 octobre 1922. 4405—41–4

Avis public est par le présent donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de cinq cent quatre-vingt mille dollars ($580,000.00) pour payer le coût des dépenses suivantes, savoir: deux cent mille dollars ($200.000.00) pout travaux d'aqueduc, vingt-cinq mille dollars ($25.000.00) pour trottoirs permanents; vingt-cinq mille dollars ($25,000.00) pour la côte Franklin, dix mille dollars ($10.000.00) pour la côte des Glacis, vingt-cinq mille dollars ($25,000.00) pour la côte d'Abraham, et deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars ($295,000.00) pour pavages permanents dans les rues; une autre somme de cent trente-cinq mille dollars ($135,000.00) pour les objets suivants, savoir: vingt-cinq mille

Applications to the Legislature

PROVINCE OF QUEBEC.

DISTRICT OF MONTREAL.

Notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, by way of a private Bill, for the passing of an act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, to admit him among their members and to grant him the required license after examination.

ARTHUR DUTILLY, M. D.
Applicant.

Montreal, 6th October, 1922. 4406—41–4

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation and for authorization to borrow the sum of five hundred and eighty thousand ($580,000.00) dollars to pay the cost of the following expenses, namely: Two hundred thousand ($200,000.00) dollars for waterworks, twenty five thousand ($25,000.00) dollars for permanent sidewalks, twenty five thousand ($25,000.00) dollars for Franklin Hill, ten thousans ($10,000.00) dollars for Côte des Glacis, twenty five thousand ($25,000.00) dollars for Côte d'Abraham, and two kundred and ninety five thousand ($295,000.00) dollars for permanent street works; another sum of one hundred and thirty five thousand ($135,000.00) dollars for the following objects, namely: twenty five thou-

dollars ($25,000.00) pour le canal collecteur de la rue St-Olivier, trente-cinq mille dollars ($35,000.00) pour la constructions de pontons, cinquante mille dollars ($50,000.00) pour prolonger le quai de la Traverse, et vingt-cinq mille dollars ($25,000.00) pour l'érection d'un canal collecteur sur la rue Montmagny; pour être exemptée du cautionnement lorsque la Cité appelle d'un jugement; pour octroyer des permis et imposer des règlements aux cochers de place, camionneurs, rouliers, ou commissionnaires; pour réglementer ou défendre la fabrication, l'emmagasinage, l'usage et le transport de la poudre, gazoline et autres matières explosives; pour prescrire et autoriser l'entrée de tous officiers municipaux dans les maisons et édifices publics pour les fins de la prévention des incendies; pour ordonner l'arrêt de tous véhicules, tramways, à l'approche d'une voiture d'ambulance, d'une voiture du feu, ou de la patrouille, pour permettre aux voitures du service des incendies, de la patrouille et des ambulances de se servir de sirènes spéciales; pour reglementer ou prohiber les tag days; pour porter l'indemnité annuelle des échevins à mille dollars ($1,000.00); pour porter le terme des échevins à trois ans; pour être autorisée à se servir des fonds d'amortissement pour le remboursement d'un emprunt différent de celui pour lequel ledit fonds a été déposé; pour fixer la rémunération des cotiseurs à une somme n'excédant pas trois mille cinq cents dollars ($3,500.00); pour annexer une partie de la municipalité de Sillery; pour annexer une partie de la municipalité de la Petite-Rivière; pour emprunter une somme n'excédant pas deux cent mille dollars ($200.000.00) pour la construction d'un Palais d'Industrie et d'un Palais Agricole ; pour être autorisée à passer un règlement pour exiger des compagnies d'assurance contre le feu un état annuel des primes et des pertes; pour être autorisée à nommer un inspecteur des fils électriques; pour être autorisée à employer une somme de douze mille dollars ($12.000.00) déjà emprun tée pour l'achat de voitures arrosoirs; pour être autorisée à créer une caisse municipale, et pour autres fins. 4407—41-4

Avis public est par les présentes donné que la ville de Kénogami, la ville de Jônquière, La corporation de la paroisse de St-Dominique de Jonquière, La corporation du canton Bourget, La corporation du village de St-Ambroise et la Corporation de la paroisse de St-Ambroise, dans le comté de Chicoutimi, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte ratifiant un acte d'accord intervenu entre elles et Price Brothers & Co, Limited, le 2 août 1922, devant le notaire J. G. Verreault, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la Rivière Saguenay entre Kénogami et Shipshaw, et un autre acte d'accord entre ces mêmes municipalités, passé devant le notaire J. Miville-Lacroix, le 5 octobre 1922, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins et des autres travaux nécessaires pour rendre ce pont accessible au public, et déclarant tels actes d'accord valides à toutes fins, les confirmant, accordant aux dites corporations le pouvoir de taxation pour l'exécution des dits actes d'accord, et mettant les dits pont et chemins sous le contrôle du conseil de comté, et pour autres fins.

Pour les requérants,
4411—41-4 THS-LS BERGERON.

---

sand ($25,000.00) dollars for the collecting sewerin St. Oliver Street, thirty five thousand ($35,000.00) dollars for the construction of pontoons, fifty thousand ($50,000.00) dollars for an extension to the Ferry wharf, and twenty five thousand ($25,000.00) dollars for the laying of a collecting sewer in Montmagny street; to be exempted from giving surety when the city appeals from a jugdment; to grant licences and make regulations for cabdrivers, truckmen, carters or commissioners; to regulate or prohibit the manufacture, storing, use and transportation of powder, gasoline and other explosives; to enact and authorize the admission of any municipal officers in the houses and public buildings for fire prevention purposes; to compel any vehicles, tramways to stop at the approach of an ambulance, fire wagon or patrol-wagon; to permit the use of special spartons on fire vehicles, patrol-wagons and ambulances; to regulate or prohibit tag-days; to raise the yearly indemnity of the aldermen to one thousand ($1,000.00) dollars; to extend the term of office of aldermen to three years; to be authorized to apply the sinking funds for the redemption of any loan other than the one for which the said fund was established; to fix the salary of the assessors to a sum not exceeding three thousand five hundred ($3,500.00) dollars; to annex a part of the municipality of Sillery; to annex a part of the municipality of Little River; to borrow a sum not exceeding two hundred thousand ($200.000.00) dollars for the erection of an Industrial Building and an Agricultural Building; to be authorized to pass a by-law compelling fire insurance companies to supply the city each year with a statement of the premiums collected and fire losses paid; to be authorized to appoint an Inspector of electric wiring; to be authorized to apply a sum of twelve thousand ($12,000.00) dollars, already borrowed for the purchase of sprinklers; to be authorized to create a Municipal Savings Fund, and for other purposes. 4408—41-4

Public notice is hereby given that the Town of Kenogami, the Town of Jonquière, the Corporation of the parish of Saint- Dominique of Jonquière, the Corporation of the Township of Bourget, the Corporation of the Village of Saint Ambroise, the Corporation of the parish of Saint Ambroise, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to pass an Act ratifying an agreement passed between them and Price Brothers & Company, Limited, on the 2nd of August 1922, before J. G. Verreault, N. P. concerning the construction and the maintenance of a bridge on the Saguenay River between Kenogami and Shipshaw, and another agreement passed between them, before J. Miville Lacroix, N. P. on the 5th of October 1922, concerning the construction and the maintenance of the roads and other necessary works to make this bridge accessible to the public, and declaring these agreements valid for all purposes, confirming them, granting to said corporations the right of taxation for the execution of said agreements, and putting said bridge and roads under the control of the county Council and for other purposes.

THS. LS. BERGERON,
4412—41-4 Attorney for the Applicants.

Avis public est donné par les présentes par la Corporation de la Ville Laval-des-Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Définition de terres en culture, exemption de taxes pour constructions nouvelles, emprunts pour compteurs, arrangement avec le C.P.R *re* construction d'une passerelle et emprunt à cet effet, cens électoral, exemption de taxes spéciales *re* communautés religieuses, autres emprunts et pour autres fins.

Montréal, 10 octobre 1922.

Les procureurs de la ville Laval-des-Rapides,

4419—41-2 DUCKETT & DUFRESNE.

Public notice is hereby given by the Corporation of the town of Laval des Rapides that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters:

Definition of land under cultivation, exemption of taxes *re* new buildings, loan *re* water meters, agreement with the C.P.R. *re* construction of a footbridge and loan to this effect, electoral census, exemption of special taxes *re* religious institutions, other loans and for other purposes.

Montreal, 10th October, 1922.

DUCKETT & DUFRESNE,

4420—41-2 Attorneys for the town of Laval-des-Rapides.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes, savoir:

Réglementer la circulation des voitures, rembourser à certains propriétaires le coût du pavage de la rue Evelyne, réparation et reconstruction des trottoirs dans la cité, l'expropriation pour l'ouverture des rues Wellington, Bannantyne, Aqueduct et l'avenue Strathmore.

Montréal, 10 octobre, 1922.

Les procureurs de la cité de Verdun,

4421—41-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature at its next session, for amendments to its Charter on the following matters:

To regulate the traffic of any vehicle, to refund certain proprietors of amount paid for paving of Evelyn street, to repair and rebuild sidewalks in the city, to expropriate certain parcel of ground to open Wellington, Bannantyne, Aqueduct streets and Strathmore Avenue.

Montreal, 10th October, 1922.

FAUTEUX & FAUTEUX,

4422-41-4 Attorneys for the city of Verdun.

Avis est par les présentes donné que Margaret Gascoigne, fille majeure et usant de ses droits, David N. C. Hogg, gérant, James Colin Kemp, ingénieur, William Leggat, courtier, Ernest A. Macnutt, trésorier, George C. McDonald, comptable licencié, Percy E. Nobbs, architecte, Dame Ellen M. Peck, veuve de T. Esmond Peck, Gilbert S. Stairs, avocat, et Robert O. Sweezy, ingénieur, tous des cité et district de Montréal, en la province de Québec, feront application à la prochaine session de la Législature de Québec, pour qu'un acte soit passé aux fins de les incorporer ainsi que toutes autres personnes qui pourront en faire partie à l'avenir en une corporation sous le nom de "Study Corporation" ou tout autre nom approprié, aux fins d'acquérir, entretenir et diriger l'école pour filles actuellement dirigée par ladite Margaret Gascoigne, sur l'avenue Seaforth en la dite cité de Montréal, avec pouvoirs d'acquérir, posséder, vendre et aliéner les immeubles, bâtisses, mobiliers d'exploitation de toutes sortes pour les fins de ladite corporation, accepter des souscriptions, donations ou dons, d'en investir les argents, d'emprunter, émettre des bons, débentures ou debenture stock, d'hypothéquer, mortgager et de donner en gage tous ou aucune partie des immeubles et des meubles de ladite corporation ou les deux, pour garantir des bons, débentures ou debenture stock ou toutes autres obligations ou dettes de ladite corporation, de faire des règlements et des ordonnances dans la direction et l'administration des affaires de la dite corporation pour employer, rémunérer et pourvoir à des pensions ou à des fonds de retraite pour le personnel, pour la création de bourses pour les élèves et pour aider les professeurs ou les élèves et pour telles autres dispositions convenables ou désirables pour l'établissement, la direction et l'administration, par la dite corporation, d'une école d'enseignement primaire et secondaire pour les jeunes filles et pour l'exemption de toutes taxes civiques ou municipales des propriétés de ladite corporation

Notice is hereby given, that Margaret Gascoigne, spinster, of the full age of majority and enjoying civil rights, David N. C. Hogg, manager, James Colin Kemp, engineer, William Leggat, broker, Ernest A. Macnutt, treasurer, George C. McDonald, chartered accountant, Percy E. Nobbs, architect, Dame Ellen M. Peck, widow of T. Esmond Peck, Gilbert S. Stairs, advocate and Robert O. Sweezy, engineer, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act for the purpose of incorporating them and such other persons as may become members thereof as a corporation under the name of The Study Corporation or some other appropriate name, for the purpose of acquiring, maintaining and conducting the school for girls now conducted by the said Margaret Gascoigne at Seaforth Avenue in the said city of Montreal, with power to acquire hold, sell and dispose of lands, buildings and equipment of all kinds for the purposes of the corporation, to accept subscriptions, donations or endowments, to invest moneys, to borrow money, issue bonds, debentures or debenture stock, to hypothecate, mortgage and pledge the whole or any part of the corporation's immoveable or moveable property or both, to secure any such bonds, debentures or debenture stock or any other obligation or indebtedness of the corporation, to make by-laws and regulations for the conduct and administration of the affairs of the corporation, to employ, remunerate and provide pensions or retiring allowances for the staff and scholarship of bursaries for pupils and to assist teachers or pupils, and containing such other provisions as may be suitable or desirable for the establishment, conduct and administration by the corporation of a school for the elementary and higher education of girls, exempting the property of the corporation used for educational purposes from civic or municipal taxes, including provisions for the admission and withdrawal of

employée pour fins scolaires, y compris des stipulations pour l'admission et la mise à retraite des membres de ladite corporation et quant à sa dissolution.

Montréal, 5 octobre 1922.

Les agents pour les solliciteurs,
McGIBBON, MITCHELL, CASGRAIN, McDOUGALL & STAIRS.

4441—41-4

Avis est par les présentes donné que Dame Marie-J.-Albertine Ostell, épouse séparée de biens de Joseph-Armand Bériau, commis, des cité et district de Montréal, et ledit Joseph-Armand Bériau pour autoriser les présentes; Marie-Sophie-Jeanne-Mélina Ostell, épouse séparée de corps et de biens d'Albert Constantin, commis, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée en justice, aux fins des présentes; Joseph Thomas Ostell et Edward Sydney Ostell, tous deux des cité et district de Montréal, et John Benjamin Ostell, de la ville de Chicago, dans les Etats-Unis d'Amérique, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, à donner un titre clair à l'acquéreur ou adjudicataire des propriétés vendues ou à être vendues en vertu du jugement du 29 juin 1922, ordonnant la vente des immeubles suivants, savoir:

L'immeuble connu et désigné sous le numéro trois (3) du quartier Saint-Louis, et un autre immeuble formant partie du lot officiel numéro cent soixante-seize (176) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal—avec les bâtisses portant les numéros trois cent trente-sept et trois cent trente-neuf (337 et 339) de la rue Saint-Louis, lesquels immeubles furent dûment mis à l'enchère le 5 septembre 1922, et le premier de ces immeubles adjugé à Alexandre Prudhomme et fils, Limitée, et le deuxième immeuble devant être remis en vente suivant la loi.

Montréal, le 9 octobre 1922.

Le procureur des requérants,
ANATOLE GAUDET.

4443—41-4

Avis est par les présentes donné, que Georges Laurencelle, étudiant de Longueuil, présentera un bill à la prochaine session de la Législature de Québec, afin d'être autorisé à pratiquer comme dentiste, après examen final.

Les procureurs du requérant,
ARCHAMBAULT & MARCOTTE.

4445—41-4

Avis est donné par les présentes que Mgr Jos.-Edouard Feuilletault, P. D. et curé de Sainte-Marie, Beauce, MM. Edmond Savoie, Eugène Rhéaume, Hermias Dupuis, Philéas Simard, tous cinq comme représentant la fabrique de Sainte-Marie, Beauce, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation, eux et leurs successeurs, sous les noms de: "L'Hôpital de Notre-Dame de Protection" à Sainte-Marie, Beauce, avec les pouvoirs habituellement conférés à ces corporations.

Sainte-Marie, Beauce, 29 septembre 1922.

Le procureur des requérants,
THOMAS LESSARD.

4245—40-4

---

members of the corporation and for its dissolution.

Montreal, 5th October, 1922.

McGIBBON, MITCHELL, CASGRAIN, McDOUGALL & STAIRS,
Agents for applicants.

4442—41-4

Notice is hereby given by Dame Marie Anne Joséphine Albertine Ostell, wife separate as to property of Joseph Armand Beriau, clerk, of the city and district of Montreal, and the said Joseph Armand Beriau, to authorize his wife, Dame Marie Sophie Jeanne Melina Ostell, wife separate as to bed and board of Albert Constantin, clerk, of the city and district of Montreal, and duly authorized in justice for the purposes hereof; Joseph Thomas Ostell and Edward Sydney Ostell, both of the city and district of Montreal, and John Benjamin Ostell, of the city of Chicago, in the United States of North America, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal to grant a clear title to the purchaser of the properties sold, or to be sold, in virtue of the judgment of the 29th June, 1922, ordering the sale by licitation of the following immoveables, to wit:

The property known as number three (3) of Saint Louis ward, and another property forming part of the lot official number one hundred and seventy six (176) of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing the numbers 337 and 339 of Saint Louis street in the city of Montreal; which immoveables were duly offered for sale on the 5th September, 1922, and the first allotted to Alexandre Prudhomme & Fils, Limitée, and the second to be reoffered for sale according to law.

Montreal, 9th October, 1922.

ANATOLE GAUDET,
Attorney for petitioners.

4444—41-4

Notice is hereby given that Georges Laurencelle, student, of the city of Longueuil, will present a bill at the next session of the Legislature of Quebec, in order to be authorized to practise as a dentist after final examination.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
Attorneys for petitioner.

4446—41-4

Notice is given by the presents that Mgr. Jos. Edouard Feuilletault, P. D. and curé of Sainte-Marie, Beauce, Messrs Edmond Savoie, Eugène Rhéaume, Hermias Dupuis, Philéas Simard, all five as representing the fabric (Fabrique) of Sainte-Marie, Beauce, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the purpose of being incorporated, themselves and their successors, under the name of: "L'Hôpital de Notre-Dame de Protection" at Sainte-Marie, Beauce, with the powers usually granted to same corporations.

Sainte-Marie, Beauce, September 31th, 1922.

THOMAS LESSARD,
Attorney for applicants.

4246—40-2

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes : emprunts et referendum; contributions foncières et taxes; fermeture de l'ancienne rue Sherbroke, entre les rues Aylwin et Nicolet; obligations *re* annexions: rue paroisse Saint-Laurent; dommages *re* ruelles; égouts collecteurs; parcs; rôles; ratification d'actes.

Par ordre,
Le greffier de la cité,
RENÉ BAUSET.

Bureau du greffier,
Hôtel de ville,
Montréal, 30 septembre 1922. 4247—40–2

Avis est par les présentes donné que Monsieur Armand Bélanger, de la cité de Montréal, étudiant en droit, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, (et avec le consentement de la chambre des notaires) aux fins d'en obtenir une loi faisant remonter au 14 juillet 1920, l'effet de son brevet de clérícature.

Québec, 2 octobre 1922.
Pour le requérant,
4279—40–4 JOS. SIROIS.

Avis est par les présentes donné que Jean Rodier, comptable de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la ratification d'un acte de vente que lui a consenti la succession de feu Alfred Dalbec, en son vivant avocat de Montréal, d'une propriété immobilière sise en la cité de Montréal sur les rues Sainte-Catherine et Fullum, et pour autres fins.

Montréal, le 2 octobre 1922.
L'avocat,
4281—40–4 CHARLEMAGNE RODIER.

Avis est donné par les présentes que La Société de Prêts & Placements de Québec, corps politique et incorporé ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi d'incorporation spéciale avec tous les pouvoirs accordés par les Statuts refondus de la province de Québec, 1909 et amendements, aux Sociétés de prêts et placements, et pour autres fins.

Québec, ce 5 octobre 1922.
Les procureurs de La Société de Prêts
et Placements de Québec,
4325—40–4 CHAUVEAU & RIVARD.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Madame Caroline Vincent, de la ville de Chicoutimi, veuve de feu Alphonse Hamel, pour l'adoption d'une loi conférant à Mademoiselle Isabelle Hamel, sa fille, tous les droits et privilèges que comportent les relations de mère et d'enfant d'après les lois de la province de Québec, et pourvoyant à la vente de certains immeubles situées en la ville de Chicoutimi, propriété de ladite Isabelle Hamel.

Les procureurs de la requérante,
CANNON, POWER, LEMIEUX & CANNON.
Québec, 5 octobre 1922. 4327—40–4

CITY OF MONTREAL.

Public notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58,and to the different Acts amending the same, on the following matters: loans and referendum; assessments and taxes; closing of former Sherbrooke st., between Aylwin and Nicolet streets; obligations *re* annexations; street in the parish of Saint Laurent; damages *re* lanes; trunk sewers; parks; rolls; ratification of deeds.

By order,
RENE BAUSET,
City clerk.

City clerk's office.
City hall,
Montreal, 30th September, 1922. 4248—40–2

Notice is presently given that Mr. Armand Bélanger, of the city of Montreal, student at law, will apply, with the consent of the board of notaries, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a law giving effect to his indenture of studentship as from the 14th of July, 1920.

Quebec, October 2nd, 1922.
JOS. SIROIS,
4280—40–4 For the petitioner.

Public notice is hereby given by Jean Rodier, accountant, of Montreal, that he will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ratify, amongst other purposes, a deed of sale made to him by the estate of the late Alfred Dalbec, in his lifetime advocate of Montreal, of an immoveable property, situated on Sainte Catherine and Fullum streets, in the city of Montreal.

Montreal, October 2, 1922.
CHARLEMAGNE RODIER,
4282—40–4 Advocate.

Notice is hereby given that La Société de Prêts & Placements de Québec, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act of special incorporation with all the powers granted by the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and amendments to loan and investment societies and other purposes.

Quebec, October 5th, 1922.
CHAUVEAU & RIVARD,
Attorneys for La Société de Prêts &
4326—40–4 Placements de Québec.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Madam Caroline Vincent, of the town of Chicoutimi, widow of the late Alphonse Hamel, for the passing of an act conferring to Miss Isabel Hamel, her daughter, all the rights and privileges of the relations of parents and child, according to the law of Province of Quebec; and also regulating the sale of certain immoveable property, situated in the town of Chicoutimi, and owned by the said Isabel Hamel.

CANNON, POWER, LEMIEUX & CANNON,
Attorneys for petitioner.
Quebec, October 5th, 1922. 4328—40–4

Avis est par les présentes donné que M. Raoul Gagnon, de Jonquière, comté de Chicoutimi, étudiant en loi à l'Université Laval, demandera à la Législature de Québec à sa prochaine session, la passation d'un acte autorisant le barreau à l'admettre parmi ses membres en juillet prochain, après examens.

4307—40-4 RAOUL GAGNON.

Notice is hereby given that Mr Raoul Gagnon, of Jonquière, Chicoutimi, student at Law, at Laval University, will present, to the Legislature of Quebec at its forth coming session, a bill authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him as one of its members next July, after examinations.

4308—40-4 RAOUL GAGNON.

Avis est donné au public que MM. Edmond-Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, conseil en loi du Roi et avocat, James Edward Hutcheson, gérant, Kenneth Buchanan, Thornton, ingénieur et l'honorable David Ovide L'Espérance, sénateur s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une charte les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Tramways Company", dans les buts suivants:

Acheter, louer ou acquérir autrement, et construire, exploiter et entretenir des tramways et chemins de fer dans la cité de Québec et dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac St-Jean, Charlevoix, Montmorency, Québec, Portneuf, Champlain, St-Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drommond, Richmond, Richelieu, Bagot Shefford, Sherbrooke, Stanstead et Saint-Hyacinthe, dans la province de Québec; acheter, louer ou acquérir autrement et construire, développer et exploiter des usines génératrices d'énergie hydraulique, électrique ou autre, des usines à gaz ou aqueducs dans la cité de Québec où dans aucun desdits comtés, susceptibles d'être utilisées anx fins de fournir de l'énergie ou d'être exploitées conjointement avec les tramways ou chemin de fer de la compagnie, et vendre et distribuer dans la cité de Québec ou dans aucun desdits comtés, toute partie de l'énergie ou du gas produits dans lesdites usines; acquérir, construire et exploiter des lignes de téléphone ou de télégraphe avec ou sans fil, qui pourront être requises en rapport avec l'exercice du commerce de la compagnie; acquérir en tout ou en partie par achat ou autrement, le capital-actions, les parts, valeurs, entreprises et propriétés des compagnies dites Quebec Railway, Light, Heat & Power Company Limited, Quebec Railway Light & Power Company, Quebec Jacques Cartier Electric Company, Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Light Company, ou d'aucune d'icelles, ou d'une ou plusieurs autres compagnies dont la totalité ou aucune partie des propriétés ou entreprises peuvent être convenablement ou avantageusement utilisées ou exploitées conjointement avec les affaires ou entreprises de la compagnie, y compris la totalité ou aucune de leurs chartres, contrats, franchises, droits, pouvoirs, privilèges, immunités etexemptions d'aucune nature et description; et les vendre ou les aliéner autrement, en tout ou en partie; accorder à toute compagnie dont aucune partie de l'entreprise, des propriétés ou des autres droits seront acquis par la compagnie, l'autorité nécessaire pour les transporter à la compagnie.

Les procureurs des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC.

Québec, 4 octobre 1922. 4309—40-4

Public notice is hereby given that Edmund Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, king's Counsel and advocate, James Edward Hutcheson, manager, Kenneth Buchanan Thornton, engineer, and honourable David Ovide L'Espérance, senator, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter incorporating them under the name of Quebec Tramways Company for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire, and to construct, operate and maintain tramways and railways in the city of Quebec and in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake St. John, Charlevoix, Montmorency, Quebec, Portneuf, Champlain, Saint Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Temiscuata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechase, Levis, Dorchester, Lotbinière, Megantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drommond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead and Saint Hyacinth in the province of Quebec; to purchase, lease or otherwise acquire and to construct, develop and operate hydraulic, electric or other power plants, gas plants or waterworks in the city of Quebec or in any of the said counties capable of being used for the purpose of supplying power to or being operated in conjunction with the company's tramways or railways, and to sell and distribute in the city of Quebec or in any of the said counties any part of the power or gas procuded by the said plants; to acquire, construct and operate such wire or wireless telephone or telegraph lines as may be required in connection with the carrying on of the business of the company; to acquire in whole or in part by purchase or otherwise the capital stock, shares, securities, undertakings and properties of the Quebec Railway, Light, Heat & Power Company, Limited, Quebec Railway Light & Power Company, Quebec Jacques Cartier Electric Company, Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Light Company, or of any of them, or of any other company or companies whose property or undertaking or any part thereof, might be conveniently or advantageously used or operated in conjunction with the company's business or undertaking, including all or any of their charters, contracts, franchises, rights, powers, privileges, immunities and exemptions of every nature and description; and to sell or otherwise dispose of the same in whole or in part; to grant to any company, any part of whose undertaking, property or other rights are acquired by the company, the necessary authority to convey the same to the company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Quebec, October 4th, 1922. 4310—40-4

Avis est donné au public que MM. Edmond Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, conseil en loi du Roi et avocat, James Edward Hutcheson, gérant, Kenneth Buchanan Thornton, ingénieur, et l'honorable David Ovide L'Espérance, sénateur, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une charte les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Power Company", dans les buts suivants:

Acheter, louer ou acquérir autrement, et construire développer et exploiter des usines génératrices d'énergie hydraulique, électrique ou autre, usines à gaz et des aqueducs dans la cité de Québec et dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac St-Jean, Charlevoix, Montmorency, Québec, Portneuf, Champlain, Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Dorchester, Lotbinière, Mégantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drummond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, et Saint Hyacinthe, dans la province de Québec; et manufacturer, acheter, vendre et distribuer de l'eau, du gaz, de l'énergie électrique ou autre dans la cité de Québec ou dans aucun desdits comtés; acheter, louer ou acquérir autrement, en tout ou en partie, des tramways ou chemins de fer ou autres entreprises susceptibles d'utiliser de l'eau, du gaz, ou de l'énergie vendus ou produits par la compagnie; acquérir, construire et exploiter des lignes de téléphone ou de télégraphe avec ou sans fil, qui pourront être requises en rapport avec l'exercice du commerce de la compagnie; acquérir en tout ou en partie par achat, bail ou autrement, le capital-actions, les parts, valeurs, entreprises et propriétés des compagnies dites Quebec Railway, Light, Heat & Power Company Limited, Quebec Railway, Light & Power Company, Quebec Jacques Cartier Electric Company, Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Company, ou d'aucune d'icelles, ou d'une ou de plusieurs autres compagnies dont la totalité ou aucune partie des propriétés ou entreprises peuvent être convenablement ou avantageusement utilisées ou exploitées conjointement avec les affaires ou entreprises de la compagnie, y compris la totalité ou aucune de leurs chartes, contrats, franchises, droits, pouvoirs, privilèges, immunités et exemptions d'aucune nature et descriptions; et les vendre ou les aliéner autrement en tout ou en partie; accorder à toute compagnie dont aucune partie de l'entreprise, des propriétés ou des autres droits seront acquis par la compagnie, l'autorité nécessaire pour les transporter à la compagnie.

Les procureurs des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC.

Québec, 4 octobre 1922. 4311—40-4

Public notice is hereby given that Edmund Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, king's counsel and advocate, James Edward Hutcheson, Manager, Kenneth Buchanan Thornton, Engineer, and Honourable David Ovide L'Espérance, senator. will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter incorporating them under the name of Quebec Power Company for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire and to construct, develop and operate hydraulic, electric or other powers, plants, gas plants or waterworks in the city of Quebec or in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake St. John, Charlevoix, Montmorency, Quebec, Portneuf, Champlain, Saint Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Temiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Levis, Dorchester, Lotbinière, Megantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drummond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead and Saint Hyacinthe in the Province of Quebec, and to manufacture, buy, sell and distribute water and gas and electric and other power in the city of Quebec or in any of the said counties; to purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, tramways or railways or other undertakings capable of using water, gas or power sold or produced by the company; to acquire, construct and operate such wire or wireless telephone or telegraph lines as may be required in connection with the carrying on of the business of the company; to acquire in whole or in part by purchase, lease or otherwise, the capital stock, shares, securities, undertakings and properties of the Quebec Railway Light Heat & Power Company, Limited, Quebec Railway Light & Power Company, Quebec Jacques Cartier Electric Company, Quebec County Ra lway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Light Company, or of any of them, or of any other company or companies whose property or undertaking, or any part thereof, might be conveniently or advantageously use or operated in conjunction with the company's business or undertaking, including all or any of their charters, contracts, franchises, rights, powers, privileges, immunities and exemptions of every nature and description; and to sell or otherwise dispose of the same in wole or in part; to grant to any company, any part of whose undertaking, property or other rights are acquired by the company, th necessary authority to convey the same to the company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Quebec, October 4th, 1922. 4312—40-4

Avis est donné au public que M.M. Edmond Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, conseil en loi du Roi et Avocat, James Edward Hutcheson, gérant, Kenneth Buchanan Thornton, ingénieur, et l'honorable David Ovide L'Espérance, sénateur, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une charte les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Gas Company", dans les buts suivants:

Acheter, louer ou acquérir autrement, et cons-

Public notice is hereby given that Edmund Arthur Robert, financier, Charles Glass Greenshields, King's Counsel and advocate, James Edward Hutcheson, manager, Kenneth Buchanan Thornton, engineer, and Honourable David Ovide L'Espérance, Senator, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session for a charter incorporating them under the name of Quebec Gas Company for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire, and to

truire, développer et exploiter des usines à gaz, des usines génératrices d'énergie hydraulique, électrique ou autre et des aqueducs dans la cité de Québec et dans les comtés de Saguenay, Chicoutini, Lac Saint-Jean, Charlevoix, Montmorency, Québec, Portneuf, Champlain, Saint-Maurice. Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, l'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Dorchester, Lstbinière, Mégantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drummond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead et St-Hyacinthe, dans la province de Québec; et manufacturer, acheter, vendre et distribuer de l'eau, du gaz, de l'énergie électrique ou autre dans la cité de Québec ou dans aucun des dits comtés ; acquérir, construire et exploiter des lignes de téléphone ou de télégraphe avec ou sans fil, qui pourront être requises en rapport avec l'exercice du commerce de la compagnie; acquérir en tout ou en partie par achat, bail ou autrement, le capital-actions, les parts, valeurs, entreprises et propriétés des compagnies dites Quebec Railway, Light, Heat & Power Company, Limited, Quebec Railway, Light & Power Compnay, Quebec Jacques-Cartier Electric Company, Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Company, ou d'aucunes d'icelles, ou d'une ou de plusieurs autres compagnies dont la totalité ou aucune partie des propriétés ou entreprises peuvent être convenablement ou avantageusement utilisées ou exploitées conjointement avec les affaires ou entreprises de la compagnie, y compris la totalité ou aucune de leurs chartes, contrats, franchises, droits, pouvoirs, privilèges, immunités et exemptions d'aucune nature et description; et les vendre ou les aliéner autrement en tout ou en partie; accorder à toute compagnie dont aucune partie de l'entreprise, des propriétés ou des autres droits seront acquis par la compagnie, l'autorité nécessaire pour les transporter à la compagnie.

Les procureurs des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC.

Québec, 4 octobre 1922. 4313—40–4

construct, develop and operate gas plants and hydraulic, electric or other powers, plants or waterworks in the city of Quebec or in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake St.John, Charlevoix, Montmorency, Quebec, Portneuf, Champlain, Saint Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Bonaventure, Gaspé, Matane, Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, Bellechasse, Levis, Dorchester, Lotbinière, Megantic, Beauce, Frontenac, Nicolet, Arthabaska, Wolfe, Compton, Yamaska, Drummond, Richmond, Richelieu, Bagot, Shefford, Sherbrooke, Stanstead and St. Hyacinthe in the Province of Quebec, and to manufacture, buy, sell and distribute gas and water and electric and other power in the city of Quebec, or in any of the said counties; to acquire ,construct and operate such wire or wireless telephone or telegraph lines as may be required in connection with the carrying on of the business of the Company ; to acquire, in whole or in part, by purchase, lease or otherwise, the capital stock, shares, securities, undertakings and properties of the Quebec Railway Light Heat & Power Company, Limited, Quebec Railway Light & Power Company, Quebec Jacques-Cartier Electric, Company. Quebec County Railway Company, Quebec Gas Company, Frontenac Gas Company, Canadian Electric Light Company, or of any of them, or of any other company or companies whose property or undertaking, or any part thereof, might be conveniently or advantageously used or operated in conjunction with the company's business or undertaking, including all or any of their charters, contracts, franchises, rights, powers, privileges, immunities and exemptions of every nature and description; and to sell or otherwise dispose of the same in whole or in part; to grant to any company, any part of whose undertaking, property or other rights are acquires by the company, the necessary authority to convey the same to the company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC.
Sollicitors for Applicants.

Quebec, October 4th, 1922. 4314—40–2

Avis est par les présentes donné que le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 40 Victoria, chapitre 23 et autres lois l'amendant, afin d'augmenter leur pouvoir d'emprunt pour des fins scolaires, et pour autres fins.

Sherbrooke, le 4 octobre 1922.

Le secrétaire-trésorier du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke,
LEON-O. LACOMBE.

Le secrétaire-trésorier du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke,
H. C. KING.

4315—40–4

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke and the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend the act 40 Victoria, chapter 23, and other Acts amending the same, to augment their borrowing powers for school purposes, and for other purposes.

Sherbrooke, October 2nd 1922.

LEON O. LACOMBE,
Secretary treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.

H. C. KING,
Secretary-treasurer of the Board of Protestant School Commissioners of the City of Sherbrooke.

4316—40–4

Avis est donné au public que la compagnie dite Montreal Public Service Corporation ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi aux fins de changer son nom et d'obtenir les pouvoirs

Public notice is hereby given that the Montreal Public Service Corporation having its head office at the city and district of Montreal will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act for the purpose of changing its name and of obtaining all necessary powers

nécessaires lui permettant de faire affaires en dehors de la province de Québec, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la compagnie
"MONTREAL PUBLIC SERVICE CORPORATION",
D. K. GOODFELLOW.

Montréal, 2 octobre 1922. 4319—40-4

to enable it to do business outside of the Province of Quebec, and for other purposes.

D. K. GOODFELLOW,
Secretary treasurer of
MONTREAL PUBLIC SERVICE CORPORATION.

Montreal, October 2nd, 1922. 4320—40-4

Avis est donné par les présentes ques Mesdames Marie-Eugénie Roy, dite St-Josaphat, supérieure; Georgianna Naud, dite St-Onésime, assistante; Alphonsine St-Pierre, dite St-Germain, économe; Aurélie Bourassa, dite St-Anselme, hospitalière; Camille Aubert, dite St-Evariste, secrétaire, toutes cinq des Sœurs de la Charité de Québec s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation, elles et leurs successeurs, sous le nom de "L'Orphelinat de Saint-Sauveur", avec les pouvoirs habituellement conférés à ces corporations.

Québec, 20 septembre 1922.

Pour les requérantes,
4105—39-4 JOS. SIROIS, N. P.

Notice is hereby given that the Sisters Marie Eugénie Roy, named St-Josaphat, supérieure; Georgianna Naud, named St-Onésime, assistante; Alphonsine St-Pierre, named St-Germain, économe; Aurélie Bourassa, named St-Anselme, hospitalière; Camille Aubert, named St-Evariste, secrétaire, all five of "Les Sœurs de la Charité de Québec" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them as a corporation, them and their successors, under the name of "L'Orphelinat de Saint-Sauveur", with the powers generally granted to such corporations.

Quebec, 20th September, 1922.

JOS. SIROIS, N. P.
4106—39-4 For the petitioners

Avis public est donné par les présentes que "Temple Emmanu-El" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour amender son acte d'incorporation (46 Victoria, chapitre 67), pour corriger l'épellation de son nom, pour étendre ses pouvoirs, pour régulariser ses registres de l'état civil, pour exercer d'autres pouvoirs au sujet des congrégations religieuses en général, et pour d'autres fins.

Montréal, 21 septembre 1922.

Le procureur du pétitionnaire,
4107—39-4 NATHAN GORDON.

Public notice is hereby given that "Temple Emmanu-El" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its act of incorporation (46 Victoria, chapter 67), to correct the spelling of its name, to extend its powers, to regularize its registers of civil status, to exercise other rights incidental to religious congregations generally, and for other purposes.

Montreal, 21st September, 1922.

NATHAN GORDON,
4108—39-4 Solicitor for applicant.

Avis est par les présentes donné par la cité de Hull, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, aux fins suivantes:

Définition du mot "immeuble"; division des quartiers de la cité, pour en ajouter un ou deux; changer le nombre des échevins pour chaque quartier; modifier le terme du maire et des échéchevins; au sujet de la liste électorale dans une élection partielle; le quorum du conseil; les avis publics au sujet des règlements; formalités pour les règlements; pour autorisation de vendre de l'éclairage; les améliorations locales; imposition du taux de la taxe générale et augmenter le taux de la taxe; pour imposer une taxe sur les banques et leurs succursales; imposer une taxe sur les marchands de cigarettes; obtenir le pouvoir aux commissaires d'écoles de Hull, de contracter des emprunts jusqu'à concurrence du montant de $300.000, sans suivre les formalités d'usage; pour imposer une taxe scolaire sur les occupants de certains lots; au sujet des avis en cas de dissidence.

Hull, septembre 1922,

La cité de Hull,
L'avocat de la cité de Hull,
4117—39-4 J.-WILFRID STE-MARIE.

Notice is hereby given by the city of Hull, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passation of a special law, for the following subjects:

Meaning of the word "immoveable"; division of the wards of the city, to add one or two more; to change the number of aldermen for each ward; to motify the acting term of the mayor and the aldermen; for the municipal voting list of a by-election; quorum of the council; public notices for the by-laws; regulations for the by-laws; for authorization to sell lighting; local improvements; rate of the general tax and to increase the rate of the tax; to impose a tax upon the banks or their branches; to impose a tax on the merchants selling cigarettes; to obtain the power for the School Commissioners to borrow money to the amount of $300.000. without following the usual regulations; to impose a school tax upon the occupants of certain lots; for the notices in case of dissenting;

Hull, September, 1922.

The city of Hull,
J. WILFRID STE-MARIE,
4118—39-4 Attorney for the city of Hull.

Avis est donné, par Monsieur Léopold Lamy, cultivateur, de la cité de Trois-Rivières, qu'il présentera à la Législature, à sa prochaine session, un projet de loi pour confirmer l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte, et confirmer et ratifier une vente consentie par Léopold Lamy, à St. Lawrence Paper Mills, Limited, passée

Notice is hereby given, by Mr. Léopold Lamy, farmer, of the city of Three Rivers, that he will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to confirm the interpretation of the last will and testament of the late Désiré Lacerte, and to confirm and ratify a sale made by Léopold Lamy to St. Lawrence Paper Mills,

devant J.-A. Trudel, N. P., le vingtième jour de mai 1922.

Trois-Rivières, 23 septembre 1922.

Les agents et procureurs de M. Leopold Lamy,

BUREAU, BIGUE,

4129—39-4 GARIEPY & GOUIN.

Avis public est par le présent donné que M. Georges Painchaud, marchand, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine seession, pour demander l'adoption d'une loi validant, confirmant et ratifiant à toutes fins que de droit un acte de retrocession par Joseph-F. Leblanc es-qualité au dit Georges Painchaud, passé devant le notaire Lionel Joron, le 27 septembre 1919.

Montréal, 20 septembre 1922.

Le procureur du requérant,

4149—39-4 JOSEPH JEAN.

Avis public est donné par les présentes que M. Eugène Bruneau, gérant, de la cité et du district de Montréal, et M. Tetrus Cyr, de Sainte-Scholastique, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sapprochaine session, la passation d'un acte pour ratifier un contrat de vente par le dit Albert Bruneau au dit Tetrus Cyr,devant N. Forest, N. P , de Sainte-Scholastique, en date du 4 octobre 1920, sous le numéro 6445 de ses minutes, d'un certain morceau de terre connu et désigné comme lot deux cent soixante-six (266) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Scholastique—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, et déclarant tel contrat de vente comme y liant les parties et confirmant le titre du dit Tetrus Cyr à la dite propriété.

Les procureurs du pétitionnaire,

LAFLEUR, McDOUGALL, McFARLANE &

4151—39-4 BARCLAY.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Montcalm Land Company, Limited, corporation dûment constituée suivant la loi, et ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Québec, pour l'adoption d'une loi détachant de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery les lots de terre Nos 203-1 à 203-258, inclusivement, les lots 203-A-1 à 203-A-4, inclusivement, et le lot No 204 du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery, et les annexant au territoire de la cité de Québec pour fins civiles, municipales et scolaires.

Les procureurs de la requérante,

BELLEAU, BAILLARGEON, BELLEAU

& BOULANGER.

Québec, le 27 septembre 1922. 4171—39-4

Avis est par les présentes donné par la Dominion Corset Company qu'elle s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour autorisation de remanier son capital et pour autres fins

DOMINION CORSET COMPANY.

Québec, 27 septembre 1922. 4173—39-4

Avis est donné que les exécuteurs testamentaires de la succession de l'honorable J.-Octave Villeneuve, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour ob-

Limited, before J. A. Trudel, N. P., the twentieth day of May, 1922.

Three Rivers, September 23rd, 1922.

BUREAU, BIGUE,

GARIEPY & GOUIN,

Agents and attorneys for Mr. Léopold Lamy.

4130—39-4

Public notice is hereby given that Mr. Georges Painchaud merchant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to validate, confirm and ratify for all lawful purposes a deed of retrocession by Joseph-F. Leblanc *es-qualité* to the said Georges Painchaud, passed before notary Lionel Joron, the 27th of September, 1919.

Montreal, November 20th, 1922.

JOSEPH JEAN,

4150—39-4 Attorney for applicant.

Public notice is hereby given that Mr. Eugene Albert Bruneau, manager, of the city andd district of Montreal, and Mr. Tetrus Cyr, farmer, of Sainte-Scholastique, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act to ratify a deed of sale by the said Eugene Albert Bruneau to the said Tetrus Cyr before N. Forest, N. P. of Sainte Scholastique, dated the 4th of October, 1920 under the number 6445 of his minutes, of a certain piece of land known and designated as lot number two hundred and sixty-six (266) of the official cadastre of the parish of Sainte Scholastique—with house and other buildings thereon erected, and declaring such deed of sale binding for the parties thereto and confirming the title of the said Tetrus Cyr to the said property.

LAFLEUR, McDOUGALL, McFARLANE &

4152—39-4 BARCLAY.

Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Montcalm Land Company, Limited, corporation duly constituted according to law, and having its head office and chief place of business in the city and district of Quebec, for the passing of an act detaching from the municipality of the parish of Saint Colomb of Sillery the lots of land Nos 203-1 to 203-258, inclusively, the lots 203-A-1 to 203-A-4, inclusively, and the lot 204 on the official cadaster of the said municipality parish of Saint Colomb of Sillery, and annexing the said lots to the territory of the city of Quebec, for civil, municipal and school purposes.

BELLEAU, BAILLARGEON,

BELLEAU & BOULANGER,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 27th September, 1922. 4172—39-4

Notice is hereby given by the Dominion Corset Company that application will be made to the Legislature, at its next session, for authorization to reorganize its capital and for other purposes.

DOMINION CORSET COMPANY.

Quebec, 27th September, 1922. 4174—39-4

Public notice is given that the testamentary executors of the estate of the Honourable J. Octave Villeneuve, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for

tenir l'adoption d'une loi prolongeant leurs pouvoirs, et pour autres fins.

Montréal, 27 septembre 1922.

L'avocat des requérants,
ALPHONSE MORIN.

4175—39-4

Avis public est par le présent donné, que la ville du Cap-de-la-Madeleine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi à l'effet d'amender sa charte sur les matières suivantes: Erection de la ville en cité; division de la cité en six quartiers; mode d'élection du maire et des échevins; confection de la liste électorale municipale; pouvoir de faire des règlements concernant la subdivision de tout terrain comportant la création de nouvelles rues; pouvoir de faire des règlements concernant l'alignement des édifices; pouvoir d'emprunter pour payer et consolider ses dettes actuelles en une seule; pouvoir d'emprunter pour payer l'achat de son système d'aqueduc et d'égoût; pouvoir de faire un règlement concernant la nomination d'un gérant; évaluation d'une certaine partie des terres en culture et autre matières dans l'intérêt et pour la bonne administration de la cité.

Cap-de-la-Madelelne 27 septembre 1922.

L'agent et procureur de la ville du Cap-de-la-Madeleine,
LOUIS-R. GAGNE.

4183—39-4

Avis public est par les présentes donné que les commissaires de l'église protestante de la municipalité, de la cité et paroisse de Lachine, incluant les villes de Lasalle et de Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, demanderont à la Législature de la province de Québec. à sa prochaine session, la passation d'un acte pour autoriser la dite municipalité à élire et avoir un conseil de six commissaires; déclarer que le conseil actuel de six commissaires a été régulièrement élu; pour rendre valides et confirmer tous les actes accomplis par le conseil de six commissaires qui a ci-devant été élu par la dite municipalité, en autant qu'il pourrait être affecté par le dit nombre, depuis le moment où un conseil de six fut d'abord en existence; et pour autres fins analogues.

Les procureurs des pétitionnaires,
BROWN, STAVELEY & JENKINS.

4191—39-4

Avis est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour les fins suivantes: changer la date de la nomination des échevins; changer le nom de certaines rues; élever le taux de l'intérêt sur les arrérages de taxes; accorder un escompte sur les taxes; augmenter son pouvoir d'emprunt; employer son fonds d'amortissement; sanctionner certains règlements et certains actes; autoriser l'imposition de taxes spéciales sur les propriétés exemptes de taxes; et pour autres fins.

Montréal, ce 27 septembre 1922.

Les procureurs de la requérante,
LACHAPELLE & LALONDE.

4197—39-4

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Catherine, à Montréal, et les syndics de la dite paroisse s'adresseront à la Législature à sa prochaine session; pour demander l'adoption d'une loi autorisant le parachevement de l'église de la dite paroisse, les emprunts nécessaires à cette fin, ainsi que la permission d'imposer et prélever une répartition annuelle basée sur le rôle d'évaluation municipale sur les francs tenanciers catholiques

the passing of an act extending their powers, and for other purposes.

Montreal, 27th September, 1922.

ALPHONSE MORIN,
Attorney for petitioners.

4176—39-4

Public notice is hereby given that the town of Cap de la Madeleine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend its charter on the following matters: Erection of the town into a city; division of the city into six wards; mode of election of the mayor and aldermen; making of the municipal voters' lists; power to make by-laws respecting the subdivision of any land necessiting the creation of new streets; power to make by-laws respecting the alinement of the buildings; power to borrow to pay and consolidate its present debts into one single debt; power to borrow to pay for the purchase of its waterworks and sewers systems; power to make by-laws respecting a manager; valuation of certain part of the lands under cultivation and other matters in the interest and for the proper administration of the city.

Cap-de-la-Madeleine, September, 27th, 1922.

LOUIS R. GAGNE,
Agent and attorney for the town of Cap-de-la-Madeleine.

4184—39-4

Public notice is hereby given that the Protestant School trustees of the municipality of the city and parish of Lachine, including the towns of Lasalle and Dorval, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the said municipality to elect and have a board of six trustees; to declare the present board of six trustees to have been regularly elected; to validate and confirm all acts done and performed by the board of six trustees that has hitherto been elected by said municipality, in so far as the same way be affected by said number, from the time a board of six trustees first came into existence, and for other purposes cognate thereto.

Montreal, 27th September, 1922.

BROWN, STAVELEY & JENKINS,
Attorneys for petitioners.

4192—39-4

Notice is hereby given that the town of Saint Laurent will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to amend its charter on the following matters: to change the date of the nomination of the aldermen; change the name of certain streets; raise the rate of interest on arrears of taxes; grant a discount on taxes; increase its borowing power; make use of its sinking fund; sanction certain by-laws and certain acts; authorise the levying of special taxes on properties exempted from taxes, and for other purposes.

Montrea, September 27th 1922.

LACHAPELLE & LALONDE,
Attorneys for applicant.

4198—39-4

Notice is hereby given that the Curé and church wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Sainte Catherine, at Montreal, and the trustees of the said parish will apply to the Legislature, at the next session thereof, for an act to authorise the completion of the church of the said parish, the loans necessary to that end, as well as leave to impose and levy a yearly assessment based on the municipal valuation roll on the roman catholic rate payers of the said parish;

romains de la dite paroisse ; constituant les syndics actuellement élus avec d'autres personnes en bureau spécial pour les fins susdites, avec les droits et les pouvoirs nécessaires.

Montréal, 27 septembre 1922.

Les procureurs des requérants,
LACHAPELLE & LALONDE.

4199—39-4

Avis public est donné par les présentes que "The Pentecostal Assemblies of Canada" fera application à la prochaine session de la législature de Québec pour la passation d'un acte aux fins de reconnaître ladite corporation comme une corporation ecclésiastique, avec le droit de tenir des registres pour les actes de l'état civil, acquérir les propriétés immobilières nécessaires à ses fins et pour ratifier et rendre valide les mariages célébrés par ses ministres, dans la province de Québec, depuis la date de son incorporation par le gouvernement du Canada, en 1919, et pour autres fins.

Montréal, 12 septembre 1922.

Les solliciteurs pour les requérants,
CAMPBELL, McMASTER &
COUTURE.

4003—38-4

Avis est donné par les présentes que "Myer Strudensky, David Novek, Zalman Wachman, Abraham Luterman, Samuel Schwisberg, Fishel Shneeberg, Lezer Grösser, Mates Herscovici, Abraham Neamtan, Samuel Ianos, Isak Perlman, Max Bacher, David Ticker, Keihos Frank, Ben Litwin, Mates Maldovsky, Samuel Schreiber, Zisse Miller, Michel Dubrofsky, Simon Veriblofsky et Zachary Hirsbein, tous de la cité et du district de Montréal, marchands, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de les incorporer sous le nom de "Congregation Beth Yitzchok", avec les pouvoirs d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières, tenir des régistres pour les actes de l'état civil, et exercer tous autres droits relativement aux corporations religieuses et pour toutes aux fins.

Montréal, 18 septembre 1922.

Le procureur des requérants,
SOLON ELIASOPH.

4043—38-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par François-Xavier Décarie, John McAvoy et autres, tous cultivateur, de la cité de Montréal, pour l'adoption d'une loi obligeant la cité de Montréal à évaluer à une somme déterminée les terres en culture situées dans ladite cité, ainsi que les bâtisses les déservant. Avis est de plus donné que lors de l'étude devant ladite Législature du projet de loi de la cité de Montréal, dmandant des amendements à sa charte, semblable demande sera aussi faite par voie d'amendement à ce dit dernier projet de loi et pour autres fins.

Montréal, 20 septembre 1922.

Le procureur des requérants,
ALPHONSE DECARY.

4065—38-4

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne, de Montréal, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et de prélever une répartition annuelle basée sur le rôle d'évaluation municipale sur les francs tenanciers catholiques de la dite paroisse, et suffisante pour pourvoir au paiement de la dette de ladite fabrique en capital, intérêts et frais, et combler en même temps le

incorporating the trustees now in office with other persons into a special board for the aforesaid purposes, with the necessary rights and powers,

Montreal, September 27th, 1922.

LACHAPELLE & LALONDE,
Attorneys for applicants.

4200—39-4

Public notice is hereby given that "The Pentecostal Assemblies of Canada" will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an act for the purpose of recognizing said corporation as an ecclesiastical corporation, with the right to keep registers for acts of civil status, to acquire immoveable property necessary for its purposes and to ratify and validate marriages performed by its ministers, in the Province of Quebec, since the date of its incorporation by the Dominion Parliament, in 1919, and for other purposes.

Montreal, 12th September, 1922.

CAMPBELL, McMASTER &
COUTURE,
Solicitors for applicants.

4004—38-4

Notice is hereby given that Myer Strudensky, David Novek, Zalman Wachman, Abraham Luterman, Samuel Schwisberg, Fishel Shneeberg, Lezer Grosser, Mates Herscovici, Abraham Neamtan, Samuel Ianos, Isak Perlman, Max Bacher, David Ticker, Keihos Frank, Ben Litwin, Mates Maldovsky, Samuel Schreiber, Zisse Miller, Michel Dubrofsky, Simon Veriblofsky and Zachary Hirsbein, all of the city and district of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to incorporate them under the name of "Congregation Beth Yitzchok", with powers to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, 18th September, 1922.

SOLON ELIASOPH,
Attorney for applicants.

4044—38-4

Notice is given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by François Xavier Decarie, John McAvoy and others, all farmers, of the city of Montreal, for the adoption of a law obliging the city of Montreal to value at a definite amount the lands under cultivation situated within the said city, as also the buildings in use thereon for the said purposes, and notice is furthermore given that when the bill of the city of Montreal, asking for certain amendments to its charter, shall come for examination before the Legislature, similar request shall also be made by way of amendment to this latter bill and for other purposes.

Montreal, September 20th, 1922.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.

4066—38-4

Notice is hereby given that the *curé* and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint-Bernardin-de-Sienne, of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act permitting them to impose and levy an annual assessment based on the municipal valuation roll on the catholic freeholders of the said parish, and sufficient to provide for the payment of the debt of the said fabrique in capital, interest and cots, and at the same time cover the annual deficit of the fabrique;

déficit annuel de la fabrique pour constituer lesdits curé et marguilliers en bureau spécial pour les fins susdites, avec les droits et les pouvoirs nécessaires.

Ville Saint-Michel, ce vingt septembre mil neuf cent vingt-deux 1922.

4077—38-4 J.-E. BELAIR, prêtre curé.

Avis est par le présent donné que le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour faire augmenter ses pouvoirs d'emprunt sur débentures et autres fins.

Québec, 20 septembre 1922.

Le secrétaire-trésorier du bureau de commissaires d'écoles catholiques Romains de la cité de Québec.

ANTOINE-C. TASCHEREAU.

4059—38-4

Avsi est par les présentes donné que la compagnie dit "L'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice Limitée" (The Saint Maurice Cold Storage Limited). ayant son siège social dans la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de modiqer le chapitre 142 du Statut 12 George V, de Québec, et de remplacer les articles 1 et 2 du dit chapitre, de manière à ce que le règlement No 364 adopté par la cité des Trois-Rivières le 20 janvier 1919, tel qu'amendé par le règlement No 373 adopté le 2 septembre 1919, pour garantir les obligations émises par la compagnie, soit ratifié et confirmé à toutes fins que de droit.

Les procureurs de la réclamante,

BEIQUE & BEIQUE.

Québec, 12 octobre 1922. 4449—41-4

to constitute the said *curé* and churchwardens into a special board for the aforesaid purposes, with the necessary rights and powers.

Town of Saint Michel, this twentieth of September, one thousand nine hundred and twenty two 1922.

4078—38-4 J. E. BELAIR, Priest, *Curé*.

Notice is hereby giben that the Board of Roman, Catholics School Commissioners of the city of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have its powers for borrowing on debentures, increased and for other purposes.

Quebec, 20th September 1922.

ANTOINE C. TASCHEREAU,

Secretary Treasurer of the Board of Roman Catholics School Commissioners of the city of Quebec.

4060—38-2

Notice is hereby given that the company named "L'entrepot Frigorifique Saint-Maurice Limitée" (The Saint Maurice Cold Storage Limited), having its head office in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifiing chapter 142 of the Act 12 George V of Quebec, and to replace articles 1 and 2 of the said chapter so that the by-law No. 364 adopted by the city of Three Rivers the 20th. of January 1919, as amended by the by-law No. 373 adopted the 2nd of September 1919, to guarantee the bonds issued by the same company, be ratified and confirmed for all lawful purposes.

BEIQUE & BEIQUE,

Attorneys for Applicant.

Quebec, October 12th. 1922. 4450—41-4

Département des affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, 10 cotobre 1922.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en conseil,

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Saint-Wenceslas, dans le comté de Nicolet, le vingt-unième jour de septembre 1922, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies.

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Saint-Wenceslas, dans le comté de Nicolet, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires Municipales.

4433 OSCAR MORIN.

Department of Municipal Affairs

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Quebec, October 10th, 1922.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet, on the twenty first day of September, 1922, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made in virtue of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET.

Clerck Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

4434 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'instruction publique

2757-21

Québec, 26 septembre, 1922.

Demande est faite de former une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Jean-d'Escalana, comté de Saint-Maurice, et dont le territoire sera limité comme suit: un mille à l'est et un mille à l'ouest de la rivière Escalana comme point de départ et un mille nord et sud sur la rivière Escalana. 4259—40-2

Department of Public Instruction

2757-21

Quebec, September 26th, 1922.

Application is made to erect a separate school municipality under the name of St. Jean d'Escalana, couuty of St. Maurice, whose territory shall be limited as follows: one mile to the east and one mile to the west of the river Escalana, as a starting point, and one mile north and south on the river Escalana. 4260—40-2

Département du trésor

AVIS DE RENOUVELLEMENT DE PERMIS

Avis est par le présent donné que la "St. Patrick's Total Abstinence Benefit Society of Montreal" a obtenu le renouvellement de son permis et de l'enregistrement conformément à la loi.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de septembre 1922.

Le surintendant des assurances pour le trésorier de la province.

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4241—40-2

AVIS DE RENOUVELLEMENT DE PERMIS

Avis est par le présent donné que la "Hungarian Sick Benefit Society" a obtenu le renuovellement de son permis et de l'enregistrement conformément à la loi.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de septembre 1922.

Le surintendant des assurances pour le trésorier de la province,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4243—40-2

Avis est par le présent donné que la "North River Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique, le et après le deuxième jour d'octobre 1922.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont: Robert Hampson & Son, 1 rue St-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 R.S.P.Q., 1909, ce deuxième jour d'octobre 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le Surintendant des assurances, P. Q.

F. L. MONCK.

Branche des Assurances,
Département de Trésor, Québec.
4275—40-2

Treasury Department

NOTICE OF RENEWAL OF LICENSE

Notice is hereby given that the "St. Patrick's Total Abstinence Benefit Society of Montreal" has obtained the renewal of its license and registration in conformity with the law.

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this twenty-eight day of September, 1922.

F. L. MONCK,

Superintendent of insurance for the treasurer of the province of Quebec.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4242—40-2

NOTICE OF RENEWAL OF LICENSE

Notice is hereby given that the "Hungarian Sick Benefit Society" has obtained the renewal of its license and registration in conformity with the law.

Given pursuant to the provisions of article 6950 Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this twenty-eight day of September, 1922.

F. L. MONCK,

Superintendent of insurance for the treasurer of the province of Quebec.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4244—40-2

Notice is hereby given that the "North River Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of inland marine insurance and ocean marine insurance, on after the second day of October, 1922.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: Robert Hampton & Son, 1 Saint John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950. R.S.Q., 1909, this second day of October, 1922.

For the treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK.

Superintendant of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.
4276—40-2

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, District de Beauce, No 6716, Dans la Cour Supérieure.

Dame Rose-Anna Bolduc, épouse commune en biens de Georges Couture, charretier, de Vallée-Jonction, demanderesse; contre le dit Georges Couture, défendeur.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6716.

Dame Rose-Anna Bolduc, wife common as to property of Georges Couture, carter, of Valley Junction, plaintiff, against the said Georges Couture, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ième jour d'octobre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
ROSAIRE BEAUDOIN.

Saint-Joseph-de-Beauce, 5 octobre 1922,
4381—41–5

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été prise le 8 septembre 1922, devant la Cour Supérieure du district de Kamouraska, No 8240, par Dame Marie-Anne Beaulieu, épouse de Charles-Eugène Lavoie, cultivateur, de la paroisse de Trois-Pistoles, dûment autorisée à cet effet contre le dit Charles-Eugène Lavoie.

Rivière-du-Loup, 9 octobre 1922.

L'avocat de la demanderesse,
4397—41–5 S. C. RIOUX.

Province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 1274.

Dame Marie-Eva Côté, épouse commune en biens de Joseph-A. Bélanger, demanderesse, & le dit Joseph A. Bélanger, de la paroisse de l'Islet, comté de l'Islet, hôtellier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
GAGNE & GAGNE.

Montmagny, ce 19 septembre 1922.
4295—40–5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No, 5349.

Dame Irène Lemonde, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Zéphirin Huot, contracteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Zéphirin Huot, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
J.-EUDORE MORIER.

Montréal, 27 septembre 1922.
4297—40–5

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, No 240. Avis est donné par les présentes que Dame Purissima Rougeau, de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, dans le district d'Iberville, épouse de Napoléon Ostigny, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

Saint-Jean, 28 septembre 1922.

Le procureur de la dite demanderesse,
4145—39–5 P. A. CHASSE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 983.

Dame Anna Baribeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Hector Filion, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Hector Filion, agent, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 13 septembre 1922.

Montréal, 25 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4177—39–5 BEAUREGARD & LABELLE.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this case.

ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for the plaintiff.

Saint-Joseph-de-Beauce, October 5th, 1922.
4382—41–5

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted, the 8th of September, 1922, before the Superior Court of the district of Kamouraska, No. 8240, by Dame Marie-Anne Beaulieu, wife of Charles-Eugène Lavoie, farmer, of the parish of Trois-Pistoles, duly authorized for that purpose, against the said Charles-Eugène Lavoie.

S. C. RIOUX,
Attorney for plaintiff.

Riviere-du-Loup, October 9th, 1922.
4398—41–5

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 1274.

Dame Marie Eva Côté, wife common as to property of Joseph A. Bélanger, plaintiff; vs the said Joseph A. Bélanger, of the parish of l'Islet, county of l'Islet, hotel-keeper, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

GAGNE & GAGNE,
Attorneys for plaintiff.

Montmagny, September 19th, 1922.
4296—40–5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5349.

Dame Irène Lemonde, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Zephirin Huot, contractor, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff, vs the said Zephirin Huot of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 27th of September, 1922.

J. EUDORE MORIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 27 the September, 1922.
4298—40–5

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 240. Notice is hereby given that Dame Purissima Rougeau, of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, in the district of Iberville, wife of Napoléon Ostigny, trader, of the same place, and duly authorized for the purposes hereof, has instituted an action for separation as to property against her said husband. before the said Court.

Saint John's 28th September, 1922.

P. A. CHASSE,
4146—39–5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 983.

Dame Anna Baribeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Hector Filion, agent, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Hector Filion, agent, of the said city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 13th of September, 1922.

Montreal, 25th September, 1922.

BEAUREGARD & LABELLE,
4178—39–5 Attorneys for plaintiff.

Dame Almosa Vigeant, du village de Saint-Pie, district de Saint-Hyacinthe, donne, par les présentes, avis que, ce jour, sous No 1159 de la Cour supérieure de ce district, elle a institué une action en séparation de biens contre son mari, Clodomir Lussier, voyageur de commerce, du même lieu.

Saint-Hyacinthe, 23 septembre 1922.

L'avocat de la demanderesse,
4127—39-5 J.-O. BEAUREGARD.

Province de Québec, district de Montréal, No 452.

Florida Lecompte, épouse commune en biens de J.-Isidore Caza, contrateur, des cité et district de Montréal; vs J.-Isidore Caza, de la même place.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 27 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4179—39-5 LACHAPELLE & DENIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2458.

Angélina Fortier, épouse commune en biens de Eugène Beauchamp, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par un jugement de cette Cour, demanderesse; vs Eugène Beauchamp, commerçant, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 septembre 1922.

Montréal, 27 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4181—39-5 BEAUDRY & BERTRAND.

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 856. Dame Marie Valéda Plante, épouse commune en biens de Joseph-Alphonse Pelletier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph-Alphonse Pelletier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le quinzième jour de septembre 1922.

Québec, 15 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
FITZPATRICK, DUPRÉ, GAGNON &
3997—38-5 TASCHEREAU.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 254. Dame Exilias Martineau, modiste, de la ville de Magog, district de Saint-François, épouse de Joseph-Pierre Fleurquin, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Pierre Fleurquin, défendeur.

Une actions en séparation de biens a été instituée en cette cause le douzième jour de septembre mil neuf cent vingt-deux.

Magog, le 13 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
3999—38-5 ALF. TOURIGNY.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2405. Dame Emélia Guilbault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adélard Pageau, plombier, du même lieu, et dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs le dit Adélard Pageau, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Dame Almosa Vigeant, of the village of Saint-Pie, district of Saint-Hyacinthe, hereby gives notice that, on this day, under No. 1159 of the Superior Court of the said district, she has instituted an action for separation as to property against her husband, Clodomir Lussier, commercial traveller, of the same place.

Saint Hyacinthe, September, 1922.

J. O. BEAUREGARD,
4128—39-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, No. 452.

Florida Lecompte, wife of J. Isidore Caza, contractor, of the city oand district of Montreal; vs J. Isidore Caza, of the same place.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on September 23rd, 1922.

Montreal, 27th September, 1922.

LACHAPELLE & DENIS,
4180—39-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2458.

Angelina Fortier, wife common as to property of Eugene Beauchamp, of the city and district of Montreal, duly authorized to these presents by a judgment of this court, plaintiff; vs the said Eugene Beauchamp, trader, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 18th of September, 1922.

Montreal, 27th Septen ber, 1922.

BEAUDRY & BERTRAND,
4182—39-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 856. Dame Marie Valéda Plante, wife common as to property of Joseph Alphonse Pelletier, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Alphonse Pelletier, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 15th of September, 1922.

Quebec, 15th September, 1922.

FITZPATRICK, DUPRÉ, GAGNON & TASCHEREAU,
3998—38-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 254. Dame Exilia Martineau, of the town of Magog, district of Saint Francis, dressmaker, wife of Joseph Pierre Fleurquin, of the same place, contractor, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Pierre Fleurquin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twelfth day of September, 1922.

Magog, 13th September, 1922.

ALF. TOURIGNY,
4000—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2405. Dame Emelia Guilbault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adelard Pageau, plumber, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff; vs the said Adélard Pageau, of the city and district of Montreal, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 12ième jour de septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
4001—38-5 J.-EUDORE MORIER.

Beauce, Cour supérieure, No 6672. Dame Marie-Elmina Giguère, épouse de J.-Linière Vachon, commerçant, de Saint-Joseph-de-Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit J.-Linière Vachon, de Saint-Joseph, Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4029—38-5 PACAUD & MORIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 444. Dame Elen Sozanska, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Karol Krasutsky, du même lieu, demanderesse; vs Karol Krasutsky, des cité et district de Montréal, restaurateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 28 août 1922.

Montréal, 18 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
4031—38-5 AURELE TESSIER.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6483. Dame Délina Gilbert, de Saint-Propser, épouse de Ambroise Champagne, cultivateur, de Saint-Prosper, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ambroise Champagne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8ème jour de juillet 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 8 septembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
FORTIER, CLICHE & DUTIL.

(Vraie copie). Les procs de la demanderesse,
FORTIER, CLICHE & DUTIL,
4035—38-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3417.

Dame Rachel Caplan, épouse de Morris Lashinsky, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Morris Lashinsky, tailleur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 septembre 1922.

Montréal, 19 septembre 1922.

Les avocats de la demanderesse,
4063—38-5 DESCARIES & DESCARIES.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No 3451.

Dame Alice DeCourville, épouse commune en biens de Edmond Renaud, voyageur de commerce, de la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; vs Edmond Renaud, voyageur de commerce, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 7 septembre 1922.

Montréal, 20 septembre 1922.

L'avocat de la demanderesse,
4091—38-5 JOSEPH JEAN.

An action for separation as to property has been instituted in this case on 12th September, 1922.

Montreal, 15th September, 1922.

J. EUDORE MORIER,
4002—38-5 Attorney for plaintiff.

Beauce, Superior Court, No. 6672. Dame Marie Elmina Giguère, wife of J. Linière Vachon, trader, of Saint-Joseph-de-Beauce, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff; vs the said J. Linière Vachon, of Saint Joseph, Beauce, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 15th of September, 1922.

PACAUD & MORIN,
4030—38-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 444. Mrs. Elen Sozanska, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Karol Krasutsky, of the same place, plaintiff; vs Karol Krasutsky, of the city and district of Montreal, restaurant-keeper, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 28th August, 1922.

Montreal, 18th September, 1922.

AURELE TESSIER,
4032—38-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6483. Dame Delima Gilbert, of Saint Prosper, wife of Ambroise Champagne, farmer, of Saint Prosper. duly approved to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ambroise Champagne, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 8th day of July, 1922.

Saint Joseph, Beauce, 8th Seprember, 1922.

FORTIER, CLICHE & DUTIL,
Attorneys for plaintiff.

(True copy),
FORTIER, CLICHE & DUTIL,
Attorneys for plaintiff. 4036—38-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3417.

Dame Rachel Caplan, wife of Morris Lashinsky, of the city and district of Montreal, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Morris Lashinsky, tailor, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 8th of September, 1922.

Montreal, September 19th, 1922.

DESCARRIES & DESCARRIES,
4064—38-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No 3451.

Dame Alice DeCourville, wife common as to property of Edmond Renaud, commercial traveller, of the town of Montreal-East, district of Montreal, plaintiff; vs Edmond Renaud, commercial traveller, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 7th of September, 1922.

Montreal, September 20th 1922.

JOSEPH JEAN,
4092—38-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, No 7377. Dame Marie Levesque, de la ville de Jonquière et du district de Chicoutimi, épouse de Napoléon Duval, cordonnier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Napoléon Duval, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 avril 1922.

Chicoutimi, 30 août 1922.

Le procureur de la demanderesse,

3899—37-5 L.-P. GIRARD.

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, No 7475. Dame Marie Gravel, de Saint-Honoré et du district de Chicoutimi, épouse de Edmond Tremblay, [illegible], du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Edmond Tremblay, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 avril 1922.

Chicoutimi, 30 août 1922.

Le procureur de la demanderesse,

3901—37-5 L.-P. GIRARD.

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, No 269. Avis est donné par les présentes, que Dame Winifred Brisbin, du village de Lacolle, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de John Derrick, employé de chemin de fer, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

Saint-Jean, P. Q., 8 septembre 1922.

Le procureur de la dite demanderesse,

3923—37-5 P.-A. CHASSE.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9679. Dame Olive Hervieux, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Napoléon Mondor, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par la Cour supérieure, demanderesse; vs le dit Napoléon Mondor, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 11 mai 1922.

Joliette, 5 septembre 1922.

Les avocats et procureurs de la demanderesse,

3927—37-5 LADOUCEUR & TELLIER.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 1084.

Dame Ethel Tennenhouse, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Mendel Lassner, marchand, du même lieu demanderesse, contre Mendel Lassner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,

SHULMAN & SHULMAN.

Montréal, 4 octobre 1922. 4321—40-5

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 3571.

Dame Sadie Cornfield, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac Garshon, marchand, du même lieu demanderesse; contre Isaac Garshon, du même lieu, défendeur.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 7377. Dame Marie Levesque, of the town of Jonquière and district of Chicoutimi, wife of Napoléon Duval, shoemaker, of the same place, duly authorized to *ester en justic* , plaintiff; vs the said Napoléon Duval, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the said cause the 6th April, 1922.

Chicou imi, 30th August, 1922.

L. P. GIRARD,

3900—37-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 7475. Dame Marie Gravel, of the Saint Honore and district of Chicoutimi, wife of Edmond Tremblay, dealer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Edmond Tremblay, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the said cause the 19th April, 1922.

Chicoutimi, 30th August, 1922.

L. P. GIRARD,

3902—37-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 269. Notice is hereby given that Dame Winifred Brisbin, of the village of Lacolle, in the district of Iberville, wife common as to property of John Derrick, railroad employee of the same place and duly authorized for the purposes hereof, has instituted an action for separation as to property, against her said husband, before the said Court.

Saint John's, P. Q., 9th September, 1922.

P. A. CHASSE,

3924—37-5 Attorney for said plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9679. Dame Olive Hervieux, of the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie, in the district of Joliette, wife common as to property of Napoléon Mondor, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice* by the Superior Court, plaintiff; vs the said Napoléon Mondor, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 11st May, 1922.

Joliette, 5th September, 1922.

LADOUCEUR & TELLIER,

3928—37-5 Attorneys for plaintiff.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montréal, No. 1084.

Dame Ethel Tennenhouse, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Mendel Lassner, merchant, of the same place, plaintiff, against Mendel Lassner of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

SHULMAN & SHULMAN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 4th October, 1922. 4322—40-5

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 3571.

Dame Sadie Cornfield, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isaac Garshon, merchant, of the same place, plaintiff, against Isaac Garshon, of the same place, defendant.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 4 octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

4323—40-5 SHULMAN & SHULMAN

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property,

Montreal, 4th October, 1922.

SHULMAN & SHULMAN,

4324—40-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 109. Dame Eveline Gladu, épouse commune en biens d'Hormisdas Gendron, journalier, de la cité des Trois-Rivières, demanderesse; vs ledit Hormisdas Gendron, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour d'août 1922,

Trois-Rivières, 15 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,

4045—38-5 CHARLES BOURGEOIS.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 109. Dame Eveline Gladu, wife common as to property of Hormisdas Gendron, journeyman, of the city of Three Rivers, plaintiff; vs the said Hormisdas Gendron, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause on the eighth day of August, 1922.

Three Rivers, 15th September, 1922.

CHARLES BOURGEOIS,

4046—38-5 Attorney for plaintiff.

Avis

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent, donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du trois juillet dernier (1922), Joseph-H. Savaria, notaire, de Montréal, a été suspendu dans l'exercice de la profession de notaire, pour la durée de dix années, et ce, pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions du paragraphe sixième de l'article 4849 du Code du Notariat.

Cette suspension prendra effet le vingt-et-unième jour d'octobre courant (1922), et se terminera le vingt-et-unième jour d'octobre mil neuf cent trente-deux, après paiement à la Chambre des notaires par l'inculpé de tous les frais et déboursés occasionnés par ledit jugement et l'exécution du dit jugement.

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.

4385—41-2 EDOUARD BIRON.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent, donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du trois juillet dernier (1922), Armand Boisseau, notaire, résidant à St-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, a été destitué de la charge de notaire pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions des paragraphes sixième et septième de l'article 4849 du Code du Notariat.

Notice

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the third day of July last (1922), Joseph-H. Savaria, notary, of Montreal, has been suspended in the exercise of the profession of notary, for a period of ten years, and this, for having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of paragraph sixth of the article 4849 of the Notarial Code.

Such suspension will take effect on the twenty-first day of October instant (1922) and will cease the twenty-first day of October nineteen hundred and thirty-two, after due payment to the Board of Notary by said J.-H. Savaria of all fees in regards with the above judgment and the execution whereof.

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON

4386—41-2 Secretary B. N.

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, EDOUARD BIRON, residing in the City of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the third day of July last (1922), Armand Boisseau, notary, residing at Saint-Hyacinthe, in the district of Saint-Hyacinthe, has been removed as notary, having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of paragraphs sixth and seventh of the article 4849 of the Notarial Code.

Cette destitution prendra effet le vingt-et-unième jour d'octobre courant (1922).

En foi de quoi , j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire, C. N.

4387—41-2 EDOUARD BIRON

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent , donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du trois juillet dernier (1922), Joseph-Alphonse Mousseau, notaire, ci-devant de Montréal, a été destitué de la charge de notaire pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les paragraphes sixième et septième de l'article 4849 du Code du Notariat.

Cette destitution prendra effet le vingt-et-unième jour d'octobre courant (1922).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.

4389—41-2 EDOUARD BIRON.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent, donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du dix juillet dernier (1922), Joseph-Archie-Albéric Mondou, notaire, ci-devant de Montréal, a été destitué de la charge de notaire pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions des articles sixième et septième de l'article 4849 du Code du notariat.

Cette destitution prendra effet le vingt-et-unième jour d'octobre courant (1922).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.

4391—41-2 EDOUARD BIRON.

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est, par le présent, donné par moi, soussigné, EDOUARD BIRON, résidant en la cité de Westmount, district de Montréal, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite Chambre, en date du vingt-et-un septembre dernier (1922), Joseph-Octave Lavallée, notaire, ci-devant de Saint-Gabriel de Brandon, a été destitué de la charge de notaire pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions de l'article 4841 du Code du Notariat.

Cette destitution prendra effet le vingt-et-unième jour d'octobre courant (1922).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Mont-

Such removal will take effect the twenty-first day of October instant (1922).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,

4388—41-2 Secretary, B. N.

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the third day of July last (1922), Joseph-Alphonse Mousseau, notary, formerly of the city of Montreal, has been removed as notary, having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of paragraphs sixth and seventh of the article 4849 of the Notarial Code.

Such removal will take effect the twenty-first day of October instant (1922).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October, nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,

4390—41-2 Secretary N. B.

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the tenth day of July last (1922), Joseph-Archie-Albéric Mondou, notary, formerly of the city of Montreal, has been removed as notary, having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of paragraphs sixth and seventh of the article 4849 of the Notarial Code.

Such removal will take effect the twenty-first day of October instant (1922).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this sixth day of October, nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,

4392—41-2 Secretary B. N.

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, EDOUARD BIRON, residing in the city of Westmount, district of Montreal, one of the Secretaries of the Board of Notaries, that by a judgment of the council of the said Board, dated the twenty-first day of September last (1922), Joseph-Octave Lavallée, notary, formerly residing at Saint-Gabriel of Brandon, has been removed as notary, having been found guilty of actions and acts covered by the prescriptions of article 4841 of the Notarial Code.

Such removal will take effect the twenty-first day of October instant (1922).

In witness whereof, I have signed this present,

réal, ce sixième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.

4393—41-2 EDOUARD BIRON.

THE STANDARD GRAPHITE COMPANY LIMITED.

REGLEMENT No 15.

Le Bureau de Direction sera composé de cinq membres au lieu de trois.

Copie conforme.

Le secrétaire,

4401 W.A. BAYNE.

at Montreal, this sixth day of October, nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,

4394—41-2 Secretary B. N.

THE STANDARD GRAPHITE COMPANY LIMITED.

BY-LAW No. 15.

The Board of Directors shall be composed of five members instead of three.

True copy.

W. A. BAYNE,

4402 Secretary.

Bureau-chef

Avis est par le présent donné que l'"Edifice Marcil Trust, Incorporée" d'après la section 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, par lettres patentes, émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 29 août 1922, a établi son bureau-chef à Montréal, au numéro 288, rue Saint-Jacques. A compter de la date de cet avis, ce bureau sera considéré comme le bureau-chef de la Compagnie.

Daté à Montréal, le quatrième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux.

Bureau de Direction provisoire,

Le Président,

4383 J. OGILVY HARRIS.

Chief Office

Notice is hereby given that the "Marcil Trust Building, Incorporated" under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec and bearing date of August 29th, 1922, has made its head office in Montreal at 288, Saint. James street. From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this fourth day of October, one thousand nine hundred twenty two.

J. OGILVY HARRIS,

Chairman.

4384 Provisional Board of Directors.

Minutes de notaire

Québec, ce 2 octobre 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, pour M. Joseph-Théophile Legault, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu James Lonergan, en son vivant notaire du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

4265—40-5 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, September 2nd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Théophile Legault, notary, residing and practicing at Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late James Lonergan, in his lifetime, notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,

4266—40-5 Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE SCOLAIRE DE LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de la ville de Drummondville, jusqu'au 2 novembre 1922, à 8 hrs p. m., pour l'achat d'une émission de débentures de la dite municipalité scolaire au montant de trente mille piastres ($30,000.00), remboursables dans trente ans avec intérêt au taux de 5½%, payable semi-annuellement, avec fonds d'amortissement.

Cet emprunt est fait sous l'autorité du règlement de la dite municipalité scolaire adopté le 13

Tenders

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF DRUMMONDVILLE

PROVINCE OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received by the undersigned, secretary treasurer of the school municipality of the town of Drummondville, up to eight o'clock P. M., of the 2nd of November, 1922, for the purchase of an issue of debentures of the said school municipality amounting to thirty thousand ($30,000.00) dollars, redeemable in thirty years with interests at the rate of 5½% payable semi-yearly, with sinking fund.

This loan is made under the by-law of the said school municipality adopted the 13th of June,

juin 1922 et décrétant les travaux de construction de l'annexe de l'Ecole Garceau, l'achat de terrains pour fins scolaires et le paiement de certaines indemnités.

Ces débentures sont d'une dénomination de cinq cents ($500.00) et de mille piastres ($1000.00.

Ces soumissions devront être faites suivant les dispositions de la loi.

Les commissaires d'écoles ne s'engagent pas à accepter ni la plus haute ni aucune autre soumission.

Par ordre des commissaires d'écoles.

Le secrétaire-trésorier de la Municipalité Scolaire de la ville de Drummondville.

GASTON RINGUET,

Drummondville, octobre 9, 1922. 4399

VILLE DE MONTREAL-EST

SOUMISSIONS

Avis est par les présentes donné, que le conseil municipal de la ville de Montréal-Est recevra, d'ici au 30 octobre courant, 1922, jusqu'à cinq heures de l'après-midi au bureau du soussigné, secrétaire-trésorier, No 5430 Notre-Dame, Montréal-Est, des soumissions cachetées, pour l'achat de $250,000. d'obligations de la ville de Montréal-Est, émises en vertu du règlement No 65 de la ville, approuvé par les électeurs municipaux le 16 juillet 1917, et par le lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel, en date du 13 septembre 1917, conformément aux dispositions de la charte amendée de la ville (6 Geo. V., chap. 50) et à celles de l'article 5784 S. R. Q., 1909.

Ces obligations sont datées du premier août 1917 et rachetables le premier août 1932; elles portent intérêt au taux de 6 % par année, payable semi-annuellement les premiers août et février de chaque année et sont payables au porteur, au bureau principal de la Banque d'Hochelaga dans les cités de Montréal et Québec ou à l'option du détenteur au bureau de la National Park Bank dans la cité de New-York, état de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique.

Elles sont émises en deux séries: Série "A" comprenant trois cents (300) obligations de la dénomination de $500. chacune, numérotées consécutivement de 1 à 300 inclusivement; série "B" comprenant cent (100) obligations de la dénomination de $1000. chacune, numérotées consécutivement de 1 à 100 inclusivement.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié égal à 1 % du montant de l'emprunt et doit mentionner si le prix offert comprend ou exclut l'intérêt accru sur les obligations au temps de la livraison, laquelle pourra se faire le premier novembre 1922, attendu que ces obligations sont actuellement déposées en fiducie au bureau de The Sun Trust Company, en la cité de Montréal, conformément aux termes d'un acte de fiducie en date du 26 novembre 1917 passé devant J.-Emery Coderre, notaire public.

Les chèques déposés par les soumissionnaires dont les offres ne seront pas acceptées leur seront remis sans délai. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

La ville de Montréal-Est ne s'engage pas à

1922, enacting the building of a wing to the Garceau school, the purchase of land for school purposes and the payment of certain indemnities.

These debentures are in denominations of five hundred ($500.00) and one thousand dollars ($1,000.00) each.

The tenders must be made according to law.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any other tender.

By order of the school commissioners.

GASTON RINGUET,

Secretary-treasurer of the school Municipality of the town of Drummondville

Drummondville, October 9th, 1922. 4400

TOWN OF MONTREAL EAST

TENDERS

Notice is hereby given that the municipal council of the town of Montreal East will receive from now until the thirtieth day of October instant 1922, till five o'clock in the afternoon at the office of the undersigned, secretary-treasurer, No 5430 Notre-Dame Street Montreal East, sealed tenders for the purchase of $250,000. of debentures of the town of Montreal, East issued in virtue of by-law No 65 of the town, approved by the municipal electors on the 16th of July 1917 and by the lieutenant-governor in council by order dated September 13th 1917, in corformity with the dispositions of the amended charter of the town (6 Geo. V, chap. 50) and to the article 5784 R. S. Q. 1909.

These debentures are dated 1st August 1917 and redeemable 1st August 1932; they bear interest at the rate on 6% per annum payable semi-annually on the first days of August and February in each year and are payable to the bearer at the chief office of the bank of Hochelaga in the cities of Montreal and Quebec or at the option of the owner at the office of the National Park Bank, New-York State, one of the United States of America.

These debentures are issued in two series: series "A" comprising three hundred (300) debentures of the denomination of $500. each, numbered consecutively from 1 to 300 both inclusive; series "B" comprising one hundred (100) debentures of the denomination of $1000. each, numbered consecutively from 1 to 100 both inclusive.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of this loan and must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the debentures at the time of their delivery, which delivery may be effected on the 1st of November 1922, whereas said debentures are actually deposited in trust at the office of The Sun Trust Company in the city of Montreal, according to the terms of a Trust Deed dated 26th November 1917 executed before J. Emery-Coderre, notary public.

Cheques deposited by the tenderers whose offers will not be accepted will be handed back to them without delay; that of the successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

The town of Montreal East does not bind

accepter la plus haute soumission ni aucune autre.

Donné à Montréal-Est, ce dixième jour d'octobre 1922.

Le secrétaire-trésorier de la ville.

4423—41-2 J. EMERY-CODERRE

itself to accept the highest or any tender.

Given at Montreal East, on this tenth day of October 1922.

J. EMERY-CODERRE,

4424—21-2 Secretary-treasurer of the town.

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE COATICOOK.

Avis public est par le présent donné que le conseil municipal de la ville de Coaticook recevra d'ici au 30 octobre 1922, à 5 heures p.m., au bureau du dit conseil, des soumissions cachetées et adressées au secrétaire-trésorier soussigné pour l'achat de $40,000 de débentures de ladite ville, émises en vertu des règlements suivants, savoir:

No 176, débentures au montant de $10,000, par dénominations de $666.66 au nombre de quatorze, avec échéances annuelles pendant quatorze ans et une de $666.76 remboursables la quinzième et dernière année, datées le 1er juin 1922, intérêt à 6%, payable à la Banque Canadienne de Commerce, à Coaticook, semi-annuellement les 1er juin et décembre de chaque année.

No 177, débentures au montant de $30,000, par dénominations de $500.00, datées le 1er juin 1922, remboursables le 1er juin 1947, intérêt à 6% payable à la Banque Canadienne de Commerce, à Coaticook, semi-annuellement les 1er juin et décembre de chaque année.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison et devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions qui seront prises en considération à une séance spéciale du dit conseil qui sera tenue à 7.30 p.m., le 30 octobre 1922.

Le secrétaire-trésorier,

4439 M.-R. CHARTIER.

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF COATICOOK.

Public notice is hereby given that the municipal council of the town of Coaticook shall receive at its office, until 5 p.m., on the 30th of October, 1922, sealed tenders addressed to the undersigned secretary-treasurer for the purchase of bonds to the amount of $40,000, issued under the following by-laws, viz:

No. 176, bonds to the amount of $10,000, in denominations of $666.66, to the number of fourteen, maturing annually up to fourteen years and one of $666.76 redeemable on the fifteenth and last year, dated 1st of June, 1922, with interest at 6% payable semi-annually at the Canadian Bank of Commerce, Coaticook, on the 1st days of June and December, in each year.

No. 177, bonds to the amount of $30,000, in denominations of $500.00, dated 1st of June, 1922, redeemable on the 1st of June, 1947, with interest at 6% payable semi-annually at the Canadian Bank of Commerce, Coaticook, on the 1st days of June and December, in each year.

Every tender must specify if the price offered includes or does not include the accrued interest on the bonds at the time of their delivery and must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The council is not bound to accept the lowest nor any tender that may be taken into consideration at a special meeting to be held at 7.30 p.m. on the 30th of October, 1922.

M. R. CHARTIER,

4440 Secretary treasurer.

Des soumissions cachetées et marquées "Soumissions" seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier jusqu'à lundi, le 6 novembre, 1922, à 8 heures P. M., pour la vente de $18,500.00 de bons émis par la municipalité de Westbury, comté de Compton, portant 6% d'intérêt remboursable par annuitées de 20 ans.

Aucune soumission ne sera nécessairement acceptée.

Pour toute information s'adresser au secrétaire-trésorier,

4467—41-3 J.-A. GIRARD, East-Angus, P.Q.

Sealed tenders marked "Tenders" will be received at the office of the secretary-treasurer up to Monday the 6th. of November 1922, at 8 o'clock P. M., for the sale of $18,500.00 of bonds issued by the municipality of Westbury, county of Compton, bearing interest at the rate of 6%, redeemable in 20 annuities.

None of the tenders shall be necessarily accepted.

For further particulars, apply to,

J. A. GIRARD. East-Angus, P. Q.

4468—41-3 Secretary-Treasurer.

Dans l'affaire de "The Great Eastern Paper Company, Limited, cédante autorisée.

In the matter of the Great Eastern Paper Company, Limited, authorized assignor.

LIMITES A BOIS, PULPERIE ET SCIERIE

Avis de vente par soumission.

Avis est par le présent donné que conformément à la Loi des faillites The Royal Trust Company, Montréal, en sa qualité de syndic autorisé aux biens de The Great Eastern Paper Company, Limited, cédante autorisée, dûment autorisé à cette fin, offre en vente par soumissions toutes les propriétés mobilières et immobilières de ladite cédante autorisée, comprenant approximativement 1,400 acres de terre à bois en franc-alleu, situé dans le canton de Denoue, dans le comté de Gaspé, dans la province de Québec,

TIMBER LIMITS, PULP AND SAW MILLS

Notice of sale by tender

Notice is hereby given that, pursuant to the Bankruptcy Act, The Royal Trust Company, Montreal, as authorized assignee of the property of the Great Eastern Paper Company, Limited, authorized assignor duly authorized for the purpose, offers for sale by tender all the moveable and immoveable property of the authorized assignor, including approximately 1400 acres of freehold timber lands situated in the township of Denoue, in the county of Gaspé, in the province of Quebec, being blocks "B" and "C" of the

étant les blocs "B" et "C" dudit comté; 450 milles carrés plus ou moins de limites à bois sous licence de la Couronne, comprenant les limites rivière Madeleine No 2, 3, 4, 5, et 6, nord, les limites rivière Madeleine numéros 1, 2 et 3, sud, limites rivière Pierre et Claude numéro 29, canton Taschereau, numéro 30 et canton Denoue, numéro 19, avec ensemble les pouvoirs d'eau, la scierie (la pulperie partiellement endommagée par le feu) les machineries, outillages, fond de commerce, magasins, fournitures et provisions, ainsi que le capital action émis de la Magdelen River Valley Railway Company. Visible en aucun temps.

La vente est sujette à tous les contrats existants avec la réserve de tous les comptes recevables et de l'argent en caisse.

Lesdites soumissions seront reçues par The Royal Trust Company, en sa qualité de syndic autorisé jusqu'au 3 novembre, 1922, inclusivement.

La vente se fera en bloc, au comptant, et tous les soumissionnaires devront inclure avec leur soumission un chèque accepté sur une banque à charte du Canada, payable à l'ordre de The Royal Trust Company, le syndic autorisé, pour une somme égale à dix pour cent, du montant de la soumission, laquelle somme dans le cas où la soumission serait acceptée sera affectée comme partie du paiement du prix d'achat et sera remise dans le cas où la soumission ne serait pas acceptée.

Si un acheteur dont la soumission a été acceptée ne se conforme pas aux conditions de la vente ou du paiement du plein montant du prix d'achat dans le cours d'une semaine de l'acceptation de la soumission, alors dans ce cas, ledit dépôt sera confisqué et appartiendra irrévocablement à The Royal Trust Company, syndic autorisé, comme dommages liquidés.

Les syndics autorisés ne s'obligent pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Des renseignements supplémentaires seront fournis sur demande en s'adressant au soussigné.

Le syndic autorisé,
THE ROYAL TRUST COMPANY.
105, rue Saint-Jacques, Montréal. 4267—40–4

---

said township; 450 square miles more or less of timber limits under license from the Crown, consisting of limits River Magdalen Nos. 2, 3, 4, 5 and 6 north, limits River Magdalen Nos 1, 2 and 3 south, limits River Pierre and Claude No. 29, township of Taschereau No. 30 and township of Denoue No. 19, together with water powers, saw mill, (Pulp mill partially damaged by fire), machinery, equipment, stock, stores, supplies and provisions, and all the issued capital stock of the Magdalen River Valley Railway Company. All open for inspection.

The sale is to be subject to all existing contracts and a reserve of all accounts receivable and cash on hand.

Tenders for the above will be received by The Royal Trust Company, as authorized assignee, up to and including the 3rd day of November, 1922.

The sale will be made en bloc for cash and any intending purchaser must enclose with his tender as a deposit an accepted cheque of a chartered bank in Canada, to the order of The Royal Trust Company, as authorized assignee for a sum equal to ten per cent of the amount of the tender, which deposit, in the event of the acceptance of the tender, will be applied on account of the purchase price, and if the tender is not accepted will be returned. Should any purchaser whose offer has been accepted fail to comply with the conditions of the sale or to pay the full amount of the purchase price within one week from the acceptance of his tender, then, in such event, the said deposit shall be forfeited and shall belong absolutely to The Royal Trust Company, as authorized assignee, as liquidated damages.

The authorized assignee shall not be bound to accept the highest or any tender.

Information may be obtained by application to the undersigned.

THE ROYAL TRUST COMPANY,
Authorized assignee.
105, Saint James street, Montreal. 4268—40–4

Des soumissions cachetées adressées au secrétaire-trésorier, cité de Verdun, seront reçues par le soussigné, jusqu'au 23 octobre 1922, à 7 p.m., au greffe de la corporation de la cité de Verdun, hôtel de ville, Verdun, pour l'achat de l'émission suivante de débentures:

Règlement No 184, montant de $175,000.00, date d'échéance, le 1er novembre 1942; taux d'intérêt 6% ; principal et intérêts payables au bureau-chef de la banque Hochelaga, en la cité de Montréal.

Les débentures du règlement No 184 sont par coupures de $1,000.00 chacune avec coupons d'intérêts annexés payables les 1er mai et novembre de chaque année.

Le règlement en vertu duquel les débentures sont émises, à été approuvé par la Commission Métropolitaine de l'Ile de Montréal, et par le lieutenant gouverneur en Conseil.

La livraison des débentures se fera vers le 1er novembre 1922.

Le dépôt exigé par la loi doit accompagnée chaque soumission.

Sur demande, on fournira toutes particularités sur ces émissions. Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute soumission ni aucune autre.

Sealed tenders, addressed to the secretary-treasurer, city of Verdun, will be received by the undersigned, until 7 p. m. October 23rd 1922, at the office of the corporation of the city of Verdun, city hall, Verdun, for the purchase of debentures being issued under by-law No. 184.

By-law No. 184, amount of $175,000.00; date of maturity November 1st, 1942; rate of interest 6% per annum; principal and interest payable at the Chief office of the banque d'Hochelaga in the city of Montreal.

The debentures of by-law No. 184 are in denominations of $1,000.00 each, with interest coupons attached thereto payable the 1st day of May and of November in each year.

The by-law under which the above debentures are being issued have been approved by the Metropolitan Commission of the island of Montreal and by the Lieutenant Governor in Council.

Delivery of the bonds can be made for November 1st 1922.

A deposit called for by law must accompany each tender.

Full particulars of the issue may be had upon application.

The Council does not bind itself to accept the highest or any other tender.

Les soumissions seront prises en considération le 23 octobre et les débentures accordées sur décision du conseil.

Par ordre du conseil,

Le secrétaire-trésorier,
J. WHISHART.

Hôtel-de-Ville.
2 octobre 1922. 4335—40-3

The tenders will be considered on October 23rd and bonds awarded in accordance with the decision of the council.

By order of the council.

J. WHISHART,
Secretary-treasurer.

City hall,
Verdun, October, 2, 1922. 4336—40-3

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de l'actif de Alexandre Boily, cultivateur, Hébertville, comté du Lac Saint-Jean P. Q. cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public sur les lieux à Jonquière, comté de Chicoutimi, P. Q. ,les immeubles ci-après décrits, savoir:

A. Tout le lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées — connu et désigné au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-six A, quarante-neuf (26-A-49), lequel mesure soixante (60) pieds vers l'est à l'ouest, sur une profondeur de cent (100) pieds vers le sud au nord et est borné vers le nord par la rue portant le numéro cadastral No 26a-44a, vers l'est par le résidu du lot dont il forme partie, vers le sud par le terrain d'Oliva Boily, et vers l'ouest par le terrain de D. Gagné ou représentants.

B. Tout ce lopin de terre ou emplacement étant la partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-six A, quarate-huit (26-A-48), lequel mesure cinquante (50) pieds de large de l'est à l'ouest, sur une profondeur de cent (100) pieds du nord ou sud, et borné vers le nord par une ruelle, vers le sud par le terrain d'Oliva Boily vers l'est par le terrain sous-décrit et vers l'ouest par le terrain de Alfred Simard,—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-b de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

La vente se fera pour chaque item séparement et au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-H. DELISLE.

Bureau: Bloc L. E. Otis,
Roberval, P. Q. 4403—41-2

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of the assets of Alexandre Boily, farmer, Hebertville, county of Lake Saint. John, P. Q. Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, on the premises at Jonquière, county of Chicoutimi, P. Q. , the following immoveables, to wit:

A. All that parcel of land or emplacement—with all the buildings thereon erected—known and designated on the official cadastre for the third range of the township of Jonquière, under the number twenty six-A forty nine (26-A-49), measuring sixty (60) feet from east to west, by a depth of one hundred (100) feet from south to north and bounded to the north by the street bearing the cadastral No. 26-A-44-A, to the east by the residue of the lot of which it forms part, to the south by the land of Oliva Boily and to the west by the land of D. Gagné or representatives.

B. All that parcel of land or emplacement being part of the lot known and designated on the official cadastre for the third range of the township of Jonquière, under the number twenty six A forty eight (26-A-48), measuring fifty (50) feet in width from east to west by a depth of one hundred (100) feet from north to south, bounded to the north by a lane, to the south by the land of Oliva Boily, to the east by the land above described and to the west by the land of Alfred Simard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-b of The Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Each item to be sold separately and to the highest and last bidder.

The titles can be seen at my office at any time.

Conditions of payment: Cash.

J. H. DELISLE,
Authorized Trustee.

Office: L. E. Otis Building,
Roberval, P. Q. 4404—41-2

Dans l'affaire de la Compagnie du Boulevard Pie IX, Ltée, Montréal, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, LE QUINZIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus à l'encan public, et conformément au paragraphe 3B de l'article 20 de la Loi de faillite, au bureau du shérif du district de Montréal, dans le Palais de Justice, à Montréal, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif de la compagnie cédante, savoir: Les lots suivants de la subdivision du lot originaire numéro 66, du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, situés à Montréal-Nord.

1. Les lots numéros 51, 62, 63, 64, 74, 75, 76, 77, 85, 86, 87, 88, 89, 97, 98, 99, 100, 242,

In the matter of La Compagnie du Boulevard Pie IX, Ltée, Montréal, authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction and pursuant to paragraph 3 B of article 20, of The Bankruptcy Act, at the office of the sheriff of the district of Montreal, in the Court House, at Montreal, the following immoveables forming part of the assets of the above authorized assignor, namely:—The following subdivision lots of the original lot number 66, of the official cadastre of the parish of Sault au Récollet, situated at Montreal North;

1. The lots numbers 51, 62, 63, 64, 74, 75, 76, 77, 85, 86, 87, 88, 89, 97, 98, 99, 100, 242,

254, 255, 256, 302, 339, 350, 351, 352, faisant front tous sur le Boulevard Pie IX;

2. Les lots numéros 37, 38, tous deux faisant front sur la rue des Tramways;

3. Les lots numéros 54, 55, 56, 58, 59 et 60, tous faisant front sur la 3ème rue;

4. Les lots numéros 66, 67, 68, 70, 71 et 72, tous faisant front sur la rue Beaudin;

5. Les lots numéros 78, 79, 80, 82, 83 et 84, tous faisant front sur la 4ième rue;

6. Les lots numéros 90, 91, 92, 94, 95 et 96, tous faisant front sur la 5ième rue;

7. Les lots numéros 102, 103, 104, 106, 107 et 108, tous faisant front sur la 6ième rue;

8. Les lots numéros 114, 115, 116, 118, 119 et 120, tous faisant front sur la Rue Champoux;

9. Les lots numéros 126, 127, 128, 130, 131 et 132, tous faisant front sur la 7ième rue;

10. Les lots numéros 138, 139, 140, 142, 143 et 144, tous faisant front sur la 8ième rue;

11. Les lots numéros 150, 151, 152, 154, 155 et 156, tous faisant front sur la 9ième rue;

12. Les lots numéros 162, 163, 164, 166, 167 et 168, tous faisant front sur la rue Malo;

13. Les lots numéros 174, 175, 176, 178, 179 et 180, tous faisant front sur la 10ième rue;

14. Les lots numéros 186, 187, 188, 190, 191 et 192, tous faisant front sur la 11ième rue;

15. Les lots numéros 198, 199, 200, 202, 203 et 204, tous faisant front sur la 12ième rue;

16. Les lots numéros 210, 211, 212, 214, 215 et 216, tous faisant front sur la rue Dufort;

17. Les lots numéros 222, 223, 224, 226, 227 et 228, tous faisant front sur la 13ième rue;

18. Les lots numéros 234, 235, 236, 238, 239 et 240, tous faisant front sur la 14ième rue;

19. Les lots numéros 246, 247, 248, 250, 251 et 252, tous faisant front sur la 15ième rue;

20. Les lots numéros 258, 259, 260, 262, 263 et 264, tous faisant front sur la rue Forest;

21. Les lots numéros 270, 271, 272, 274, 275 et 276, tous faisant front sur la 16ième rue;

22. Les lots numéros 282, 283, 284, 286, 287 et 288, tous faisant front sur la 17ième rue;

23. Les lots numéros 294, 295, 296, 298, 299 et 300, tous faisant front sur la 18ième rue;

24. Les lots numéros 306, 307, 308, 310, 311, 312, tous faisant front sur la rue Majeau;

25. Les lots numéros 319, 320, 322, 323 et 324, tous faisant front sur la 19ième rue;

26. Les lots numéros 330, 331, 332, 334, 335 et 336, tous faisant front sur la 20ième rue;

27. Les lots numéros 342, 343, 344, 346, 347 et 348, tous faisant front sur la 21ième rue;

28. Les lots numéros 354, 355, 356, 358, 359 et 360, tous faisant front sur la 22ième rue;

29. Les lots numéros 366, 367, 368, 370, 371 et 372, tous faisant front sur la 23ième rue;

30. Les lots numéros 375, 376, 377, 378, 379 et 380, tous faisant front sur la 24ième rue;

31. Un terrain étant partie du lot numéro 42 d'une superficie de 2835 pieds, faisant front sur la rue des Tramways;

32. Un terrain étant partie du lot numéro 43, d'une superficie de 3267 pieds, faisant front sur la rue des Tramways;

Les lots suivants de la subdivision du lot originaire numéro 65 du cadastre officiel de la paroisse du Sault au Récollet, situés à Montréal-Nord:

Les lots numéros 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 85, 92, 93, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 107, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 136, 137, 141,

254, 255, 256, 302, 339, 350, 351, 352, all fronting on Boulevard Pie IX;

2. The lots numbers 37, 38, both fronting on Tramways Street;

3. The lots numbers 54, 55, 56, 58, 59 and 60, all fronting on 3rd Street;

4. The lots numbers 66, 67, 68, 70, 71 and 72, all fronting on Beaudin street;

5. The lots numbers 78, 79, 80, 82, 83 and 84, all fronting on 4th street;

6. The lots numbers 90, 91, 92, 94, 95 and 96, all fronting on 5th. street;

7. The lots numbers 102, 103, 104, 106, 107 and 108, all fronting on 6th. street;

8. The lots numbers 114, 115, 116, 118, 119 and 120, all fronting on Champoux street;

9. The lots numbers 126, 127, 128, 130, 131 and 132, all fronting on 7th. street;

10. The lots numbers 138, 139, 140, 142, 143 and 144, all fronting on 8th. street;

11. The lots numbers 150, 151, 152, 154, 155 and 156, all fronting on 9th. street;

12. The lots numbers 162, 163, 164, 166, 167 and 168, all fronting on Malo street;

13. The lots numbers 174, 175, 176, 178, 179 and 180, all fronting on 10th. street;

14. The lots numbers 186, 187, 188, 190, 191 and 192, all fronting on 11th. street;

15. The lots numbers 198, 199, 200, 202, 203 and 204, all fronting on 12th. street;

16. The lots numbers 210, 211, 212, 214, 215 and 216, all fronting on Dufort street;

17. The lots numbers 222, 223, 224, 226, 227 and 228, all fronting on 13th. street;

18. The lots numbers 234, 235, 236, 238, 239 and 240, all fronting on 14th. street;

19. The lots numbers 246, 247, 248, 250, 251 and 252, all fronting on 15th. street;

20. The lots numbers 258, 259, 260, 262, 263 and 264, all fronting on Forest street;

21. The lots numbers 270, 271, 272, 274, 275 and 276, all fronting on 16th. street;

22. The lots numbers 282, 283, 284, 286, 287 and 288, all fronting on 17th. street;

23. The lots numbers 294, 295, 296, 298, 299 and 300, all fronting on 18th. street;

24. The lots numbers 306, 307, 308, 310, 311, 312, all fronting on Majeau street;

25. The lots numbers 319, 320, 322, 323 and 324, all fronting on 19th. street;

26. The lots numbers 330, 331, 332, 334, 335 and 336, all fronting on 20th. street;

27. The lots numbers 342, 343, 344, 346, 347 and 348, all fronting on 21st street;

28. The lots numbers 354, 355, 356, 358, 359 and 360, all fronting on 22nd street;

29. The lots numbers 366, 367, 368, 370, 371 and 372, all fronting on 23rd. street;

30. The lots numbers 375, 376, 377, 378, 379 and 380, all fronting on 24th. street;

31. A piece of land being part of the lot number 42 of a superficies of 2835 feet, fronting on Tramways street;

32. A piece of land being part of the lot number 43, of a superficies of 3267 feet, fronting on Tramways street;

The following subdivision lots of the original lot number 65 of the official cadastre of the parish of Sault au Récollet, situated ad Montreal North:

The lots numbers 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 85, 92, 93, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 107, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 136, 137

142, 143, 160, 161, 162, 173, 174, 175, 179, 181, 185, 186, 187, 191, 197, 198, 199, 202, 203, 207, tous faisant front sur le Boulevard Pie IX.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente payable comptant.

Cette vente faite en vertu de la loi de faillite, tel que susdit, a le même effet que si elle était effectuée par le shérif.

Montréal, 9 octobre 1922,

Le syndic autorisé,
WILFRID DAMPHOUSSE.

Bureau, 426 Power Building,
Montréal 4429—41-2

Dans l'affaire de Dame Meride Lapointe Enrg., de Jonquières, Qué. Cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que JEUDI LE 16 NOVEMBRE, 1922, à 11 heures A. M. sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 côte de la Montagne, Québec, l'actif de cette faillite décrit comme suit:

A. Le roulant..... $160.00

B. Un lopin de terre ou emplacement, avec toutes les bâtisses y érigées. circonstances et dépendances, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, comme faisant partie du lot numéro vingt un A trente sept (21-A-37) du rang quatre du dit canton, lequel terrain mesure quatre-vingt-seize pieds et six pouces de profondeur du sud au nord, côté est, et quatre-vingt-quinze pieds et six pouces aussi de profondeur pour le côté ouest, sur une largeur de soixante pieds vers l'est à l'ouest et est borné au nord par les terrains d'Adélard Harvey et Aimé Harvey, à l'est partie par le terrain de Frs Levesque et partie par celui de Jean Tremblay ou représentant, au sud par la rue Saint-François, et à l'ouest par le terrain de Gagnon & Frères ou représentants.

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

La liste du roulant ainsi que les titres et certificats regardant les propriétés peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3 B de la Loi des faillites qui équivaut la vente au shérif.

Conditions de paiement: comptant.

Les syndics autorisés
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec, Qué. 4425—41-2

Dans l'affaire de Philémon Bussières, 23-25 rue Dollard, Québec, marchand de grain, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI LE 14 NOVEMBRE, 1922, à 11 HEURES, A. M., sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 côte de la Montagne Québec, tout l'actif de cette faillite décrit comme suit:

A. Fonds de commerce.....$ 149.04
B. Dettes actives "Crédits"..... 9,661.23
C. Machineries, comprenant: moteur, séparateur, moulange, arbres, etc., etc..... 1,087.63
D. Un coffre-fort..... 200.00
E. Ameublement du bureau..... 106.50
F. Le roulant..... 796.00
G. 1 Un terrain ou emplacement situé à Saint-Sauveur de la cité de Québec, au sud de la rue Dollard, connu sous le numéro douze

141, 142, 143, 160, 161, 162, 173, 174, 175, 179, 181, 185, 186, 187, 191, 197, 198, 199, 202, 203, 207, all fronting on Boulevard Pie IX.

To be adjudged to the highest bidder and price of sale payable cash.

This sale is made under The Bankruptcy Act, as aforesaid, and has the same effects as a sheriff's sale.

Montreal, October 9th, 1922

WILFRID DAMPHOUSSE,
Authorized Trustee.

Office: 426 Power Building,
Montreal. 4430—41-2

In the matter of: Dame Meride Lapointe, Reg'd, of Jonquières, Que. authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY the SIXTEENTH DAY of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at public auction, at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill street, Quebec, the assets of this estate described as follows:

A. Rolling stock..... $160.00

B. A parcel of land or emplacement—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies—known and designated on the official cadastre of the township of Jonquières as forming part of the lot number twenty one A thirty seven (21-A-37) of the fourth range of the said township, measuring ninety six feet and six inches in depth from south to north, east side, and ninety five feet, and six inches also in depth in the west side, by a width of sixty feet from est to west, and bounded to the north by the land of Adelard Harvey and Aimé Harvey, to the east, partly by the land of Frs Levesque and partly by that of Jean Tremblay or representative, to the south by St. François street, and to the west by the land of Gagnon & Frères or representatives.

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The inventory of the rolling stock and the titles and certificates respecting the properties can be seen at the offices of the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20 paragraph 3-B of The Bankruptcy Act, which, gives it the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill Street,
(Bossé Building), Quebec, Que. 4426—41-2

In the matter of Philémon Bussière, 23-25 Dollard Street, Quebec, Que. grain merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY the FOURTEENTH of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at public auction, at the offices of the undersigned 147 Mountain Hill street, Quebec, all the assets of this estate, described as follows:

A.—Stock in trade.....$ 149.04
B. Book Debts "Credits"..... 9,661.23
C. Machineries, including a Motor, Separator, Millstone, Shafts, Etc., Etc..... 1,087.63
D. One safe..... 200.00
E. Office furniture..... 106.50
F. Rolling Stock..... 796.00
G. 1—A lot of land or emplacement situate at Saint Sauveur of the city of Quebec, to the south of Dollard street, known under the

cent vingt-huit (1228) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, contenant quarante pieds de front sur soixante pieds de profondeur,—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un terrain ou emplacement situé à Saint-Sauveur en la cité de Québec, quartier Saint-Valier, au sud de la rue Dollard, connu et désigné sous le lot numéro douze cent deux (1202) sur le plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, contenant trente-sept pieds et quatre pouces de front et trente-six pieds et dix pouces de large au bout de la profondeur, sur soixante-trois pieds et deux pouces de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure,—avec bâtisses et dépendances.

Ces deux terrains seront vendus en un seul item.

La vente se fera pour chaque item séparément à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur pour les item A. B. et C. et au plus haut enchérisseur pour les item D. E. F. et G.

L'inventaire, la liste des crédits et les titres et certificats se rapportant aux propriétés peuvent être examinés au bureaux des soussignés.

Le magasin sera ouvert pour l'inspection des propriétés et des autres item, LUNDI LE 13 NOVEMBRE, 1922, ou avant en s'adressant aux soussignés.

Cette vente est faite comformément à l'article 20, paragraphe 3 B. de la Loi des faillites qui équivaut la vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE & GAGNON

Bureaux: 147 côte de la Montagne,
(Edifice Bossé) Québec.

L'encanteur Jos. Giroux. 4427—41-2

Dans l'affaire de A. C. Martel, de Grande-Baie, Lac Saint-Jean, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que l'immeuble ci-après décrit, sera vendu le TRENTIEME jour d'OCTOBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, à la folle enshère de Georges Tremblay, conformément à une ordonnance judiciaire rendu le sixième jour d'octobre, 1922, par l'honorable Juge en chef Sir F.-X. Lemieux.

Le dit immeuble est décrit comme suit:

(a) Un emplacement situé dans le village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, mesurant soixante-douze pieds de profondeur environ, borné en front au sud à la rue Victoria, en arrière, au nord à la rivière Saguenay, d'un côté à l'est au terrain de Charles Simard et de l'autre côté à l'ouest, au terrain occupé par Léonce Gauthier,—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendences; lequel emplacement est connu et désigné sous le numéro cent cinq (105) du cadastre officiel du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, Lac Saint-Jean.

Pour informations s'adresser aux
Les syndics autorisés.
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Coteíde la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec, Qué. 4475

---

number twelve hundred and twenty eight (1228) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, containing forty feet in front by sixty feet in depth—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land or emplacement situate at Saint Sauveur, in the city of Quebec, Saint Valier Ward, to the south of Dollard street, known and designated under the number twelve hundred and two (1202) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Sauveur de Québec, containing thirty seven feet and four inches in front and thirty six feet and ten inches in width at the rear, by sixty three feet and two inches in depth, the whole more or less and without warranty of measurements—with the buildings and dependencies thereon.

The above two lots of land to be sold as one single item. Items A. B. and C. to be sold separately at so much in the dollar and to the highest bidder and items D. E. F. and G to be sold to the highest bidder.

The inventory, list of Book Debts and the titles and certificates respecting the properties can be seen at the offices of the undersigned.

Store will be open for the inspection of the properties and other items on MONDAY the THIRTEENTH of NOVEMBER, 1922, or previous to that date on applying to the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3 B of the Bankruptcy Act, which gives it the effects of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill Street.
(Bossé Building), Quebec.

Jos. Giroux, Auctionneer 4428—41-2

In the matter of A. C. Martel, of Grande Baie, Lake Saint John, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the immoveable hereunder described will be sold the THIRTIETH day of OCTOBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, for the false bidding of Georges Tremblay, in conformity with a judicial order rendered the sixth day of October, 1922, by the Honourable Chief Justice Sir F.X. Lemieux.

The said immoveable being described as follows:

a. An emplacement situate in the village of Saint-Alexis de-la-Grande-Baie, measuring seventy two feet in depth, more or less; bounded in front to the south by Victoria street, in rear to the north by the Saguenay river, on one side to the east by the land of Charles Simard and on the other side to the west by Léonce Gauthier—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; said emplacement being known and designated under the number one hundred and five (105) of the official cadastre of the village of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, Lake Saint John.

For further particulars, apply to,
LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized Trustees.

Office: 147 Mountain Hill,
(Bossé Building), Quebec, Que. 4476

Dans l'affaire de Amédée Brousseau, entrepreneur, Cap-de-la-Madeleine, cédant-autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a. m., sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, l'actif immobilier de cette faillite, décrit comme cuit:

Un emplacement, situé sur le côté sud-est de la rue Notre-Dame, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de vingt-huit pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public ou rue Notre-Dame à aller au fleuve Saint-Laurent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, comme étant partie du lot numéro cent cinquante-neuf (ptie 159), dans le comté de Champlain, borné, en front, à la rue Notre-Dame, en profondeur au fleuve Saint-Laurent, du côté sud-ouest à Noé Lottinville et du côté nord-est à Gédéon Brousseau—avec la maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances, avec droit de passage mitoyen en commun avec la propriété voisine, côté nord-est, et droit de vues et d'ouvertures réciproque sur ledit passage, qui a dix pieds de largeur.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau, en aucun temps.

L'immeuble plus haut désigné peut être visité en tout temps, en s'adressant au soussigné ou sur les lieux.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3*b* de la Loi des faillites, et a les mêmes effets que la vente du chérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,
J.-A.-DONAT CHAGNON.

Bureau: 49 rue Alexandre
Trois-Rivières, Qué.

Trois-Rivières, 11 octobre 1922. 4479—41-2

In the matter of Amédée Brousseau, contractor, Cap-de-la-Madeleine, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SIXTEENTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., there will be sold at public auction, at the parochial church-door of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, the immoveable assets of this estate, described as follows:

An emplacement situate on the southeast side Notre-Dame street, in the town of Cap-de-la-Madeleine, containing twenty eight feet in width by the depth there may be from the public road of Notre-Dame street to the river Saint Lawrence, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, as being part of the lot number one hundred and fifty nine (pt. 159), in the county of Champlain, bounded in front by Notre-Dame street, in depth by the river Saint Lawrence, on the south west side by Noé Lottinville and on the northeast side by Gédéon Brousseau—with the two tenement houses thereon erected, circumstances and dependencies, with a right of passage in common with the adjacent property, northeast side, and the reciprocal right to place doors and windows on the said passage, which is ten feet wide.

The sale to be made to the highest bidder.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

The immoveable above described can be inspected at any time on applying to the undersigned or on the premises.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3*b* of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of Payment: Cash.

J.-A.-DONAT CHAGNON,
Authorized trustee.

Office: 49 Alexandre street.
Three Rivers, Que.

Three Rivers, 11th October, 1922. 4480—41-2

Dans l'affaire de J.-René Coulombe, Trois-Rivières, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus, comme un seul et même lot, par encan public à mon bureau édifice Banque d'Hochelaga, Trois-Rivières, les immeubles suivants, savoir:

Deux lots de terre ou emplacements situés sur le boulevard Saint-Louis, en la cité des Trois-Rivières, de la contenance, chacun, de trente pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, à mesure anglaise, bornés en front par le boulevard Saint-Louis, au sud-est par la cinquième avenue, en arrière par la ruelle et de l'autre côté par W. & R. Ferron, J. Hamel, C. Lafond, connus et désignés comme étant les lots numéros cent quarante-sept et cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot numéro treize cent soixante-quatre (1364-147-148) du cadastre officiel fait pour la cité des Trois-Rivières—avec les bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps n s'adressant au soussigné.

In the matter of J.-René Coulombe, Three Rivers, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER, 1922, at TEN o'clock, in the forenoon, there will be sold, as one single plot of land, at public auction, at my office, Hochelaga Bank building, Three Rivers, the following immoveables, namely:

Two lots of land or emplacements situated on Saint Louis boulevard, in the city of Three Rivers, each lot containing thirty feet in front by ninety feet in depth, according to English measurements; bounded in front by Saint Louis boulevard, to the southeast by Fifth avenue, in rear by the lane and on the other side by W. & R. Ferron, J. Hamel, C. Lafond, known and designated as being the lots numbers one hundred and forty seven and one hundred and forty eight of the official subdivision of the lot number thirteen hundred and sixty four (1364-147-148) of the official cadastre made for the city of Three Rivers—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

This property may be inspected at any time on applying to the undersigned.

Conditions de vente: Argent comptant.
Pour plus amples renseignements s'adresser au
Le syndic-autorisé,
HENRI BISSON.
Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.
Trois-Rivières, 11 octobre 1922. 4481—41-2

Dans l'affaire de Philéas Labbé, boulanger, Ange-Gardien, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le TROISIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a. m., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'actif en cette affaire, comme suit:

Un emplacement sis et situé en la paroisse de L'Ange-Gardien sur le côté nord du chemin Royal, mesurant soixante-neuf pieds (69) de front sur cent cinquante-sept pieds (157) anglais de profondeur; borné en front au sud au chemin Royal, au sud-ouest à l'emplacement de Chs Letarte (qui a l'autre moitié dudit lot), au nord à la balance du lot restant à Dame Vve Jos. Laberge, au nord-est à une route de sortie appartenant à Emile Laberge et faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de L'Ange-Gardien, sous le numéro cent (100, tel que le tout est actuellement—avec bâtisses ci-dessus érigées, circonstances et dépend'ances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10, George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Les syndics autorisés,
BEDARD & BELANGER.
Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, 27 septembre 1922. 4205—39-2

Dans l'affaire de La Tonnellerie Nationale, enreg., Québec, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, e TROISIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre Québec, les biens immeubles en cette affaire comme suit:

1. Un terrain ou emplacement situé à Saint-Malo, en la cité de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro cent sept (107) des subdivisions du lot numéro deux mille trois cent quarante-quatre (2344) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, à Québec—avec maison dessus construite, circonstances et dépendences;

2. Un terrain ou emplacement situé à Saint-Malo, de Québec, sur le côté sud de la rue Saint-Valier, mesurant vingt-cinq pieds de front par soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, maintenant connu et désigné sous le numéro soixante-six (66) des subdivisions du lot originaire deux mille trois cent quarante-quatre (2344-66) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20. paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10, George V, chaptire 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions for payment: Cash.
For further particulars, apply to
HENRI BISSON,
Authorized trustee.
Office: Hochelaga Bank building.
Three Rivers, 11th October, 1922. 4482—41-2

In the matter of Phileas Labbé, baker, Ange Gardien, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRD day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., will be sold at our office, 101 Saint Peter street, Quebec, the assets in this matter, as follows:

A lot lying and situated in the parish of Ange Gardien, on the north side of the Main road, measuring sixty-nine feet (69) in front by hundred and fifty-seven feet (157) English measure in depth; bounded in front to the south by the Main road, to the south west by lot of Charles Letarte, (who have the other half of the said lot), to the north by the balance of lot belonging to Mrs. Jos. Laberge, to the north east by lot belonging to Emile Laberge, and forming part of lot known and designated on the plan and book of reference for the cadastre of Ange Gardien, under number No. (100), as the whole is actually—with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

The titles and certificates can be examined at our office, at anytime.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.
BEDARD & BELANGER,
Authorized trustees.
Office: 101 Saint Peter street,
Quebec, 27th September, 1922. 4206—39-2

In the matter of La Tonnellerie Nationale, Enreg., Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the THIRD day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at our office, 101 Saint Peter street, Quebec, the following property as follows:

1. One lot of land situated at Saint Malo, in the city of Quebec, known abd designated as being lot number one hundred and seven (107) of the subdivisions of lot number two thousand three hundred and fourty-four (2344) on the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, city of Quebec—with building thereon constructed, circumstances and dependencies;

2. One lot of land situated at Saint Malo, in the city of Quebec, on the south side of Saint Valier street, measuring twenty-five feet in front by seventy-five in depth, more or less, known and designated as being lot number seventy-six (66) of the subdivisions of lot number two thousand three hundred and fourty-four (2344-66) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Quebec—with buildings thereon constructed and dependencies.

The titles and certificates can be examined at our office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, le 27 septembre 1922.

4207—39-2

Dans l'affaire de l'actif de Eugène Heppel, cultivateur, Sainte-Angèle-de-Mérici, comté de Matane, P. Q. cédant autorisé.

Avis est par le préwent donné que LUNDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1922, à UNE heure et TRENTE de l'après-midi, (ancienne heure) sera vendue sur les lieux, à Sainte-Angèle-de-Mérici, comté de Matane, les immeubles décrits comme suit :

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici, étant les numéros quatorze et quinze A (14B et 15A) du deuxième rang du canton Cabot, mesurant quatre arpents, quatre perches et quatorze pieds de front sur vingt-quatre arpents de profondeur plus ou moins ; bornée au nord à Fortunat Banville et au sud à Alfred Levesque.

Les titres et certificats peuvent être examinés à uos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 du paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente du shérif.

La vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Pour plus amples informations, on pourra s'adresser à Mtre Paul Gagnon, N. P., à Saint-Octave-de-Métis ou aux syndics soussignés.

Conditions de paiement: COMPTANT.

Les syndics autorisés,
THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER.

Bureaux: 108 rue Saint-Joseph, Québec.

Québec, 15 septembre 1922. 4037—38-4

Dans l'affaire de l'actif de J.-B. Nadeau, commerçant et cultivateur, Padoue, comté de Matane, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1922, à NEUF heures A. M. (ancienne heure) sera vendu dans la salle publique, à Saint-Octave-de-Métis, comté de Rimouski, les immeubles décrits comme suit:

1. Une terre située dans la paroisse de Saint-Antoine de Padoue, comté de Matane, contenant trois arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins; bornée au nord-ouest au huitième rang, au sud-est au dixième rang, au nord-est à Octave Lecours et au sud-ouest à Joseph Lebel, étant partie du numéro douze du neuvième rang du canton Cabot—avec bâtisses dessus construites et dépendances, tel que le tout est actuellement;

2. Une terre située dans la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, comté de Matane, contenant six acres de front sur quarante acres de profondeur, plus ou moins, étant les numéros dix-huit et dix-neuf du rang nord-est du chemin Kempt, en le canton Cabot; bornée au nord-ouest à Sandy Smith, au sud-est à Veuve Blais, au nord-est au neuvième rang et au sud-ouest du chemin Kempt —avec bâtisses dessus construites et dépendances. avec la réserve d'un morceau de terre environ trois arpents de largeur sur six arpents de profondeur, étant la butte de terre qu'il y a au nord-est d'un chemin de voiture, en ligne droite jusqu'à la ligne de madame veuve Blais avec un chemin pour atteindre ce morceau de terre ré-

Terms of sale: Cash.

For further particulars, apply to the undersigned.

BEDARD & BELANDER,
Authorized trustees.

Office: 101 Saint Peter street, Quebec.

Quebec, September 27th, 1922.

4208—39-2

In the matter of Eugene Heppel, farmer of Sainte-Angèle-de-Mérici, county of Matane, P.Q. authorised assignor.

Notice is hereby given that on MONDAR, the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1922, at HALF PAST ONE o'clock, in the afternoon, (standard time), there will be sold on the prenises at Sainte-Angèle-de-Mérici, county of Matane, the immoveable described as follows:

A farm situate in the parish of Sainte-Angèle-de-Merici, being the numbers fourteen B and fifteen A (14B and 15A) of the second range of the township of Cabot, measuring four arpents four perches and fourteen feet in front by twenty four arpents in depth, more or less; bounded to the north by Fortunat Banville and to the south by Alfred Levesque.

The titles and certificates can be seen at our offices at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B 3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36 and has the same effects as as a sheriff's sale.

The sale to be made to the highest and last bidder.

For further particulars, apply to Mtre Paul Gagnon, at Saint-Octave-de-Métis or to the authorised trustees.

Conditions of payment: CASH.

THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER.
Authorised trustees.

Offices: 108 Saint Joseph street, Quebec.

Quebec, 15th September, 1922. 4038—38-4

In the matter of the assets of J. B. Nadeau, trader and farmer, Padoue, county of Matane, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1922, at NINE o'clock A. M., (standard time), there will be sold in the public hall, at Saint-Octave-de-Métis, county of Riwouski, the immo cables described as follows:

1. A farm situate in the parish of Saint-Antoine-de-Padoue, county of Matane, containing three arpents in frnt by twenty eight arpents in depth, more or less; bounded to the northwest by the eighth range, to the southeast by the tenth range, to the northeast by Octave Lecours and to the southwest by the number twelve of the ninth range of the township of Cabot — with the buildings thereon erected and dependencies, as the whole now subsists;

2. A farm situate in the parish of Saint-Antoine-de-Padoue, county of Matane, containing six acres in front by forty acres in depth, more or less, being the numbers eighteen and nineteen of the range northeast of the Kempt road in the township of Cabot; bounded to the northwest by Sandy Smith, to the southeast by widow Blais, to the northeast by the ninth range and to southwest by the Kempt road—with the buildings thereon erected and dependencies, with the reserve of a piece of land of about three arpents in width by six arpents in depth, being the hill of ground lying to the northeast of a carriage road, in a straight line up to the line of Dame widow Blais, with a road to reach this reserved

-ervé à partir du chemin de fer, tel que le tout est actuellement.

Les titres et certificats peuvent être examinés à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente du shérif.

La vente se fera pour chaque item séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Pour plus amples informations on pourra s'adresser à Mtre Paul Gagnon, N.P., Saint-Octave-de-Métis ou aux syndics soussignés.

Les divers items plus haut mentionnés pourtont être visités en tout temps en s'adressant sur les lieux.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER.
Bureaux: 108 rue Saint-Joseph, Québec.
Québec, 15 septembre 1922. 4039—38–4

Dans l'affaire de l'actif de Timothée Guimont, cultivateur, Sainte-Angèle-de-Mérici, Comté de Matane. P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE 1922, à UNE heure et TRENTE p. m. (ancienne heure), sera vendu sur les lieux à Sainte-Angèle-de-Mérici, Comté de Matane, les immeubles décrite comme suit:

1. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici, contenant quatre arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur; bornée au nord à J.-B. Guimont et au sud à Ambroise Guimont; ledit terrain étant les deux-tiers sud du numéro (8) huit et le (¼) quart nord du numéro (9*a*) neuf-A du premier rang du canton Cabot—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, tel que le tout existe actuellement.

Ainsi qu'une autre terre située dans la dite paroisse, dans le premier rang du canton Cabot, de un arpent de front sur vingt-huit arpents de profondeur; bornée au nord à Timothée Guimont et au sud à Jos. Beaulieu, fils de Thomas, et Pierre Beaulieu; ledit terrain étant partie du numéro neuf-A (9*a*), du premier rang du canton Cabot—tel que le tout est actuellement;

2. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici, contenant quatre arpents et quatre perches de front sur la profondeur du rang; bornée au nord à J.-B. Guimont, au sud à Pierre Beaulieu, au sud-ouest du premier rang et au nord-est aux terres du chemin Kempt; la dite terre étant les numéros (8*a* et 8*b*) huit-A et huit-B du deuxième rang du canton Cabot;

3. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici, contenant deux arpents et deux perches de front sur la profondeur; bornée au nord à la route, au nord-est à la grande ligne, au sud à Ernest Ouellet, au sud-ouest à Cyprien Vignola ; ladite terre étant la partie est du numéro (72) soixante-douze du quatrième rang du canton Fleuriau, dans la paroisse de Sainte-Angèle, tel que le tout est actuellement.

Les titres et certificats peuvent être examinés à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article "20" paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre "36" et a les mêmes effets que la vente du shérif.

La vente se fera pour chaque item séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

piece of land starting from the railway, as the whole now subsists.

The titles and certificates can be seen at our offices at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36 and has the same effects as a sheriff's sale.

Each item to be sold separately and to the highest and last bidder.

For further particulars, apply to Mtre Paul Gagnon, N. P. Saint-Octave-de-Métis or to the authorised trustees.

The several items mentioned above can be seen at any time on applying on the premises.

Conditions of payment: Cash.
THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER,
Authorised trustees.
Offices: 108 Saint Joseph street, Quebec.
Quebec, September 15th, 1922. 4040—38–4

In the matter of Timothée Guimont, farmer, of Sainte-Angèle-de-Mérici, county of Matane, P. Q., authorised assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER, 1922, at HALF past ONE o'clock p. m. (standard time), there will be sold on the premises at Sainte-Angèle-de-Mérici, county of Matane, the immoveables described as follows:

1. A farm situate in the parish of Sainte-Angèle-de-Mérici, containing four arpents in front by twenty eight arpents in depth; bounded to the north by J. B. Guimont and to the south by Ambroise Guimont; the said farm being the south two-thirds of the number eight (8) and the north quarter (¼) of the number nine-A (9*a*) of the first range of the township of Chabot—with the buildings thereon erected and dependencies, as the whole now subsists.

Also another farm situate in the said parish, in the first range of the township of Chabot, of one arpent in front by twenty eight arpents in depth; bounded to the north by Timothée Guimont and to the south by Jos. Beaulieu, son of Thomas, and Pierre Beaulieu; the said farm being part of the number nine-A (9*a*) of the first range of the township of Cabot—as the whole now subsists;

2. A farm situate in the parish of Sainte-Angèle-de-Mérici, containing four arpents and four perches in front by the depth of the range; bounded to the north by J. B. Guimont, to the south by Pierre Beaulieu, to the southwest by the first range and to the northeast by the ands of Kempt road; the said farm being the numbers eight-A and eight-B (8*a* and 8*b*) of the second range of the township of Cabot.

3. A farm situate in the parish of Sainte Angèle-de-Mérici, containing two arpents and two perches in front by the depth thereof ; bounded to the north by the by-road, to the northeast by the Main line, to the south by Ernest Ouellet and to the southwest by Cyprien Vignola ; the said farm being the east part of number seventy two (72) of the fourth range of the township of Fleuriau, in the parish of Sainte-Angèle, as the whole now subsists.

The titles and certificates can be seen at our offices at any time.

This sale is made in conformity with article "20", paragraph B-3 of The Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter "36" and has the same effects as a sheriff's sale.

Each item to be sold separately to the highest and last bidder.

Pour plus amples informations on pourra s'adresser à Mtre Paul Gagnon, N. P., à Saint-Octave-de-Métis, ou aux syndics soussignés.

Les divers items plus haut mentionnés pourront être visités en tout temps en s'adressant sur les lieux.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER.

Bureaux: 108 rue Saint-Joseph, Québec.
Québec, 15 septembre 1922. 4041—38-2

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1163.

Dans l'affaire de la Société de l'Aqueduc de Buckland, Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, en liquidation.

En vertu d'un jugement de l'honorable juge G.-F. Gibsone en date du 15 septembre 1922, sera vendu à l'enchère public, MARDI, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a.m., à notre bureau No 108 rue Saint-Joseph, à Québec, l'actif de cette société comme suit:

Un système d'aqueduc situé dans le village de la paroisse de Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, comté de Bellechasse, avec sa source ou réservoir situé sur le lot numéro six-B (No 6-B) du dixième rang sud-est du canton de Buckland.

Ledit système d'aqueduc comprenant le tuyau principal partant dudit réservoir en passant sur le No 6-B, à venir au terrain de Benony Corriveau ou ses représentants et de là se continuant entre les terrains de la Fabrique de Buckland et celui de Benony Corriveau et de Pierre Corriveau ou leurs représentants jusqu'au chemin royal et de là se continuant sur le côté nord dudit chemin vers le nord-est jusqu'à une distance de environ 635 pieds.

Un autre tuyau principal partant du premier ci-dessus décrit en passant sur les terrains de Pierre Corriveau, Athanase Royer, F.-X. Audet, Frs. Lemieux, Fils, Télesphore Morrissette, Onésiphore Audet ou ses représentants et aboutissant chez ledit Onésiphore Audet ou ses représentants.

Un troisième embranchement partant du premier tuyau au susdit chemin royal suivant le fossé nord dudit chemin en couvrant le sud-ouest jusque chez Napoléon Audet ou ses représentants et de là passant sur le terrain dudit Audet, de Frs. Lemieux, père, de Jos. Audet, de Phydime Dion, de Adélard Métivier et d'Adélard Tanguay ou de leurs représentants tel que le tout appert à l'acte de société et au plan déposé au bureau des liquidateurs soussignés.

Le tout vendu sans réserve y compris tous les droits et servitudes stipulés à l'acte de société pour l'exploitation de l'aqueduc sujet aux charges et obligations mentionnées au dit acte en faveur dudit Onésiphore Audet, ses représentants ou ayant cause.

Accessoires et outillages, suivant inventaire, $77.00.

Ces deux item seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur.

Pour tous renseignements, s'adresser aux soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les liquidateurs,
THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER.
Bureau: No 108 rue Saint-Joseph, Québec.
4305—40-2

For further particulars, apply to Mtre Paul Gagnon, N. P., Saint-Octave-de-Métis, or to the authorised trustees.

The several items mentioned above can be seen at any time on applying on the premises.

Conditions of payment: Cash.

THERIAULT, GAGNON CLOUTIER,
Authorised trustees.
Offices: 108, Saint Joseph street, Quebec.
Quebec, 15th September, 1922. 4042—38-2

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1163.

In the matter of La Société de L'Aqueduc de Buckland, Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, in liquidation.

Under a judment of the Honorable judge G. F. Gibsone, dated the 15th of September, 1922, there will be sold at public auction, on TUESDAY, the SEVENTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock, A. M., at our office No. 108 Saint Joseph st., Quebec, the assets of the above society being as follows:

A system of waterworks situate in the village of the parish of Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, county of Bellechasse, with the source or reservoir situated on the lot number six-B (No. 6-B) on the tenth southeast range of the township of Buckland.

The said system of waterworks comprising the main pipe starting from the said reservoir and passing on the lot No. 6-B, up to the land of Benony Corriveau, or his representatives and thence continuing between the lands of the Fabrique of Buckland and that of Benony Corriveau and of Pierre Corriveau or their representatives up to the king's highway, and thence continuing on the north side of the said highway towards the north east up to a distance of about 635 feet.

Another main pipe starting from the first pipe above described, passing of the lands of Pierre Corriveau, Athanase Royer, F. X. Audet, Frs Lemieux, jr., Télesphore Morrissette, Onésiphore Audet or his representatives, and ending at the property of Onésiphore Audet or his representatives.

A third branch pipe starting from the first main pipe at the king's highway following the north ditch of the said highway, running south westerly up to the property of Napoléon Audet or his representatives, thence passing on the land of the said Audet, of Frs. Lemieux, Sr., of Jos. Audet, of Phydime Dion, of Adélard Métivier, and of Adélard Tanguay or their representatives, as the whole appears in the deed of partnership and on the plan deposited at the office of the undersigned liquidators.

The whole to be sold without reserve including all the rights and servitudes stipulated in the deed of partnership for the exploitation of the waterworks, subject to the charges and obligations mentioned in the said deed in favour of the said Onésiphore Audet, his representatives or assigns.

Accessories and equipment, as per inventory $77.00.

These two item to be sold to the highest and last bidder.

For further particulars, apply to the undersigned.

Conditions of payment: Cash.

THERIAULT, GAGNON & CLOUTIER,
Liquidators.
Office: No. 108, Saint Joseph st., Quebec.
4306—40-2

Dans l'affaire de Dame Anita Messier et Léonidas Gladu.

En vertu d'une résolution des inspecteurs et conformément à l'acte des failites 1920 et amendements;

Les immeubles suivants serlont vendus par encan public le HUITIEME jour de NOVEMBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, à la potre de l'église catholique de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, savoir:

"A" Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, connu et désigné sous le numéro (155) cent cinquante-cinq aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse —avec bâtisses dessus construites.

"B" Un emplacement situé au village de la dite paroisse de Sainte-Brigide, connu et désigné sous les lots numéros trois cent et trois cent un (300 et 301) du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Brigide—avec maison et autres bâtisses.

Les dits lots A et B seront sujets aux droits seigneuriaux.

Pour autres renseignements, s'adresser aux syndics soussignés.

TURCOTTE & MERRILL

Bureaux de Turcotte, Merrill & Potvin,
97 rue Saint-Jacques, Montréal.

4317—40-2

In the matter of Anita Messier & Leonidas Gladu.

By virtue of a resolution of the Inspectors and in accordance with the Bankruptcy Act 1020 and amendements, the following immoveable properties will be sold by public auction, on the EIGHTH day of NOVEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon at the door of the catholic church of Sainte-Brigide, county of Iberville, to wit:

"A" A certain piece of land situate in the parish of Sainte-Brigide, county of Iberville, known and designated under number one hundred and fifty five (155) on the official plan and book of reference for said parish—with building thereon erected.

"B" Those certain pieces of land situate in the said parish of Sainte-Brigide, known and designaated under numbers three hundred and three hundred and one (300 and 301) on the official plan and book of reference for said parish—with all buildings thereon erected.

The said properties A and B are subject to rente seigneuriales.

For further particulars, apply to the undersigned trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

Office of Turcotte, Merrill & Potvin,
97 Saint James street, Montreal.

4318—40-2

Ventes pour taxes

Sales for taxes

CORPORATION DE LA VILLE DU CAP DE LA MADELEINE

Avis public est par le présent donné que SAMEDI le VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi au bureau du greffier de la Ville, dans l'hôtel-de-ville de la Ville du Cap de la Madeleine, les terres et héritages ci-dessous mentionnées, situés dans la ville du Cap de la Madeleine, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle tel que requis par la loi, savoir:

1. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent ternte-huit (338) du cadastre de la ville, comme appartenant à Napoléon Bélanger;

2. Un terrain situé sur le coteau 2ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro cent six (106) du cadastre de la ville, comme appartenant à Léopold Baril;

3. Un terrain situé sur le coteau, 2ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro cent sept (107) du cadastre de la ville, comme appartenant à Léopold Baril;

4. Un terrain situé sur le coteau, 7ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro trois cent vingt-un (321) du cadastre de la ville, comme appartenant à J.-H. Cossette.

5. Un terrain situé sur le coteau, 7ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro trois cent vingt-deux (322) du cadastre de la ville, comme appartenant à J.H. Cossette;

6. Un terrain situé sur le coteau, 2ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro cent quatre (104) du cadastre

CORPORATION OF THE TOWN OF CAP-DE-LA-MADELEINE.

Public notice is hereby given that of SATURDAY, the TWENTY FIRST day of OCTOBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the clerk of the town, in the Town Hall of the town of Cap-de-la-Madeleine, the lands and hereditaments hereunder mentioned, situated in the town of Cap-de-la-Madeleine, will be sold for the non-payment of taxes within the six months following the deposit of the roll as required by law, namely:

1. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and thirty eight (338) of the cadastre of the town, as belonging to Napoléon Bélanger;

2. A lot of land situate on the Coteau, 2nd street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number one hundred and six (106) of the cadastre of the town, of belonging to Léopold Baril;

3. A lot of land situate on the Coteau, 2nd Street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number one hundred and seven (107) of the cadastre, of the town, as belonging to Léopold Baril;

4. A lot of land situate on the Coteau, 7th Street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number three hundred and twenty one (321) of the cadastre of the town, as belonging to J. H. Cossette;

5. A lot of land situate on the Coteau, 7th street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number three hundred and twenty two (322) of the cadastre of the town, as belonging to J. H. Cossette;

6. A lot of land situate on the Coteau, 2nd street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number one

de la ville, comme appartenant à J.-H. Cossette;

7. Un terrain situé sur le coteau, 2ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix'neuf (419) du lot numéro cent cinq (105) du cadastre de la ville, comme appartenant à J.-H. Cossette;

8. Un terrain situé au Passage, étant la subdivision numéro quatre cent treize (413) du cadastre de la ville,—avec bâtisses et autres dépendances y érigées, comme appartenant à Jos, Pierre Corbin.

9. Un terrain situé sur la rue Notre-Dame, étant la subdivision numéro cent cinquante-neuf (159) du lot numéro quatre (4) du cadastre de la ville,—avec bâtisses et autres indépendances y érigées, comme appartenant à Gédéon Brousseau;

10. Un terrain situé sur le coteau, 2ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro cent quatorze (114) du cadastre de la ville, comme appartenant à Césaire Clermont;

11. Un terrain situé sur le coteau, 2ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro cent quinze (115) du cadastre de la ville comme appartenant à Césaire Clermont;

12. Un terrain situé sur le coteau, 2ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro cent seize (116) du cadastre de la ville, comme appartenant à Césaire Clermont;

13. Un terrai situé sur le coteau, 9ième rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-neuf (419) du lot numéro quatre cent douze (412) du cadastre de la ville, comme appartenant à Césaire Clermont;

14, Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quarante-trois (343) du cadastre de la ville, comme apartenant à Eugène Frenette;

15. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quarante-quatre (344) du cadastre de la ville, comme appartenant à Eugène Frenette;

16. Un terrain situé sur le coteau, 1ère rue, étant la subdivision numéro quatre cent dix-huit (418) du lot numéro dix-huit (18) du cadastre de la velle, comme appartenant à L. Gauthier;

17. Un terrain situé sur la rue Saint-Dominique étant la subdivision numéro cent treize (113) du lot numéro vingt (20) du cadastre de la ville, comme appartenant à Léon Houlde;

18. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent soixante-dix (170) du cadastre de la ville, comme appartenant à A. T. Isalys;

19. Un terrain situé sur la rue Saint-Laurent, étant la subdivision numéro cent soixante-huit (168) du lot numéro cent soixante-deux (162) du cadastre de la ville, comme appartenant à L. Leblanc;

20. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent dix (110) du cadastre de la ville, comme appartenant à Augustin Lemay;

21. Un terrain situé sur la ure Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent onze (111)

hundred and four (104) of the cadastre of the town, as belonging to J. H. Cossette;

7. A lot of land situate on the Coteau, 2nd street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number one hundred and five (105) of the cadastre of the town, as belonging to J. H. Cossette;

8. A lot of land situate at the passage, being the subdivision number four hundred and thirteen (413) of the cadastre of the town—with the building and other dependencies thereon erected, as belonging to Jos. Pierre Corbin;

9. A lot of land situate on Notre-Dame street, being the subdivision number one hundred and fifty nine (159) of the lot number four (4) of the cadastre of the town—with buildings and other dependencies erected, as belonging to Gédéon Brousseau;

10. A lot of land situate on the Coteau, 2nd street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number one hundred and fourteen (114) of the cadastre of the town, as belonging to Césaire Clermont;

11. A lot of land situate on the Coteau, 2nd street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number one hundred and fifteen (115) of the cadastre of the town, as belonging to Césaire Clermont;

12. A lot of land situate on the Coteau, 2nd street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number one hundred and sixteen (116) of the cadastre of the town, as belonging to Césaire Clermont;

13. A lot of land situate on the Coteau, 9th street, being the subdivision number four hundred and nineteen (419) of the lot number four hundred and twelve (412) of the cadastre of the town, as belonging to Césaire Clermont;

14. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three and fourty three (343) of the cadastre of the town, as belonging to Eugène Frenette;

15. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and fourty four (344) of the cadastre of the town, as belonging to Eugène Frenette;

16. A lot of land situate on the Coteau, 1st street, being the subdivision number four hundred and eighteen (418) of the lot number eighteen (18) of the cadastre of the town, as belonging to L. Gauthier;

17. A lot situate on Saint Dominique street, being the subdivision number one hundred and thirteen (113) of the lot number twenty (20) of the cadastre of the town, as belonging to Léon Houlde;

18. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and seventy (170) of the cadastre of the town, as belonging to A. T. Isalys;

19. A lot of land situate on Saint-Laurent street, being the subdivision number one hundred and sixty eight (168) of the lot number one hundred and sixty two (162) of the cadastre of the town, as belonging to L. eblanc;

20. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and ten (110) of the cadastre of the town, as belonging to Augustin Lemay;

21. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one

du cadastre de la ville comme appartenant à Augustin Lemay;

22. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent cinquante-huit (158) du cadastre de la ville, comme appartenant à Tertulien Lemay;

23. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-trois (363) du cadastre de la ville comme appartenant à Ardadéus Paris;

24. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-quatre (364) du cadastre de la ville, comme appartenant à Ardédéus Paris;

25. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-cinq (365) du cadastre de la ville, comme appartenant à Léopold Paris;

26. Un terrain situé sur la rue Saint-Alphonse, étant la subdivision numéro quatre cent six (406) du lot numéro trois (3) du cadastre de la ville, comme appartenant à Thomas Robert;

27. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision, partie du numéro quatre cent huit (408) du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville, comme appartenant à Jos. Thibeau;

28. Un terrain situé sur la rue Saint-Alphonse, étant la subdivision numéro quatre cent cinq (405) du lot numéro trente-six (36) du cadastre de la ville, comme appartenant à Jos. Thibeau;

29. Un terrain situé sur la rue Saint-Alphonse, étant la subdivision numéro quatre cent cinq (405) du lot numéro trente-sept (37) du cadastre de la ville, comme apprtenant à Jos. Thibeau;

30. Un terrain situé sur la rue Saint-Alphonse, étant la subdivision numéro quatre cent cinq (405) du lot numéro trente-huit (38) du cadastre de la ville, comme appartenant à Jos. Thibeau;

31. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro quatre cent cinq (405) du lot numéro quarante (40) du cadastre de la ville, comme appartenant à Jos. Thibeau;

32. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatorze (214) du cadastre de la ville, comme appartenant à Jos. Trottier;

33. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trente-cinq (35) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

34. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quarante-six (46) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

35. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quarante-sept (47) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

36. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quarante-neuf

hundred and eleven (111) of the cadastre of the town, as belonging to Augustin Lemay;

22. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and fifty eight (158) of the cadastre of the town, as belonging to Tertulien Lemay;

23. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and sixty three (363) of the cadastre of the town, as belonging to Ardadéus Paris;

24. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and sixty four (364) of the cadastre of the town, as belonging to Ardadéus Paris;

25. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and sixty five (365) of the cadastre of the town, as belonging to Léopold Paris;

26. A lot of land situate on Saint-Alphonse street, being the subdivision number four hundred and six (406) of the lot number three (3) of the cadastre of the town, as belonging to Thomas Robert;

27. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision part of number four hundred and eight (408) of the lot number two (2) of the cadastre of the town, as belonging to Jos. Thibeau;

28. A lot of land situate on Saint-Alphonse street, being the subdivision number four hundred and five (405) of the lot number thirty six (36) of the cadastre of the town, as belonging to Jos. Thibeau;

29. A lot of land situate on Saint Alphonse street, being the subdivision number four hundred and five (405) of the lot number thirty seven (37) of the cadastre of the town, as belonging to Jos. Thibeau;

30. A lot of land situate on Saint Alphonse street, being the subdivision number four hundred and five (405) of the lot number thirty eight (38) of the cadastre of the town, as belonging to Jos. Thibeau;

31. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number four hundred and five (405) of the lot number fourty (40) of the cadastre of the town, as belonging to Jos. Thibeau;

32. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and fourteen (214) of the cadastre of the town, as belonging to Jos. Trottier;

33. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number thirty five (35) of the cadastre of the town, as belonging to "La Cie Immobilière";

34. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number fourty six (46) of the cadastre of the town, as belonging to "La Cie Immobilière";

35. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number fourty seven (47) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

36. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number fourty

(49) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

37. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cinquante (50) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

38. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro soixante (60) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

39. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre-vingt-onze (91) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

40. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre-vingt-douze (92) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

41. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre-vingt-treize (93) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

42. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre-vingt-quatorze (94) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

43. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre-vingt-quinze (95) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

44. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent deux (102) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

45. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent sept (107) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

46. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent cinquante-trois (153) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

47. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent vingt-huit (128) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

48. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent trente (130) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

49. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent quinze (115) du cadastre de la ville comme appartenant à La Cie Immobilière;

50. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent vingt-trois (123) du cadastre de la ville, comme appartenant à La Cie Immobilière;

51. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent vingt-quatre (124) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

nine (49) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

37. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven, (387) of the lot number fifty (50) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

38. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number sixty (60) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière;"

39. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number ninety one (91) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

40. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number ninety two (92) of the cadastre of the town, as beloning to the "Cie Immoblilière";

41. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number ninety three (93) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

42. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number ninety four (94) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

43. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number ninety five (95) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immoblilière";

44. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and two (102) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

45. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three lundred and and eighty seven (387) of the lot number one hundred and seven (107) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

46. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and fifty three (153) of the cadastre of the town as belonging to the "Cie Immobilière";

47. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and twenty eight (128) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

48. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and thirty (130) of the cadastre of the town as belonging to the "Cie Immobilière";

49. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and fifteen (115) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

50. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and twenty three (123) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

51. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and twenty four (124) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

52. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent quarante-un (141) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

53. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent trente-un (131) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

54. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent trente-deux (132) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

55. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent soixante-sinq (165) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

56. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent soixante-six (166) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

57. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent soixante-neuf (169) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

58. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent soixante-onze (171) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

59. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent quatre-vingt-deux (182) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

60. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro cent quatre-vingt sept (187) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

61. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent trois (203) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

62. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent six (206) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

63. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent neuf (209) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

64. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent dix (210) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

65. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent dix-sept (217) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

66. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) diu lot numéro deux cent vingt (220) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

67. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-

52. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and fourty one (141) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

53. A lot number situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and thirty one (131) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

54. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and thirty two (132) of the cadastre of the town, as belonging of the "Cie Immobilière;"

55. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and sixty five (165) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

56. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and sixty six (166) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

57. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and sixty nine (169) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

58. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and seventy one (171) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

59. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and eighty two (182) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

60. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number one hundred and eighty seven (187) of the cadastre of the town as belonging to the "Cie Immobilière";

61. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and three (203) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

62. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and six (206) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

63. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and nine (209) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

64. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ten (210) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

65. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and seventeen (217) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

66. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and twenty (220) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

67. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and

sept (387) du lot numéro deux cent vingt-un (221), du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

68. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent vingt-quatre (224) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

69. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent vingt-huit (228) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

70. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent vingt-neuf (229) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

71. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent trente (230) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

72. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent trente-un (231) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

73. Un terrain situe sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent trente-trois (233) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

74. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent trente-quatre (234) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

75. Un terrain situé sur la rue Fusey, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent trente-cinq (235) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

76. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quarante-neuf (249) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

77. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent cinquante (250) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

78. Un terrain situé sur la rue Beauchenim, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent cinquante un (251) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

79. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent cinquante-deux (252) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

80. Un terrain situé sur la rue Baeuchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot munéro deux cent cinquante-trois (253) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

81. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent cinquante-quatre (254) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

82. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent soixante-seize

eighty seven (387) of the lot number two hundred and twenty one (221) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

68. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and twenty four (224) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

69. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and twenty eight (228) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

70. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and twenty nine (229) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

71. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) for the lot number two hundred and thirty (230) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

72. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and thirty one (231) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

73. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and thirty three (233) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

74. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and thirty four (234) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

75. A lot of land situate on Fusey street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and thirty five (235) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

76. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and fourty nine (249) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

77. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and fifty (250) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

78. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the number two hundred and fifty one (251) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

79. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) for the lot number two hundred and fifty two (252) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

80. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and fifty three (253) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

81. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and fifty four (254) of the cadastre of the town as belonging to the "Cie Immobilière";

82. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred

(276) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

83. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent soixante-dix-sept (277) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

84. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent soixante-dix-huit (278) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

85. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent soixante-six-neuf (279) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

86. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt (280) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

87. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-un (281) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

88. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

89. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-trois (283) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

90. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatre (284) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

91. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq (285) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

92. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-six (286) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

93. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept (287) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

94. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-huit (288) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

95. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-neuf (289) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

96. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix (290) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

97. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-

and seventy six (276) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

83. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and seventy seven (277) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

84. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and seventy eight (278) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

85. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and seventy nine (279) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

86. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty (280) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

87. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty one (281) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

88. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty two (282) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

89. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty three (283) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

90. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred four (284) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

91. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty five (285) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

92. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty six (286) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

93. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty seven (287)of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

94. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty eight (288) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

95. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and eighty nine (289) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

96. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety (290) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

97. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred

onze (291) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

98. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-douze (292) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

99. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre vingt treize (293) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

100. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-quatorze (294) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

101. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-quinze (295) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

102. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-seize (296) du cadastre de la ville. comme appartenant à la Cie Immobilière;

103. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-sept (387) du lot numéro deux cent quatre- vingt-dix-sept (297) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

104. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro tois cent quatre-vingt sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

105. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

106. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quarante-neuf (349) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

107. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent cinquante (350) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

108. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent cinquante-un (351) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

109. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent cinquante-deux (352) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

110. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la suvdibision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent cinquante-quatre (354) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

111. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent cinquante-cinq (355) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

112. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-

and ninety one (291) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

98. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety two (292) of the cadastre of the town, sa belonging to the "Cie Immobilière";

99. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety three (293) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

100. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety four (294) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

101. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety five (295) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

102. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety six (296) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

103. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety seven (297) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

104. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety eight (298) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

105. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and ninety nine (299) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

106. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and fourty nine (349) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

107. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number two hundred and fifty (350) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

108. A lot of land situate on Beauchemin street being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and fifty one (351) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

109. A lot of land situate on Beauchemin street being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and fifty two (352) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

110. A lot of land situate on Beauchemin street being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and fifty four (354) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immoblière";

111. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and fifty five (355) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

112. A lot of land situate on Beauchemin street being the subdivision number three hundred and

vingt-sept (387) du lot numéro trois cent cinquante-sept (357) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

113. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-un (361) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

114. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soi ante-six (366) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

115. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-dix (370) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

116. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-onze (371) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

117. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-douze (372) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

118. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-treize (373) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

119. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-quatorze (374) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

120. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-quinze (375) du cadastre de la ville, comme appatrenant à la Cie Immobilière;

121. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-seize (376) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

122. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-dix-sept (377) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

123. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-dix-huit (378) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

124. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent soixante-dix-neuf (379) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

125. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt (380) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

eighty seven (387) of the lot number three hundred and fifty seven (357) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

113. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and sixty one (361) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

114. A lot of land situate on Beauchemin, street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and sixty six (366) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

115. A lot of land situate on Beauchemin street being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and seventy (370) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

116. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and seventy one (371) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

117. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and seventy two (372) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

118. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred and seventy three (373) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

119. A lot of land situated on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred and eighty seven (387) of the lot number three hundred seventy four (374) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

120. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty-seven (387) of the lot number three hundred seventy five (375) of the cadastre of the town as belonging to the "Cie Immobilière";

121. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred seventy six (376) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

122. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred seventy seven (377) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

123. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred seventy eight (378) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

124. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred seventy nine (379) of the cadastre of the town, as belonging to the Cie Immobilière";

125. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred eighty (380) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilire";

126. Uu terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-un (381) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

127. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-deux (382) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

128. Un terrain situé sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-trois (383) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

129. Un terrainsitué sur la rue Beauchemin, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immonilière;

130. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

131. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-seize (396) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

132. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

133. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

134. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

135. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent (400) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

136. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent un (401) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

137. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent deux (402) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

138. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trrois (403) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

139. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent quatre (404) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

140. Un terrains situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent cinq

126. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred eighty one (381) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

127. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred eighty two (382) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

128. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387), of the lot number three hundred eighty three (383) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

129. A lot of land situate on Beauchemin street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred eighty four (384) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

130. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred eighty seven (387) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

131. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot numbre three hundred ninety six (396) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

132. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred ninety seven (397) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

133. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred ninety eight (398) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

134. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred ninety nine (399) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

135. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred (400) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

136. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred and one (401) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

137. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred two (402) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

138. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred three (403) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

139. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred four (404) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

140. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred

(405) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

141. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent six (406) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

142. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent sept (407) du cadastre de la ville, comme apartenant à la Cie Immobilière;

143. Un terrain situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent neuf (409) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

144. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent dix (410) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

145. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent onze (411) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

146. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent vingt-six (426) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière.

147. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent vingt-sept (427) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

148. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent vingt-huit (428) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

149. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent vingt-neuf (429) du cadastre dela ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

150. Un lot situé sur la rue Rochefort étant, la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente (430) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

151. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente-un (431) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

152. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision uuméro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente-deux (432) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

153. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente-trois (433) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

154. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente-quatre (434) du cadastre de la ville comme appartenant à la Cie Immobilière;

155. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant le numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente-cinq (335) du cadastre de la ville comme, appartenant à la Cie Immobilière;

five (405) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

141. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred six (406) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

142. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred seven (407) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

143. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred nine (409) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

144. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred ten (410) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

145. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred eleven (411) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

146. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred twenty six (426) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

147. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred twenty seven (427) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

148. A lot of land situate of Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred twenty eight (428) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

149. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred twenty nine (429) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

150. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty (430) of the cadastre of the town, as belonging, to the "Cie Immobilière";

151. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty one (431) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

152. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty two (432) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

153. A lot of land situate on Rochefort street being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty three (433) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

154. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty four (434) of the cadastre of the town, as the belonging to the "Cie Immobilière";

155. A lot of land situte on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty five (435) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

156. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant le numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente-six (436) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

157. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente-sept (437) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

158. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro quatre cent trente-huit (438) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

159. Un lopin de terre comme faisant partie du lot du cadastre de la ville numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) ayant en superficie vingt-huit (28) arpents carrés, comme appartenant à la Cie Immbolière;

160. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

161. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

162. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix (390) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

163. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-onze (391), du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

164. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-douze (392), du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière;

165. Un lot situé sur la rue Rochefort, étant la subdivision numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du lot numéro trois cent quatre-vingt-treize (393) du cadastre de la ville, comme appartenant à la Cie Immobilière.

Les dimensions données ci-dessus ne sont pas garanties comme précises.

Par ordre,
Le trésorier,
THEOP. DELOTTINVILLE.

Hôtel-de-Ville,
Cap-de-la-Madeleine, P.Q., 4 octobre 1922.
4329—40-2

156. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty six (436) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

157. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty seven (437) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

158. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number four hundred thirty eight (438) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

159. A parcel of land forming part of the cadastral lot number three hundred and eighty seven (387) of the town containing twenty eight (28) square arpents in area, belonging as to the "Cie Immobilière";

160. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred eighty eight (388) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

161. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred eighty nine (389) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

162. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred ninety (390) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

163. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred ninety one (391) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

164. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred ninety two (392) of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière";

165. A lot of land situate on Rochefort street, being the subdivision number three hundred eighty seven (387) of the lot number three hundred ninety three (393), of the cadastre of the town, as belonging to the "Cie Immobilière".

The dimensions given above are not warranted as being precise measurements.

By order,
THEOP. DELOTTINVILLE,
Treasurer.

Town-Hall,
Cap-de-la-Madeleine, P.Q., 4th October 1922.
4330—40-2

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } R. J. HENDERSON, demandeur; vs.
No 265 }
RAYMOND CLOUTIER, défendeur.

SHERIFF'S SALES
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } R. J. HENDERSON, plaintiff; vs RAYMOND CLOUTIER, defendant.
No. 265. }

Comme appartenant au défendeur:

Une terre connue et désignée comme étant les lots Nos 17, 18 et 21 du cadastre officiel du canton d'Inverness,—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic à Inverness, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-E. GIROUARD,

Arthabaska, 13 octobre 1922.

[Première publication, le 14 octobre 1922]

4477—41-2

As belonging to the said defendant:

A piece of land known and designated as being the lots Nos 17, 18 and 21 of the official plan and book of reference of the township of Inverness,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registrar's office for the county of Megantic, at Inverness, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUERD,
Sheriff.

Arthabaska, 13th of October 1922.

[First publication, the 14th October 1922]

4478—41-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: No 7226 } LOUIS GAGNON ET JOSEPH GAGNON, tous deux de Chicoutimi, et y faisant affaires en société comme marchands sous le nom et raison de "La Cie de Ferronnerie Générale", demandeurs; contre HECTOR POTVIN, de la Rivière du Moulin, défendeur.

Saisi comme étant en possession du défendeur *animo domini*:

(*a*) Un emplacement ou lopin de terre étant le numéro dix-neuf-A-deux-quarante-six (19-A. 2-46) étant le numéro de subdivision du lot numéro dix-neuf-A-deux (19-A-2) du cadastre officiel du deuxième rang, N. E. du chemin Sydenham, canton de Chicoutimi, formant partie du village de la Rivière du Moulin—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

(*b*) Un emplacement ou lopin de terre étant le numéro dix-neuf-L-deux-vingt-trois (19-L-2-23) et le numéro dix-neuf-A-deux-soixante-onze (19-A-2-71), étant des numéros de subdivision des lots numéros dix-neuf-A-deux(19-A-2) et dix-neuf-L-deux (19-L-2) du cadastre officiel du deuxième rang nord-est du chemin Sydenham, canton de Chicoutimi, formant partie du village de la Rivière du Moulin—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, à Chicoutimi, LUNDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif.
ELZ. BOIVIN.

Chicoutimi, 14 septembre 1922.

[Première publication, 23 septembre 1922]

4021—38-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: No. 7226. } LOUIS GAGNON AND JOSEPH GAGNON, both of Chicoutimi, and there carrying on business in partnership as merchants under the name and style of "La Cie de Ferronnerie Générale", plaintiff's; against HECTOR POTVIN, of Rivière du Moulin, defendant.

Seized as being in the possession of the defendant, *animo domini*:

(*a*) An emplacement or piece of land being the number nineteen-A-two-forty six (19-A-2-46), being the subddivision number nineteen-A-two (19-A-2) on the official cadastre of the second range N. E. of Sydenham road, township of Chicoutimi, forming part of the village of Rivière du Moulin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

(*b*) An emplacement or piece of land being number nineteen-L-two-twenty three (19-A-2-23) and the number nineteen-A-two-seventy one (19-A-2-71), being subdivision numbers of the lots numbers nineteen-A-two (19-A-2) and nineteen-L-two (19-L-2), on the official cadastre of the second range northeast of Sydenham road, township of Chicoutimi, forming part of the village of Rivière du Moulin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, at Chicoutimi, on MONDAY, the TWENTY THIRD day of the month of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Chicoutimi, September 14th, 1922.

[First publication, the 23rd September, 1922]

4022—38-2

JOLIETTE

Cour Supérieure

Province de Québec, District de Joliette. No 9786. } J.-ALPHONSE COUTU, demandeur; vs PIERRE LASSALLE, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Emelie-de-l'Energie, connue et désignée sous le numéro cinq (5) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du 1er rang du canton Joliette, district de Joliette—avec maison, grange et autres bâtisses dessus érigées.

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette. No. 9786. } J. ALPHONSE COUTU, plaintiff; vs PIERRE LASSALLE, defendant.

A farm situate in the parish of Sainte-Emélie-de-l'Energie, known and designated under the number five (5) on the official plan and book of reference of the cadastre of the first range of the township of Joliette, district of Joliette—with house, barn and other buildings thereon erected.

Pour être vendus à la porte de l'église de ladite paroisse de Sainte-Emelie-de-L'Energie, le MARDI, VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE 1922, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEORGE DESROCHES.

Joliette, 18 septembre 1922.

[Première publication, 23 septembre 1922]
4079—38-2

To be sold at the church door of the said parish of Sainte-Emélie-de-l'Energie, on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER, 1922, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
Sheriff.

Joliette, 18th September, 1922.

[First publication, 23rd September, 1922]
4080—38-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat de Notre-Dame-des-Neiges-de-Trois-Pistoles pour le comté de Témiscouata.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: No 850 } CHARLES MORIN, de la paroisse de Sainte-Françoise, demandeur; contre JOSEPH RIOUX, journalier, du même lieu, défendeur, à savoir:

Un emplacement situé au premier rang de la paroisse de Sainte-Françoise, mesurant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord et à l'est à la Fabrique, au sud à Marcellin Michaud, à l'ouest à la route, lequel emplacement est connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le comté de Témiscouata, pour la dite paroisse de Sainte-Françoise, comme faisant partie du numéro quarante-quatre (No 44) —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendences.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Françoise, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à MIDI.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 11 octobre 1922.

[Première publication le 14 octobre 1922]
4447—41-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court of Notre-Dame-des-Neiges-de-Trois-Pistoles for the county of Témiscouata,—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: No. 850. } CHARLES MORIN, of the parish of Sainte Francoise, plaintiff; against JOSEPH RIOUX, laborer, of the same place, defendant, to wit:

An emplacement situate in the first range of the parish of Sainte Francoise, measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, English measurements, bounded to the north and east by the Fabrique, to the south by Marcellin Michaud, to the west by the road, the said emplacement being known on the official cadastral plan and book of reference made for the county of Témiscouata, for the said parish of Sainte Francoise, as forming part of the number forty four (No. 44)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Francoise, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, 1922, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office, J. O. GIRARD,
Sheriff.

Rivière du Loup, October 11th, 1922.

[First publication, 14th October, 1922]
4448—41-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—Districts de Montréal.

Montréal, à savoir: No 3344 } LA CITE D'OUTREMONT, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; contre GEO. ST-GERMAIN défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Hutchison en la cité d'Outremont, désigné comme le lot de terre numéro neuf de la subdivision du lot numéro cinq de la subdivision du lot originaire numéro trente-deux, (No 32-5-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant cinquante-cinq (55) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise,—avec les deux maisons à trois étages en bois et briques portant les numéros 2572 à 2576 et 2578 à 2582 de la rue Hutchison et les bâtisses dessus érigées, et les quatre garages en briques solides aussi dessus érigés.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 3344. } THE CITY OF OUTREMONT, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Outremont, district of Montreal plaintiff; against GEO. ST-GERMAIN, defendant.

An emplacement fronting on Hutchison street, in the city of Outremont, designated as being the lot of land number nine of the subdivision of the lot number five of the subdivision of the original lot number thirty two (No. 32-5-9), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring fifty five (55) feet in width by one hundred (100) feet in depth, more or less and English measurements,—with the two three story wood and brick houses bearing the numbers 2572 to 2576 and 2578 to 2582 in Hutchison street and the buildings thereon erected, and the four solid brick garages also thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

Un dépot de $2,200.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Coderre, daté le 7 octobre 1922.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 octobre 1922.

[Première publication, le 14 octobre 1922]

4457—41-2

A deposit of $2,200.00 shall be exacted from each and every bider with first bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated the 7th of October 1922.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, October 11th, 1922.

[First publication, the 14th October 1922]

4458—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 480. EUSTACHE LEGAULT dit DESLAURIERS, demandeur; contre GEDEAS JASMIN, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros cent sept, cent huit et cent neuf de la subdivision du lot originaire numéro quarante-quatre (44-107, 108 et 109) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites, et comprenant les machineries servant à la mise en opération de la manufacture érigée sur ledit immeuble borné en front par l'avenue Rivoli, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4459—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 480. EUSTACHE LEGAULT alias DESLAURIERS plaintiff; against GEDEAS JASMIN, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, known and designated as being the lots numbers one hundred and seven, one hundred and eight and one hundred and nine of the subdivision of the original lot number forty four (44-107, 108 and 109) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent—with the buildings thereon erected and including the machinery used for the putting into service of the factory erected on the said immoveable fronting on Rivoli Avenue, the whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 11th October, 1922.

[First publication, 14th October 1922]

4460—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure,—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 5346. J. F. LEFEBVRE, et al, demandeurs; contre J.-HERMENEGILDE GAGNON, de la cité de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de feu Gilbert Gagnon, et DAME BERNADETTE VANIER, ci-devant du même lieu, et maintenant de Saint-Antoine-d'Aubigny, province du Manitoba, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire à ladite succession de feu Gilbert Gagnon, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Dorion, en la cité de Montréal, contenant cinquante-quatre pieds de largeur sur cinquante-deux pieds et neuf pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec les maisons et autres dépendances dessus construites, portant les Nos. 323, 325, 327, 329, 331 et 333 de ladite rue Dorion; ledit emplacement composé du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent quarante-huit (548) sur le plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal; que de la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro partie 547 sur ledit plan, icelle partie de lot contenant quatre pieds de largeur sur cinquante-deux pieds et neuf pouces de profondeur et étant bornée en front par ladite rue Dorion, en arrière, par partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept sur ledit plan, d'un côté par le lot numéro 548 sur ledit plan et de l'autre côté par le résidu du lot No 547 sur le même plan.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 5346. J. F. LEFEBVRE et al, plaintiffs ; against J.-HERMENEGILDE GAGNON, of the city of Montreal, in his quality of testamentary executor to the estate of the late Gilbert Gagnon, and DAME BERNADETTE VANIER, heretofore of the same place and now of Saint-Antoine-d'Aubigny, province of Manitoba, both personally and in her quality of testamentary executrix to the said estate of the late Gilbert Gagnon, defendants.

An emplacement fronting on Dorion street, in the city of Montreal, containing fifty four feet in width by fifty two feet and nine inches in depth, the whole English measurements and more or less—with the houses and other dependencies thereon erected, bearing the Nos. 323, 325, 327, 329, 331 and 333 in the said Dorion street, the said emplacement being composed of the lot of land known and designated under the number five hundred and forty eight (548) on the official plan and book of reference of St. Mary's ward of the city of Montreal; and of the southeast part of the lot of land known and designated under the number pt. 547 on the said plan, the said part of lot containing four feet in width by fifty two feet and nine inches in depth and being bounded in front by the said Dorion street, in rear by part of the lot number four hundred and ninety seven on the said plan, on one side by the lot number 548 on the said plan and on the other side by the residue of the lot No. 547 on the same plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de $1000.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Coderre, daté le 5 octobre 1922.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4461—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ABRAHAM SILVER-
No 1991. } STONE, demandeur, vs DAME REBECCA BILSKY, épouse séparée de biens de Abraham-William Jacobs, et ledit ABRAHAM-WILLIAM JACOBS pour autoriser son épouse, défenderesse et L.-A. BEDARD, curateur au délaissement.

Trois terrains situés en la cité de Montréal portant les Nos 142, 143 et 144 de la subdivision du lot No 15 (15-142, 143 et 144), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les maisons portant les numéros civiques 914, 916, 918, 920, 922 et 924 de la rue Berri et les dépendances y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,020.00 sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, en date du 29 septembre, 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4463—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DE EVELINA LEO-
No 3865. } NARD, de la cité de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens d'Alexandre Villemaire, du même lieu, duement autorisée à ester en justice, demanderesse, contre ledit ALEXANDRE VILLEMAIRE, défendeur.

1. Un lot situé en la cité de Montréal, borné en front par la rue Saint-Hubert et connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent trente-neuf du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (No 489-139) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites;

A la charge de l'acquéreur de payer à Dame Evélina Léonard, à compter de l'adjudication, une pension alimentaire de $60.00 par mois, dont $20.00 par mois en vertu d'un jugement du 26 décembre 1917, enregistré sur le dit immeuble et condamnant le défendeur à payer à la demanderesse la dite pension alimentaire, et $40.00 par mois en vertu d'un jugement du 9 décembre 1921, enregistré sur le dit immeuble et condamnant le défendeur à payer à la demanderesse ladite pension alimentaire, aussi à la charge par l'acquéreur de payer à la demanderesse, à la mort du défendeur, la somme de $1.000.00 douaire préfixe, stipulé par son contrat de mariage passé le 10 novembre 1908, devant C.-A. Bissonnette et dûment enregistré sur le dit immeuble;

2. Un lot vacant situé au même lieu, borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent

A deposit of $1,000.00 shall be exacted from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 5th of October 1922.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 11th October, 1922.

(First publication, 14th October 1922]

4462—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal to wit: } ABRAHAM SILVER-
No. 1991. } STONE, plaintiff, vs DAME REBECCA BILSKY, wife separate as to property of Abraham William Jacobs, and the said ABRAHAM WILLIAM JACOBS to authorize his wife, defendant and L. A. BEDARD, curator to the abandonment.

Three lots of land situate in the city of Montreal bearing Nos 142, 143 and 144 of the subdivision of the lot No. 15 (15-142-143-144) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean-Baptiste—with the houses bearing civic Nos 914, 916, 918, 920, 922 and 924 of Berri street and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER, next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,020.00 shall be exacted from each and every bidder with his first bid pursuant to a judgment of Hon. Judge Bruneau, dated 29th September, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, October 11th, 1922. Sheriff.

[First publication, 14th October, 1922]

4464—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DE EVELINA LEO-
No. 3865. } NARD, of the city of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Alexandre Villemaire, of the same place, duly authorized to ester en Justice, plaintiff, against the said ALEXANDRE VILLEMAIRE, defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Saint Hubert street and known and designated as being the subdivision number one hundred and thirty nine of the original lot number four hundred and eighty nine (No. 489-139) of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet,—with the buildings thereon erected;

Sold with the following charges: the purchaser shall pay to Dame Evélina Léonard, from the date of the adjudication, an alimentary allowance of $60.00 per month, of which $20.00 per month under a judgment of the 26th of December 1917, registered against the said immoveable and condemning the defendant to pay to the plaintiff the said alimentary allowance, and $40.00 per month under a judgment of the 9th. of December 1921, registered against the said immoveable and condemning the defendant to pay to the plaintiff the said alimentary allowance, the purchaser shall also pay to the plaintiff, at the death of the defendant, a sum of $1,000.00 being a prefixed dower stipulated in her marriage contract passed the 10th of November 1908, before C. A. Bissonnette and duly registered against the said immoveable;

2. A lot of vacant land situate at the same place fronting on Saint Hubert street, known and designated as being the subdivision number one hun-

trente-huit du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (No 489-138) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet;

A la charge par l'acquéreur de payer à la demanderesse, Dame Evélina Léonard, à compter de l'adjudication, une pension alimentaire de $40.00, en vertu d'un jugement du 9 décembre 1921 dûment enregistré sur le dit immeuble et condamnant le défendeur à payer à la demanderesse la dite pension alimentaire;

3. La moitié indivise d'un emplacement situé en la cité de Montréal connu et désigné comme étant le lot 1798 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, borné en front par la rue Saint-Philippe contenant trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

A la charge par l'acquéreur de payer à la demanderesse, Dame Evélina Léonard, à compter de l'adjudication, une pension alimentaire de $40.00 par mois, en vertu d'un jugement rendu le 9 décembre 1921, dûment enregistré et affectant la moitié indivise du dit immeuble comme appartenant au défendeur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

Un dépôt de $320.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 1, de $85.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 2, de $240.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 3, sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 11 octobre 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4465—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILLIAM ST. GEORGE, demandeur;
No 806 }
vs DR CURTIS CHARLES ALFRED BULLOCK, défendeur.

Un certain emplacement formé de trois lots de terre, situé dans la paroisse de Longue-Pointe, connu et désigné comme subdivision No six cent quatre-vingt treize, six cent qutre-vingt-quatorze et six cent quatre-vingt quinze des plans de subdivision du lot numéro quatre cent vingt-trois (423-693-694-695) du plan officiel et livre de renvoi de la dite paroisse de Longue Pointe, chacun de ces lots contient vingt-cinq pieds de largueur sur quatre-vingt-quatre pieds de profondeur; borné au nord-ouest par lelot six-cent soixante-six de la subdivision du lot quatre cent vingt-trois (423-666), (une rue), en arrière vers le sud-est par lelot No six cent quatre-vingt-seize de la subdivision du dit lot No quatre cent vingt-trois (423, 696), (une ruelle), au coté sud-ouest par le lot six cent quatre-vingt-douze de la subdivision du lot quatre cent vingt-trois (423-692), (une rue), et de l'autre côté vers le nord-est, partiellement par le lot quatre cent vingt et partiellement par le lot trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399-420) des plans du cadastre original de la paroisse de Longue-Pointe—avec une maison de bois et un hangar.

dred and thirty eight of the original lot number four hundred and eighty nine (No. 489-138) of the cadastre of the parish of Sault-au-Recollet;

Sold with the following charges: the urchaser shall pay to the plaintiff, Dame Evelina Léonard from the date of the adjudication, an alimentary allowance of $40.00, under a judgment of the 9th, of December 1921, duly registered against the said immoveable and condemning the defendant to pay to the plaintiff the said alimentary allowance;

3. The undivided half of an emplacement situate in the city of Montreal, known and designated as being the lot 1798 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Philippe street, containing thirty feet in width by ninety feet in depth—with a house and other buildings thereon erected;

Sold with the following charge: the purchaser shall pay to the plaintiff Dame Evelina Léonard, from the date of the adjudication, an alimentary allowance of $40.00, per month, under a judgment rendered the 9th of December, 1921, duly registered and affecting the undivided half of the said immoveable as belonging to the defendant.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock, NOON.

A deposit of $320.00, for the immoveable described in paragraph 1, of $85.00, for the immoveable described in paragraph 2, of $240.00 for the immoveable described in paragraph 3, shall be exacted from each and every bidder before the acceptance of his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 11 th of October, 1922.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 11th October, 1922.

[First publication, 14th October, 1922]

4466—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILLIAM ST. GEORGE, plaintiff; vs
No. 806. }
DR. CURTIS CHARLES ALFRED BULLOCK, defendant.

A certain emplacement made up of three (3) lots of land situated in the parish of Longue Pointe and known and designated as subdivision number six hundred and ninety three, six hundred and ninety four and six hundred and ninety five of the subdivision plans of lot number four hundred and twenty three (423-693-694-695) on the official plan and book of reference of the said parish of Longue Pointe, each of which lots measures twenty five feet in width and 84 feet in depth; bounded to the north west by lot number six hundred and sixty six of the subdivision of said lot number four hundred and twenty three (423-666) (a street), on the rear towards the south east by lot number six hundred and ninety six of the subdivision of said lot number four hundred and twenty three (423-696) (a lane) to the south west side by lot number sixhundred and ninety two of the subdivision lot number four hundred and twenty three (423-692) (a street), and on the other side towards the north-east partly by lot number four hundred and twenty and partly by lot number three hundred and ninety nine (399-420) on the original cadastral plans of the parish of Longue-Pointe—together with wooden house and shed thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.

Un dépôt d'une somme de $200.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 19 septembre 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 20 septembre 1922.
[Première publication, 23 septembre 1922.
4081—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 7869. LA CITE D'OUTREMONT, corps incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; contre BRIDGET DILLON & MARY DILLON, défenderesses.

Un lot situé sur la rue Durocher, dans la cité d'Outremont, connu et désigné sur le plan officiel et livre de renvoi de la municipalité de la paroisse de Montréal, comme subdivision soixante-quaorze de la subdivision No un du lot original No trente-deux (32-1-74) moins une lisière à travers ledit lot de subdivision de douze pieds de profondeur mise à part pour faire partie de la ruelle publique; borné en avant par ladite rue Durocher, en arrière par ladite ruelle, d'un côté par la subdivision soixante-treize (73), de l'autre côté par la subdivision soixante-quinze (75), ces deux subdivisions de la dite subdivision un—avec la maison en briques à trois étages connues sous les Nos 276, 276*a* et 278 de ladite rue Durocher, et autres bâtisses sus-érigés, les murs nord-ouest et sud-est de ladite bâtisse et les clôtures sont mitoyens avec les propriétés adjacentes, et tous droits en commun avec les autres dans ladite ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $883.50 sera exigé de chaque enchérisseur avec sa première enchère, conformément à un jugement de l'hon. juge Bruneau, en date du 20 septembre courant.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 20 septembre 1922. L.-J. LEMIEUX
[Première publication, 23 septembre 1922]
4083—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 3815. DELLE CATHERINE GORMAN, demanderesse; vs HARRIS ELLIS WOOD, défendeur.

Un certain emplacement situé sur le chemin LaSalle, dans la cité de Verdun, au coin de la Sixième avenue, formant la partie nord-est de la subdivision du lot quatre-vingt-treize sur le plan de subdivision dûment fait et enregistré du lot No quatre mille six cent soixante-onze (partie N.-E-4671-93) du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, ledit emplacement contenant un rectangle de vingt pieds de largeur sur toute la profondeur du dit lot de subdivision, et borné en front au sud-est par ledit chemin LaSalle susdit, en arrière par une ruelle étant la subdivision quatre-vingt-dix-huit dudit lot officiel quatre mille six cent soixante-onze (4671-98), d'un côté au nord-est par ladite sixième avenue et de l'autre côté au sud-ouest par le reste de ladite subdivision quatre-vingt-treize—avec un

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next, at TWELVE o'clock NOON.

A deposit of a sum of $200.00 shall be required from each and every bidder before accepting his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 19th of September, 1922.

Sheriff's office.
L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 20th September, 1922.
[First publication, 23rd September, 1922]
4082—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 7869. THE CITY OF OUTREMONT, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Outremont, district of Montreal, plaintiff; against BRIDGET DILLON & MARY DILLON, defendants.

A lot of land situate on Durocher street, in the city of Outremont, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as subdivision seventy four of subdivision number one of the original lot number thirty two (32-1-74), less the strip across the rear of said sub-division lot of 12 feet in depth set apart to form part of the common lane; bounded in front by said Durocher street, in rear by said lane, on one side by sudvivision seventy three (73) and on the other sde by subdivision seventy five (75) both sudivivisions of said subdivision one—with the three story brick house known as numbers 276, 276*a* and 278 of said Durocher street, and other buildings thereon erected, the north-westerly and south-easterly walls of which said building and side fences are mitoyen with adjoining premises, and all rights in common with others in said lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $883.50 will be exacted from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Bruneau, dated the 20th September instant.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 20th September, 1922. Sheriff.
[First publication, 23rd September, 1922]
4084—1389

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 3815. MISS CATHERINE GORMAN, plaintiff; vs HARRIS ELLIS WOOD, defendant.

That certain emplacement being and situate on Lasalle road, in the city of Verdun, at the corner of Sixth avenue, being the northeasterly part of lot subdivision number ninety three on the subdivision plan duly made and fyled of lot number four thousand six hundred and seventy one (N.E. part 4671-93) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing said emplacement, a rectangular width of twenty feet by the entire depth of the said subdivision lot and being bounded in front to the southeast by Lasalle road aforesaid, in rear by a lane being subdivision ninety eight of the said official lot four thousand six hundred and seventy one (4671-98), on one side to the north east by said sixth avenue and on the other side to the south west by the remaining portion of the said subdivi-

droit de passage pour piétons, voitures, animaux, en tout temps, dans et sur ladite ruelle en arrière de ladite propriété (4671-98)—avec la bâtisse lambrissé en brique divisé en deux logements sus érigés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt d'une somme de $531.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 19 septembre 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montréal, 20 septembre 1922. L.-J. LEMIEUX
[Première publication, 23 septembre 1922]
4085—38-5

sion ninety three, with the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times, in over and upon the said lane in rear of said property (4671-98)—with the brick encased building divided into two dwellings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of a sum of $531.00 shall be required from each and every bidder before accepting his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 19th of September, 1922.

Sheriff's office. J. LEMIEUX,
Montreal, September 20th. 1922. Sheriff.
[First publication, 23rd September, 1922]
4086—8-52

PONTIAC

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Pontiac, No 2077 } JOHN MOODIE, demandeur; vs. GUY DEROUIN ET EVANS DEROUIN, défendeurs.

Un certain lot situé dans le canton Huddersfield dans le comté de Pontiac, province de Québec, connu comme étant la moitié est du lot numéro six dans le sixième rang dudit canton—avec ensemble les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, au village de Bryson, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE, 1922 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
BERNARD J. SLOAN.
Bryson, Qué., le 9 octobre 1922.
[Première publication, le 14 octobre 1922.]
4431—41-2

PONTIAC

Superior Court.

Province of Quebec, District of Pontiac, No. 2077. } JOHN MOODIE, plaintiff, vs. GUY DEROUIN AND EVANS DEROUIN, defendants.

That certain lot of land situate in the Township of Huddersfield, in the county of Pontiac, in the Province of Quebec, and being known as the east half of lot number six in the sixth range of said township,—together with the buildings thereon erected.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, BERNARD J. SLOAN,
Sheriff.
Bryson, Que. October 9th, 1922.
[First publication, 14th October, 1922.]
4432—41-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 4421. } LE PRET HYPOTHECAIRE, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre J.-A.-GASTON ESNOUF, ci-devant de Saint-Flavien, comté de Lotbinière et maintenant de la cité de Québec, à savoir:

Partie du lot No 377 (trois cent soixante-dix-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, étant un emplacement de forme irrégulière situé à la station Laurier, contenant à la profondeur, au sud-ouest, 98 pieds, le long de la ligne du chemin de fer Intercolonial 225 pieds, au sud, le long de la ligne de J.-B. Laroche 100 pieds et au chemin, au nord-est, 33 pieds de large du chemin à aller à une profondeur de 68 pieds; au bout des 68 pieds le dit emplacement a 51 pieds de large et au sud-ouest de la boulangerie de M. W. Bouchard, le dit emplacement a 87 pieds de largeur; bornée au nord-ouest au chemin, au sud à la ligne du chemin de fer Intercolonial et à J.-B. Laroche, au sud-ouest à Thomas Caron et au nord à Thomas Caron et M. W. Bouchard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 4421. } LE PRET HYPOTHECAIRE, a legal corporation having its head office in the city of Quebec, against J. A. GASTON ESNOUF, heretofore of Saint-Flavien, county of Lotbinière, and now of the city of Quebec, to wit:

Part of the lot No. 377 (three hundred and seventy seven) of the official cadastre for the parish of Saint-Flavien, county of Lotbinière, being an emplacement of irregular figure situated at Laurier Station, containing at the rear, to the southwest, 98 feet, along the line of the International Railway 225 feet, to the south, along the line of J. B. Laroche 100 feet, and at the road, to the northeast, 33 feet in width from the road to a depth of 68 feet; at the end of the 68 feet the said emplacement has a width of 51 feet and to the southwest of the bakery of Mr. W. Bouchard, the said emplacement has a width of 87 feet; bounded to the northwest by the road, to the south by the land of the Intercolonial Railway and to J. B. Laroche, to the southwest by Thomas Caron and M. W. Bouchard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 12 octobre 1912.

[Première publication, 14 octobre 1922]
[Deuxième publication, 28 octobre 1922]
4469—41-2

To be sold at the parochial church-door of Saint Flavien, county of Lotbinière, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 12th October, 1922.

[First publication, 14th October, 1922]
[Second publication, 28th October, 1922]
4470—41-2

Québec, à savoir:
No 2009.

P.-T. LEGARE LIMITEE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité et le district de Québec; contre ALEXIS TALBOT, de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, district de Québec.

Le lot No 262 (deux cent soixante-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Adolphe, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé dans la seigneurie de Beaupré, concession Sainte-Monique, contenant trois arpents de largeur sur dix-sept arpents de longueur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edmond-de-Stoneham, comté de Québec, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 12 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]
[Deuxième publication, 28 octobre 1922.]
4471—41-2

Quebec, to wit:
No. 2009.

P.-T. LEGARE, LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Quebec; against ALEXIS TALBOT, of the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, district de Québec.

The lot No. 262 (two hundred and sixty two) of the official cadastre for the parish of Saint-Adolphe, county of Montmorency, being a lot of la nd situate in the Beaupré seignory, Sainte-Monique concession, containing three arpents in width by seventeen arpents in length, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Edmond-de-Stoneham, county of Quebec, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 12th October, 1922.

[First publication, 14th October, 1922]
[Second publication, 28th October, 1922]
4472—41-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir:
No 4489.

CHRISTOPHUS JOHN BALLER, de la cité de Montréal, machiniste; contre HENRI ARTEAU, de la cité de Québec.

1. La moitié côté est du lot No 21 (vingt-un) du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant un arpent de front sur environ 40 arpents de profondeur; borné à l'est à Wilfrid Gauvin, à l'ouest à l'autre partie du dit lot No 21 (vingt-un), au sud au fleuve Saint-Laurent et au nord à Télesphore Tapin—avec la moitié indivise des bâtisses dessus construites et aussi avec droit commun aux quatre sources d'eau qui se trouvent sur le dit lot cadastral, le tout tel que stipulé dans une rente consentie par Barthelémi Rochette à sieur J.-Irénée Gravel; à distraire de cette dite terre la partie vendue pour le passage du chemin de fer Transcontinental;

2. Le lot No 164 (cent soixante-quatre) de la subdivision du lot No 79 (soixante-dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé à Donacona—avec les maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendus, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin; le lot en deuxième lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Donacona, comté de

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit:
No. 4489.

CHRISTOPHUS JOHN BALLER, of the city of Montreal, machinist; against HENRI ARTEAU, of the city of Quebec.

1. The east half of the lot number twenty one (No. 21) of the official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, being a lot of land situate in the said parish of Pointe-aux-Trembles, containing one arpent in front by about 40 arpents in depth; bounded on the east by Wilfrid Gauvin, on the west by the other part of the said lot number twenty one (No. 21), on the south by the River Saint Lawrence and on the north by Telesphore Tapin—with the undivided half of the buildings thereon erected and also with a common right to the four water springs existing on the said cadastral lot, the whole as sitpulated in a deed of sale from Barthelemi Rochette to J. Irenée Gravel; to be deducted from the said land the part thereof sold for the right of the way of the Transcontinental Railway;

2. The lot number one hundred and sixty four (No. 164) of the subdivision of the lot number seventy nine (No. 79) of the official cadastre for the parish of Saint-Jean-Baptiste-les-Ecureuils, county of Portneuf, being a lot of land situate at Donacona—with the houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

To be sold, the lot firstly above described, at the parochial church door of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, the SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; the lot secondly above described at the parochial church door of Donacona, county of

Portneuf, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 28 septembre 1922.
[Première publication, 30 septembre 1922]
[Deuxième publication, 14 octobre 1922]
4223—39-2

Portneuf, on the SECOND day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, September, 28th 1922. Sheriff.

[First publication, 30th September, 1922]
[Second publication, 14th October, 1922]
4224—39-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-François
No 472 } DAME MARGARET GRAY JAMESON,

épouse commune en biens de John Kidd, cultivateur, du canton de Dudswell, dit district, actuellement d'East Angus, district de Saint-François, dûment autorisée aux présentes, demanderesse; contre JOHN KIDD, actuellement du Lac Mégantic, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Un certain morceau de terrain situé dans la ville de East Angus, connu sur le plan cadastral du canton de Westbury, dans le deuxième rang, comme partie du lot douze-sept (12-7), ainsi décrit:

"Commençant au coin nord-est du dit lot, sur le côté ouest du chemin Angus; de là allant deux cents pieds à l'ouest; de là vers le sud, vingt pieds; de là vers l'est, deux cents pieds et de là vers le nord en suivant le dit côté ouest du dit chemin, cent pieds au point de départ; borné à l'est par le chemin, au nord par Frédéric Parsons, à l'ouest et au sud par cette partie du dit lot appartenant à Duncan Kinnear, contenant ce qu'il peut y avoir en superficie—avec les édifices susconstruits."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury, de East Angus, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif, Le shérif.
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, le 18 septembre 1922.
[Première publication, 23 septembre 1922]
4057—38-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 472. } DAME MARGARET GRAY JAMESON, wife

common as to property of John Kidd, farmer, of the township of Dudswell, said district, presently of East Angus, district of Saint Francis, duly authorised for the purposes hereof, plaintiff; against JOHN KIDD, presently of Lake Megantic, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the aforesaid defendant:

That certain piece of land situated and being in the town of East Angus, known on the cadastral plan for the township of Westbury, in the second range, as part of the lot number twelve-seven (12-7) described as follows:

"Commencing at the north easterly corner of the said lot, on the westerly side of the Angus road; thence running westerly two hundred feet; thence running southerly, twenty feet; thence running easterly, two hundred feet and thence running northerly, in following the said westerly side of the said road, one hundred feet to the place of commencement; bounded easterly by the road; northerly by Frederic Parsons; westerly and southerly by part of the said lot owned by Duncan Kinnear, and containing what it may in superficies—together with the buildings thereon erected".

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury, East Angus, on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. C. E. THERRIEN.
Sheriff.

Sherbrooke, September 18th, 1922.
[First publication, 23rd September, 1922]
4058—38-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } CLEMENT LA-
No 1099 } RIVEE demandeur; contre PAUL BRUNELLE, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de l'Ange-Gardien sur la rang Séraphine, de la contenance de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le numéro trente-trois (33) aux plans et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de l'Ange-Gardien, MARDI, le VINGT-

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } CLEMENT LARI-
No. 1099. } VEE, plaintiff; against PAUL BRUNELLE defendant.

A land situate in the parish of l'Ange-Gardien, on Seraphine range, containing two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less known and designated under lot number thirty three (33) on the official plan and book of reference of said parish— with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial chuchr door of l'Ange-Gardien, on TUESDAY, ihe TWENTY

QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain 1922 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif Le shérif.
JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe 19 septembre 1922.

[Première publication 23 septembre 1922]

4051—38-2

FOURTH day of OCTOBER next 1922 at TEN o'clock in the forenoon.

heriff's office. JOS. L. CORMIER
Sheriff.

Saint Hyacinthe September 19th, 1922.

[First publication 23rd september, 1922]

4052—38-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME ALPHAIDE
No 274. } BEAUDOIN,

veuve de feu Octave Carignan *et al*, demandeurs; vs THOMAS HEON, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue Saint-Henri, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné sous le numéro cent trente de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent six (406-130) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, mesurant trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de longueur, mesure anglaise et suivant le dit cadastre, avec droit à la ruelle située en arrière et désignée sous le numéro cent soixante et onze de la subdivision du dit lot numéro quatre cent six (406-171) ainsi qu'à la ruelle y conduisant de la dite rue Saint-Henri, du côté sud-est, connue et désignée comme faisant partie, du côté nord-ouest et près de cette ligne, du lot numéro cent vingt-sept de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent six (406-127) du dit cadastre, ainsi qu'à la dite rue Saint-Henri connue et désignée sous le numéro cent vingt-cinq de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent six (406-125), l'acquéreur s'engageant d'entretenir les dites rue et ruelle convenablement comme telles en commun avec tous les ayants droit en icelles—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4473—41-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAME ALPHAIDE
No. 274. } BEAUDOIN,

widow of the late Octave Carignan *et al*, plaintiff's; vs THOMAS HEON, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate on the southwest side of Saint Henri street, in the town of Cap-de-la-Madeleine, known and designated under the number one hundred and thirty of the official subdivision of the lot number four hundred and six (406-130) of the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, measuring thirty feet in width by ninety feet in length, English measurements and according to the said cadastre, with rights to the lane situate at the rear and designated under the number one hundred and seventy one of the subdivision of the said lot number four hundred and six (406-171) and to the lane leading thereto from the said Saint Henri street, on the southeast side, known and designated as forming part, on the nrthwest side and near this line, of the lot number one hundred and twenty seven of the official subdivision of the said lot number four hundred and six (406-127) of the said cadastre, and also to the said Saint Henri street known and designated under the number one hundred and twenty five of the said official subdivision of the said lot number four hundred and six (406-125), the purchaser binding himself to conveniently upkeep the said street and lanes as such in common with all others having rights therein—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church-door of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, of Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madeleine, the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI.-L. LASSONDE,
Sheriff.

Three Rivers, 11th October, 1922.

[First publication, 14th October, 1922]

4474—41-2

Proclamations

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'une requête, Nous a été présentée demandant de détacher des municipalités de Wickham-Ouest, de l'Avenir, et de Durham-Sud, dans le comté de Drummond, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Lefebvre";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard on été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à chacune des muniaplités de Wickham-Ouest, de l'Avenie et de Durham-Dud, une population de plus de 300 âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 28 septembre 1922, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire dans le comté de Drummond, à être érigé en "La municipalité de Lefebvre", est le même que celui de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc érigé pour fins civiles le 17 juillet 1922; ce territoire est pris dans les rangs VII, VIII, IX, X, XI, XII, des cantons de Wickham et de Durham et sera fermé, en référence aux données du cadastre officiel de ces deux cantons, des lots suivants, à savoir:

1. Dans la municipalité de Wickham-Ouest, dont ils seront détachés, les lots du cadastre officiel du canton de Wickham renfermés dans les lots primitifs numéros de un (1) à sept (7)—tous deux inclusivement—et dans les parties du lot huit (8) situées au sud-est de la route publique, dans les rangs de VII à XII inclus, du canton de Wickham susdit;

2. Dand la municipalité de l'Avenir, dont ils seront détachés; les lots du cadstre officiel du canton de Durham renfermés dans les lots primitifs numéros vingt-six, vingt-sept, vingt-huit (26, 27, 28) et dans la moitié nord-ouest du lot numéro vingt-cinq (25) du septième rang, et, dans ceux de vingt-trois (23) à vingt-huit (28)—tous deux inclusivement—du huitième rang, tous du canton de Durham susdit;

3. Dans la municiaplité de Durham-Sud, dont ils seront détachés; les lots du cadastre officiel du canton de Durham renfermés dans les lots primitifs)—tous inclusivement—numéros; de vingt-trois (23) à vingt-huit (28), dans chacun des rangs XII, XI; de vingt-quatre (24) à vingt-huit (28), dans chacun des rangs X, XI, et , dans les parties du lot vingt-trois (23) primitif situées—dans chacun de ces deux derniers rands—au nord-ouest de la route de l'école anglaise, tous du canton de Durham susdit, est détaché des municipalités de Wickham-Ouest, de l'Avenir et de Durham-Sud, et érigé en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Lefebvre".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos presentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPA-

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS application has been made tu Us, by petition, to detach from the municipality of Wickham-West, l'Avenir and Durham-South, in the county of Drummond, the territory hereunder described, and to erect it into a separate municipality, under the name of "The municipality of Lefebvre".

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory conforms to the conditions required by law for the erection of a municipality, and that there shall remain in each of the municipalities of Wickham West, l'Avenir and Durham South, a population of over 300 souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 28th of September, 1922, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare that the following territory, namely:

The territory, in the county of Drummond, to be erected into "The municipality of Lefebvre", is the same as that of the parish of Sainte-Jeanne-d'Arc erected for civil purposes, the 17th of July, 1922; this territory is taken in the ranges VII, VIII, IX, X, XI, XII, of the townships of Wickham and Durham and shall be made up, with reference to the data of the official cadastre of these two townships, of the following lots, namely

1. In the municipality of Wickham West, from which they are detached, the lots of the official cadastre of the township of Whickham contained in the original lots numbers from one (1) to seven (7)—both inclusive—and in the portions of the lot eight (8) situated to the southeast of the public road, in the ranges from VII, to XII inclusive, of the aforesaid township of Whickam;

2. In the municipality of l'Avenir, from which they are detached: the lots of the official cadastre of the township of Durham, contained in the original lots numbers twenty six, twenty seven, twenty eight, (26, 27, 28) and in the northwest half of the lot number twenty five (25) of the seventh range, and, in those from twenty three (23) to twenty eight (28)—both inclusive —of the eighth range, all the of afosreaid township of Durham;

3. In the municipality of Durham South, from which they are detached: the lots of the official cadastre of the township of Durham, contained in the original lots—all inclusively —numbers: from twenty three (23) to twenty eight (28), in each of ranges XII, XI; from twenty four (24) to twenty eight (28), in each of ranges X, XI, and in the portions of the original lot twenty three (23) situated—in each of the two last ranges—to the northwest of the road of the English school-house, all of the aforesaid township of Durham, is détached from the municipalities of Wickham West, l'Avenir and Durham South, and erected into a separate municipality under the name of "The Municipality of Lefebvre".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR

TRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DIXIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Le sous-secrétaire de la province,

4415 C.-J. SIMARD.

CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Oour Government House, in Our Province of QUEBEC, this TENTH day of OCTOBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth year of Our Reign.

C. J. SIMARD,

4416 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant de détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Bellechasse, le territoire ci-après décrit et de l'annexer à la municipalité voisine de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Saint-Lazare, après cette annexion, une population de plus de 300 âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 28 septembre 1922, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, nous déclarons que le territoire suivants, savoir:

Le territoire à être annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le comté de Bellechasse, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Lazare et comprend:

1. Les lots Nos 943 et 944 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lazare, dans l'augmentation de la seigneurie de Saint-Michel;

2. Les lots Nos 17, 18*a*, 18*b*, 19 et 20 du cadastre officiel d'enrégistrement pour le quatrième rang du canton de Buckland, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Lazare, et annexé à la municipalité voisine de la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le comté de Bellechasse, à compter de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of The United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS application has been made to Us, by petition, to detach from the municipality of the parish of Saint-Lazare, in the county of Bellechasse, the territory hereunder described and to annex it to the adjacent municipality of Saint-Damien-de-Buckland, in the same county;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in that respect have been observed, and that there shall remain in the municipality of the parish of Saint-Lazare, after this annexation, a population of over 300 souls.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 28th of September, 1922, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the following territory, namely:

The territory to be annexed to the municipality of the parish of Saint-Damien-de-Buckland, in the county of Bellechasse, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Lazare and comprises:

1. The lots Nos. 943 and 944 of the official cadastre of the parish of Saint-Lazare, in the gore of the seigniory of Saint-Michel;

2. The lots Nos. 17, 18*a*, 18*b*, 19 and 20 of the official for the fourth range of the township of Buckland, is detached from the municipality of the parish of Saint-Lazare, and annexed to the adjacent municipality of the parish of Saint-Damien-de-Buckland, in the county of Bellechasse, on and from this day.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTOMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council,

Notre ordre très distingué de Saint-Michel de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce ONZIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent vingt-deux de l'ère chrétienne, et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
4435 C.-J. SIMARD.

Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this ELEVENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth of Our Reign.

By command,
C. J. SIMARD,
4436 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3308 des Statuts Refondus de Québec, 1909, tel qu'édicté par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, dans et pour chaque comté dans cette province, une ou plusieurs cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308;

ATTENDU qu'il existait une cour de magistrat pour le comté de Matane, à Mont-Joli, laquelle est abolie depuis le 1er juin dernier, 1922, et que les dossier, régistres, documents et archives de cette cour ont été déposés au greffe de la cour de magistrat pour le district de Rimouski, conformément aux dispositions de l'article 3328 des Statuts refondus, 1909;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3332*d* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicté par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner, par proclamation, la transmission de ces dossiers, régistres, documents et archives au greffe d'une autre cour de magistrat pour le comté où se trouvait la cour abolie;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, dans le district de Rimouski qu'une cour de magistrat soit établie dans et pour le comté de Matane à Mont-Joli, et que les dossiers, régistres, documents et archives de la cour de magistrat pour le comté de Matane, à Mont-Joli, abolie depuis le 1er juin dernier, 1922, soient transmis au greffe de la Cour de magistrat pour le district de Rimouski à la nouvelle cour de magistrat pour le comté de Matane, à Mont-Joli.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de notre conseil exécutif et conformément aux dispositions des articles 3308 et 3332*d* des Statuts refondus, 1909, tels qu'édictés par la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 64, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons:

a) L'établissement, à compter du deuxième jour de novembre, 1922, d'une cour de ma-

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS under the provisions of article 3308 ot the Revised Statutes of Quebec, 1909, as enacted by the Act, 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may establish, by proclamation, in and for each county in the province, one or more magistrate's Courts designated in accordance with the provisions of article 3308;

WHEREAS there existed a Magistrate's Court for the county of Matane, at Mont-Joli, which is abolished since the 1st of June las, 1922, and that the records, registers, documents and archives of this Court have been deposited at the office of the clerk of the Magistrate's Court for the district of Rimouski, in accordance with the provisions of article 3328 of the Revised Statutes, 1909;

WHEREAS under the provisions of article 3332*d* of the Revised Statues 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may order, by proclamation, the transmission of the records, registers, documents and archives to the office of another Magistrate's Court in the same county within which the abolish Court was situated;

WHEREAS it is expedient for the proper administration of justice, in the district of Rimouski, that a Magistrate's Court be established in and for the county of Matane at Mont-Joli, and at the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Court for the county of Matane, at Mont-Joli, abolished since the 1st of June last, 1922, be transmitted from the office of the Magistrate's Court for the district of Rimouski to the new Magistrate's Court for the county of Matane at Mont-Joli.

THEREFORE, with the advise and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of articles 3308 and 3332*d* of the Revised Statutes 1909, as enacted by section 1 of the Act 12 George V, chapiter 64, we have proclamed and directed and by these presents proclaim and direct:

(*a*) The establishment, on and from the second day of November, 1922, of a Magis-

gistrat dans et pour le comté de Matane à Mont-Joli, laquelle sera connue sous le nom "Cour de magistrat pour le comté de Matane à Mont-Joli" et siégera dans la salle municipale de Mont-Joli;

b) La transmission à la nouvelle Cour de magistrat pour le comté de Matane à Mont-Joli, des dossiers, régistres, documents et archives de l'ancienne Cour de magistrat qui existait au même endroit, transmis à la Cour de magistrat pour le district de Rimouski.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce NEUVIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre.

Le sous-secrétaire de la province,

4337 C.-J. SIMARD.

trate's Court in and for the county of Matane at Mont-Joli, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Matane at Mont-Joli" and shall sit in the municipal hall of Mont-Joli;

(b) The transmission to the new Magistrate's Court for the county of Matane at Mont-Joli, of the records, registers, documents and archives of the former Magistrate's Court which existed at the same place, transmitted to the Magistrate's Court for the district of Rimouski.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this NINTH day of OCTOBER, in the Year, of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two and on the thirteenth day of Our Reign.

By command,

4438 C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Montreal Equipement & Supply Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de septembre, 1922, constituant en corporation: René Chenevert et Max Bernfeld, avocats et Philias Laplante, courtier, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de marchands généraux, d'importateurs, d'exportateurs, manufacturiers, agents, agents à commission, et acheter, vendre importer, exporter et faire autrement le commerce de toutes sortes d'effets, d'articles, de marchandises, de produits, de matières premières et commodités d'une nature quelconque, manufacturées ou non;

Exercer l'industrie de fondeurs de fer, manufacturiers et commerçants de tuyaux, tubes, fer coulé, fer forgé, acier pour les travaux de construction, acier pour la construction des ponts, plaques d'acier en général, machineries, fournitures, instruments et matériaux de tout genre, fabricants d'outils, fondeurs de cuivre, ouvriers en métaux, constructeurs de moulins, mécaniciens, convertisseurs de fer et d'acier, forgerons, charpentiers et menuisiers, construc; teurs, et marchands; et acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, altérer et céder des wachines, instruments, matériel roulant, accessoires mécaniques et quincaillerie de toutes

Letters patent

"Montreal Equipement & Supply Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, lettres patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1922, incorporating: Rene Chenevert and Max Bernfeld, advocates and Philias Laplante, broker, all of the city and district of Montreal, for the fo llowing purposes:

To carry on business as general merchants, importers, exporters, manufacturers' agents, commission agents and to buy, sell, import, export and otherwise deal in all kinds of goods, wares, merchandise, products, raw materials and commodities of every kind and description, whether manufactured or otherwise;

To carry on the business of iron founders, manufacturers and deallers in pipes, tubes, cast iron, steel castings, structural steel work, steel bridge work, general plate work, machinery, supplies, implements and materials of every description, tool makers, brass founders, metal workers milwrights, machinists, iron and steel converters, smiths, wood-workers, builders and merchants; and to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter and deal in machinery, implements, rolling stock, mechanical, accessories and hardware of all kinds and to carry on any other business, whether manufacturing or otherwise which may seem germane

ortes, et exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, reliée aux fins et objets mentionnés précédemment ou qui pourrait être convenablement exercée par la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Construire, exécuter, équiper, améliorer, travailler, développer, administrer, gérer ou contrôler des travaux publics ou installations de toutes sortes, laquelle expression comprend des lignes de télégraphe et de téléphone en ce qui concerne leur construction et leur équipement, et des bassins, havres, etées, quais, canaux, réservoirs, irrigation, travaux d'assainissement, embellissements, égouts, drains, installations, hygiéniques pour l'eau, le gaz, et hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, ainsi que toutes autres installations et facilités pour des édifices publics, et aussi toutes les autres installations et facilités d'utilité publique, y compris des chemins, des voies et des ponts;

Faire, conclure, exercer et conclure des contrats pour la construction, le changement, la décoration, l'entretien, l'ameublement, l'agencement et l'embelissement d'édifices et de constructions de toutes sortes, faire des contrats et des conventions avec les constructeurs, les propriétaires et autres ; faire dans toutes leurs diverses spécialités les opérations de constructeurs, d'entrepreneurs, de décorateurs, commerçants de pierre, de brique, bois de construction, ferronnerie, ainsi que tous les autres matériaux de construction ou choses nécessaires à la construction, et généralement exercer l'industrie de constructeurs et d'entrepreneurs ;

Fabriquer, acheter ou acquérir autrement détenir, posséder, vendre, transporter, troquer et faire le commerce et agir comme agents de vente pour toutes sortes d'automobiles, bateaux-moteurs camions-automobiles, outillages, outils, accessoires, divers, fournitures, spécialités, matériel et choses de même nature de toutes sortes et espèces quelconques, et faire des placements sur les articles sus-dites;

Exploiter et entretenir des fabriques, entrepôts, salles d'échantillons, garages et autres établissements pour la fabrication, l'étalage, l'emmagasinage, la réparation et la vente des articles sus-mentionnés;

Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légitime, et posséder, détenir, embellir, exploiter, louer, sous louer, vendre, échanger ou disposer autrement de terrains et édifices et droits en cesdits biens d'une nature quelconque;

Friger et construire sur les terrains posséder ou loués par la compagnie ou dans lesquels la compagnie est intéressée de quelque manière, des édifices pour des fins quelconques, et installer et mettre en service des moulins, matériel, machinerie et équipements de toutes sortes nécessaires ou convenables pour la bonne exécution des opérations de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

to the purposes and objets above set forth, or which may seem to the company capable of bieng conveniently carried on by the company, or calculated, directly or indirectly, to eenhance the value of, or render profitable any of its property or rights;

To execute, construct, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control public works or conveniences, of all kinds, which expression includes telegraph and telephone lines, with respect to the construction and equipment thereof and docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewage, drainage, sanitary, water, gas, and hotels, warehouses, markets and publics buildings and all other works and conveniences of public buildings and all other works and conveniences of public utility, including roads ways and bridges;

To make, enter intoo perform and carry out contracts for constructing, altering, decorating, maintaining, furnishing, fitting up and improving buildings and structures of every sort and kind; to enter into contracts and arrangements with builders, property owners and others; to carry on, in all their respective branches, the business of builders, contractors, decorators dealers in stone, brick, timber, hardware and all other building material or requisites and generally to carry on the business of builders and contractors;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, transfer, invest in, trade in, deal in and act as selling agents for all kinds of automobiles, motor boats, motor trucks implements, tools, accessories, sundries, supplies, specialities and equipment and analogous articles of every kind and description;

To operate and maintain factories, warehouses, showrooms, garages and other establishments for the manufacture, display housing, repair or selling of the articles above mentioned;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title and to own, hold, improve, operate, lease, sublet, sell, exchange or otherwise deal, in and with lands and buildings and rights therein and that, of every kind and description;

To erect and construct upon any land, owned or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purpose and to install and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information, as to any invention, which, may seem capable of being used for any of the purposes of this company, or the acquisition for which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Acheter, louer ou acquérir autrement la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou dont jouit toute personne ou maison, ou toute corporation exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et les payer en actions privilégiées ou en actions ordinaires de la compagnie acquittées en totalité en partie, ou en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et se charger des engagements de cesdites personnes, maisons ou corporations;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, ou aider autrement cesdites personnes, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Acheter, prendre ou acquérir autrement pour souscription originale ou en échange pour les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement, et détenir, vendre ou disposer autrement des actions ordinaires ou actions privilègiées, les débentures, les obligations et autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorité municipale, locale ou autre qui sembleront avantageuses pour les objets de la compagnie, ou l'un quelconque desdits objets, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirables, et exécuter et exercer et se conformer à cesdites conventions, droits, privilèges et concessions;

Etablir et entretenir ou contribuer à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, de fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés ou aux exemployés de la compagnie, ou aux personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire et garantir des fonds pour des fins charitables et de bienfaisance, ou pour toute exposition, ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et immobiliers ainsi que tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, rights and privileges held or enjoyed by any person, or firm, or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possesed of property suitable for the purposes of the company and to pay therefor in fully paid-up, or partly paid-up preference, or ordinary, shares of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any company carrying on, or engaged in, or about to carry on, or engage in any business, or transaction which this company is authorized to carry on, or engage in, or any business or transaction capable of bein conducted so as directly or indirectly, to benfit the company and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person and to take, or otherwise acquire, shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To purchase, take or, acquire, by original subscription or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company, or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations, in any other company, having objects similar, in whole or in part, to the objects of this company, or carrying on any business, capable of being conducted, so as, directly or indirectly, to benefit this company and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To enter into any arrangements with any authorities, government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objetcts or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry on and comply with such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support, or aid in the establishment and support of, associations, institutions, funds, trusts, and conveniences, calculated to benefit employees, or ex-employees of the company, or the dependents or connections, of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe and guarantee money for charitable, or benevolent objets, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all, or any, of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly, calculated to benefit this company, and generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise, acquire any real and personal property and any rights and privileges, which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

Pour les fins de la compagnie, construire, acquérir et mettre en service des vaisseaux, des bateaux à vapeur et chalands, et exercer l'industrie de marchands de bois, agents de compagnies de navigation, gardiens de quais, entreposeurs et expéditeurs;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera décidée de temps à autre;

Rémunérer toute compagnie pour services rendus ou à rendre à la compagnie en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou les obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de l'avancement de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Vendre ou céder la totalité ou une partie quelconque des biens et de l'industrie de la compagnie comme industrie active ou autrement pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier les obligations, les actions, les débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Prendre les moyens jugés avantageux pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt, par la publication de livres et de revues périodiques, et en accordans des prix, récompenses et dons;

Obtenir tout décret provisoire ou acte du parlement pour permettre à la compagnie de mettre ses objets à exécution ou pour toutes autres fins qui seraient jugées avantageuses, et s'opposer à toute procédure ou demande de nature à porter préjudice directement ou indirectement aux intérêts de la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, louer, céder, faire valoir ou disposer autrement de la totalité ou d'aucune partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses ci-dessus en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer les biens de la compagnie en nature entre ses membres; sous le nom de "Montreal Equipment & Supply Company, Limited", avec un total capital de vingt mille (20,000.00) piastres divisé en deux cents (200) actions de cent ($100.00) dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal'

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la Province.

4367 C.-J. SIMARD.

For the purpose of the company, to construct, acquire and operate vessels, steamboats and barges, and to carry on the business of lumbermen, vessel agents, wharfingers, warehousemen and forwarders;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To remunerate any company, for services rendered or to be rendered, to the company in placing or assisting to place, or guarantteing the placing of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To sell or dispose of th whole or any part, of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects, altogether or in part similar to those of this comany;

To adopt such means of making known the company as may seem expedient and, in particular, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by poblication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To obtain any provisional ordre, or Act of Parliament for enabling the company to carry any of its objects into effect, or for any other purposes which may semm expedient and to oppose any proceeding or application, which may seem calculated directly or indirectly, to prejudice the company's interests;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise, deal with all or any of the property and rights of the company;

To do all or any, of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To amalgamate with any other company having objects altogether, or in part, similar to those of this company;

To distribute any of the property of the company, in kind, among the shareholders, under the name of "Montreal Equipment & Supply Company, Limited", with a total capital sotck of twenty thousand dollars ($20,00.-00) divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district on Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of September, 1922.

4368 C.-J. SIMARD

Assistant Provincial Secretary.

" Club A-Wa-Has-Ki, Inc."

Avis est donnné qu'en vertu de la première partie, de la loi de compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre, 1922, constituant en corporation: Paul Roy, agent manufacturier, de la cité d'Outremont, Louis Marcel Lymburner, Sr., industriel, et Henri-Arthur

" Club A-Wa-Has-Ki, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September , 1922, incorporating Paul Roy, manufacturer's agent of the city of Outremont, Louis Marcel Lymburner, Sr., manufacturer and Henri Arthur Raymond Lafleur, ma-

Raymond Lafleur, gérant, de la cité de Montréal tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Ftablir et exploiter un ou des clubs pour la récréation et le divertissement des membres qui en feront partie; pour l'encouragement et le développement de la culture physique, par des exercices tels que la chasse, la pêche, le canotage, des jeux de "Golf", de tennis, les exercices en patins, en skis, en traine, traineau et tous autres divertissements et exercises de nature à développer la culture physique;

Acquérir à quelque titre que ce soit, des immeubles et toutes les choses mobilières utiles et nécessaires aux fins du club; admettre moyennant une cotisation annuelle qui sera fixée de temps à autres parmi les directeurs du club, les membres qui pourront prendre part aux exercices ou jeux et à toutes les réunions du club, à l'exception de celles des directeurs et des actionnaires;

Faire payer une honoraire annuel aux membres actionnaires du club et pouvoir confisquer au profit du club les actions des membres qui n'auront pas payé leur contribution annuelle ou autres dettes envers le club, conformément aux règlements du club;

Fm prunter des deniers sur son crédit et émettre des bons, obligations ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour des prix et sommes ugées convenables, pourvu que tels bons, obligations ou autres valeurs ne soient pas pour une somme moindre que celle de $100.00;

Hypothéquer et donner en garantie les biens meubles et immeubles de la compagnie, ou donner des deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs ou de tous emprunts de deniers pour atteindre ses fins;

Payer pour toute acquisition de la compagnie ou pour tous services requis par la compagnie ou par les promoteurs, en deniers comptants ou en actions libérées de la compagnie, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Les actionnaires de la compagnie ou leurs ayants-droits ne pourront pas vendre, céder ou transporter leurs actions sans le consentement exprès des membres du bureau de direction;

Le nombre des membres actionnaires du club ne pourra dépasser trente et aucun d'eux ne pourra posséder ou acquérir plus d'une action dans la compagnie, mais ce nombre pourra de temps à autre être augmenté sur résolution adoptée à une assemblée des membres actionnaires du club spécialement convoquée à cet effet ou réunis en assemblée générale annuelle, mais le nombre total des membres actionnaires ne pourra, en aucun cas, dépasser cent;

Le capital actions de la compagnie sera de dix mille piastres, mais il ne sera émis que trois mille piastres du dit capital-actions tant que le nombre des membres actionnaires restera fixé à trente, et dans le cas d'augmentation du nombre des membres actionnaires il pourra être fait par le bureau de direction une nouvelle émission de capital-actions à un montant suffisant pour correspondre à l'augmentation du nombre des membres actionnaires, de façon que chacun de ces nouveaux membres puissent devenir acquéreur d'une part de ce capital-actions;

Les propriétés et les affaires du club seront régies par un bureau de direction composé de cinq membres élus annuellement par scrutin, parmi les membres actionnaires et qui, aussitôt après l'élection, devront élire parmi eux un président et un vice-président, sous le nom de "Club A.Wa-Has-Ki, Inc." avec un capital total de dix mille piastres;

nager, of the city of Montreal, all of the district of Montreal for the following purposes;

To establish and operate one or several clubs for the recreation and amusement of the members thereof; for the encouragement and development of physical culture through exercises, such as hunting, fishing, canoenig, golfing, tennis, skating skiing, sleighing and sliding and all other amusements and exercises calculated to develop physical culture;

To acquire under any title what ever, immoveables and any moveables things useful and necessary for the purposes of the club; to admit, by way of an anual assessment, that may be fixed from time to time by the directors of the club, members who may take part in the exercises, games, amusements and any meetings of the club, except those of the directors and shareholders;

To collect an annual subscription from the shareholders of the club with power to confiscate to the profit of the club the shares of the members who have not payed their yearly subscriptions or other debts towards the club, in accordance with the club by-laws;

To borrow monies upon the credit of the company, issued bonds, debentures or other securities and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed convenient, provided that no such bond, debenture or other securety be for a less sum than ($100.00 each;

To hypothecate and pledge the moveables and immoveables of the company, or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures or other securities or of any sums of money borrowed for the attainment of its pyrposes;

To pay for any acquisition of the company or for any services rendered by the company or by the promoters in cash or in paid up shares of the company, or partly in cash or partly in paid up shares;

The shareholders of the company or their assigns shall not sell, assign or transfer their shares without the express consent of the members of the Board of Directors;

The number of shareholders of the club shall not at any time exceed thirty and no shareholder shall possess or acquire more than one share of the company, but this number may from time to time be increased on a resloution adopted at a meeting of the members who are shareholders of the club especially called for that purpose or ingeneral annueal meeting assembled, but the total number of the members who are shareholders shall in no case exceed onr hundred;

The capital stock of the company shall be ten thousand ($10,000.00) dollars, but only three thousand ($3,000.00)dollars of the said capital stock shall be issued while and so long as the number of the members shall be fixed at thirty, and in case of the increase of the number of the shareholders there may be made by the Board of Directors a new issue of stock for an amount corresponding with the increase of the number of the shareholders, so that each new member may become the purchaser of one share of stock;

The property and affairs of the club shall be managed by a Board of Directors of five members elected yearly by a ballot among the shareholders and who, immediately after the election, shall elect among themselves a president and a vice-president, under the name od "Club A-Wa-Has-Ki, Inc." with a total capital stock of ten thou-

tres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4409

sand ($10,000.00) dollars, divided into one hundred dred (100) shares of one hundred ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Procinvial Secretary this twenty fifth day of September, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

4410

Ventes, Loi de faillite

Dans l'affaire de Zéphirin Pineault, Amqui, cédant-autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a.m., sera vendu sur les lieux à Amqui, l'immeuble appartenant à cette succession comme suit:

Tous les droits de réméré sur un terrain situé dans le village d'Amqui, mesurant soixante-cinq pieds de front à la ruelle et à l'arrière sur soixante-quinze pieds de profondeur, faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-neuf-quatre (89-4) du cadastre officiel du premier rang du canton Lepage, borné au nord au terrain de Victorien St-Onge, au sud au terrain de Charles Viens, fils, à l'est à une rue qui sera ouverte, à l'ouest à une ruelle—avec maison et grange y érigées, circonstances et dépendances.

Un terrain situé aussi dans le village d'Amqui, faisant partie et à distraire du dit lot numéro quatre-vingt-neuf-quatre (89-4) mesurant soixante-cinq pieds de profondeur sur soixante-cinq pieds de largeur—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en un seul et même lot.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément à l'article "20" paragraphe B-3, de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie.

Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.

Québec, ce 14 octobre 1922. 4453—41-2

Dans l'affaire de P.-T. Cauchon, Saint-Romuald, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures A.M., sera vendu sur les lieux à Saint-Romuald, les immeubles appartenant à cette succession, comme suit:

1. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur un emplacement d'environ cinquante pieds de front (50) par environ cent pieds de profondeur (100) connu et désigné sous le numéro cinquante-un (51) du cadastre officiel de Saint-Romuald, comté de Lévis, situé sur la rue Principale, côté sud—avec bâtisses dessus construites, occupées comme restaurant, boutique de boulanger et manufacture de liqueurs douces, sujet à une rente annuelle de douze dollars ($12.00).

2. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur un emplacement d'environ cinquante pieds de front (50) par cent pieds de profondeur (100) connu et désigné sous le numéro cinquante-deux (52) du cadastre officiel de Saint-Romuald, comté

Sales, Bankruptcy Act

In the matter of Zéphirin Pineault, Amqui, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A.M., there will be sold on the premises, at Amqui, the following immoveable belonging to this estate:

All the rights of redemption on a piece of land situate in the village of Amqui, measuring sixty five feet in front at the lane and in rear by seventy five feet in depth, forming part of and to be deducted from the lot known and designated under the number eighty nine four (89-4) of the official cadastre of the first range of the township of Lepage, bounded to the north by the land of Victorien St-Onge, to the south by the land of Charles Viens, Jr., to the east by a projected street, to the west by a lane—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

A piece of land situated in the village of Amqui, forming part of and to be deducted from the said lot number eighty nine-four (89-4) measuring sixty-five feet in depth by sixty five feet in width—circumstances and dependencies.

To be sold as one single plot of land.

The sale to be made to the highest bidder.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at our office.

Conditions of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street.

Canada Steamship Lines, Ltd., building.

Quebec, 14th October, 1922. 4454—41-2

In the matter of P. T. Cauchon, Saint-Romuald, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at public auction on the premises, at Saint-Romuald, the following immoveables belonging to this estate:

1. All the rights of the aforesaid authorized assignor in and upon an emplacement of about fifty feet in front (50) by about one hundred feet in depth (100), known and designated under the number fifty one (51) of the official cadastre of Saint-Romuald, county of Levis, situate on Main street, south side—with the buildings thereon erected, used as a restaurant, bakery, and soft drinks factory, subject to an annual ground rent of twelve dollars ($12.00).

2. All the rights of the aforesaid authorized assignor in and upon an emplacement of about fifty feet in front (50) by one hundred feet in depth (100), known and designated under the number fifty two (52) of the official cadastre of

de Lévis, situé sur la rue Principale, côté sud—avec bâtisses dessus construites, occupées comme résidence privée, hangar et écurie, sujet à une rente annuelle de douze dollars ($12.00).

3. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur un emplacement situé en la ville de Lévis, connu sous le numéro six cent quarante-quatre (644) du cadastre officiel, quartier Saint-Laurent, contenant quarante pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du sommet de la côte en allant vers le sud jusqu'à la côte du chemin de fer—avec bâtisses occupées comme résidence privée, sujet à une rente annuelle et foncière de six dollars ($6.00).

4. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur un emplacement situé en la paroisse de Saint-Télesphore-de-Lévis, connu sous le numéro cinquante (50) du cadastre officiel de Saint-Télesphore d'environ quarante pieds de front (40) sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du sommet de la côte à la ligne du chemin de fer—avec bâtisses occupées comme résidence privée et hangar, sujet à une rente annuelle de six dollars ($6.00).

La vente se fera pour chaque item séparément au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines Ltd.
Québec, ce 14 octobre 1922. 4455—41-2

Dans l'affaire de J. Elzéar Lavoie, marchand. Saint-Louis du Ha! Ha!, Co. Témiscouata., P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donne que VENDREDI, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE, 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu sur les lieux à Saint-Louis du Ha! Ha!, l'immeuble appartenant à cette succession comme suit:

1. Tous les droits du susdit cédant autorisé sur un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha!, faisant partie du lot de terre numéro cent quarante-sept (147) du cadastre officiel pour la dite paroisse contenant cinq perches de front sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins, et tel qu'actuellement cloturé; et borné au nord-ouest au chemin neuf de Témiscouata, au nord-est et au sud-est à Luc Ouellet, et au nord à Théodore Pelletier,—avec toutes les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No cent quarante-sept (147) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Loui du Ha! Ha!, étant un terrain situé en la dite paroisse contenant quatre-vingt-dix pieds de front sur deux cent quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, du côté nord-ouest, et deux cent quatre-vingt-un pieds du côté sud-est, le tout mesure anglaise, tel qu'enclos actuellement, borné au nord-ouest à Veuve Théodore Pelletier, au nord-est et au sud-est au vendeur (Luc Ouellet) et au sud-ouest à l'acheteur (J. Elz. Lavoie). Pour être vendu en un seul et même lot.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres de propriétés et certificats sont visibles à mon bureau.

Saint-Romuald, county of Levis, situate on Main street, south side—with the buildings thereon erected, used as a private house, shed and stable, subject to an annual ground rent of twelve dollars ($12.00).

3. All the rights of the aforesaid assignor in and upon an emplacement situate in the city of Levis, known under the number six hundred and forty four (644) of the official cadastre of Saint Laurent ward, containing forty feet in front by the depth there may be from the top of the hill in a southerly direction up to the Railway line—with the buildings used as private house, subject to an annual ground rent of six dollars ($6.00).

4. All the rights of the aforesaid authorized assignor in and upon an emplacement situate in the parish of Saint-Télesphore de Lévis, known under the number fifty (50) of the official cadastre of Saint-Télesphore, of about forty feet in front (40) by the depth; there may be from the top of the hill to the Railway line—with the buildings used as a private house and shed subject to an annual ground rent of six dollars ($6.00).

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at our office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sales.

Conditions of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street,
Canada Steamship Lines, Ltd., building.
Quebec, 14th October, 1922. 4456—41-2

In the matter of J. Elzéar Lavoie, merchant, Saint Louis du Ha! Ha!, county of Temiscouata, P. Q., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SEVENTEENTH day of NOVEMBER 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold on the premises at Saint-Louis du Ha! Ha!, the following immoveable belonging to this estate:

1. All the rights of the aforesaid authorized assignor in and upon a piece of land or emplacement situate in the parish of Saint Louis du Ha! Ha!, forming part of the lot of land number one hundred and forty seven (147) of the official cadastre for the said parish containing five perches in front by one arpent and one half in depth, more or less, and as presently fenced in, and bounded to the northwest to the new Temiscouata Road, to the northeast and southeast by Luc Ouellet, and to the north by Théodore Pelletier, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of the lot number one hundred and forty seven (147) of the official cadastre of the parish of Saint Louis du Ha! Ha!, being a piece of land situate in the said parish, containing ninety feet in front by two hundred and ninety five feet in depth, in the northwest side, and two hundred and eighty one feet in the southeast side, the whole English measurements, and as presently fenced in, bounded to the northwest by widow Theodore Pelletier, to the northeast and southeast by the vendor (Luc Ouellet), and to the south-west by the vendee (J. Elzear Lavoie). To be sold as one single plot of land.

The sale to be made to the highest bidder.

The titles of the properties and the certificates may be seen at my office.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
J. P. E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse: Canada Steamship Lines Ltd.,
Québec, 11 october ,1922. 4451—41-2

This sale is made pursuant to article 20 paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Authorized Trustee.

Office: 44 Dalhousie street,
Building: Canada Steamship Lines, Ltd.
Quebec, October 11th, 1922. 4452—41-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 41

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Baribeau vs Filion..... 2502
" Beaulieu vs Lavoie..... 2502
" Bolduc vs Couture..... 2501
" Brisbin vs Derrick..... 2505
" Caplan vs Lashinsky..... 2504
" Cornfield vs Garshon..... 2505
" Côté vs Bélanger..... 2502
" DeCourville vs Renaud..... 2504
" Fortier vs Beauchamp..... 2503
" Giguère vs Vachon..... 2504
" Gilbert vs Champagne..... 2504
" Gravel vs Tremblay..... 2505
" Guilbault vs Pageau..... 2503
" Hervieux vs Mondor..... 2505
" Lecompte vs Caza..... 2503
" Lemonde vs Huot..... 2502
" Levesque vs Duval..... 2505
" Martineau vs Fleurquin..... 2503
" Plante vs Pelletier..... 2503
" Rougeau vs Ostigny..... 2502
" Sozanska vs Krasutsky..... 2504
" Tennenhouse vs Lasnier..... 2505
" Vigeant vs Lussier..... 2503

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Dame Gladu vs Gendron..... 2506

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2465

AVIS DIVERS :—

Boisseau, Armand..... 2506
Lavallée, Joseph-Octave..... 2507
Mondou, Joseph-Archie-Albéric..... 2507
Mousseau, Joseph-Alphonse..... 2507
Savaria, Joseph-H..... 2506
Standard Graphite Co. Lt'd..... 2500

BILL, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Avis de l'Assemblée législative..... 2426

BUREAU-CHEF :—

Marcil Trust Building, Inc..... 2508

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Bélanger, Armand..... 2492
Bruneau, Eug. & Cyr, Tetrus..... 2497
Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec.. 2500
Cité de Montréal..... 2499
Cité de Montréal..... 2492

Index of the Quebec Official Gazette, No 41

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

Dme Baribeau vs Filion..... 2502
" Beaulieu vs Lavoie..... 2502
" Bolduc vs Couture..... 2501
" Brisbin vs Derrick..... 2505
" Caplan vs Lashinsky..... 2504
" Cornfield vs Garshon..... 2005
" Côté vs Bélanger..... 2502
" DeCourville vs Renaud..... 2504
" Fortier vs Beauchamp..... 2503
" Giguère vs Vachon..... 2504
" Gilbert vs Champagne..... 2504
" Gravel vs Tremblay..... 2505
" Guilbault vs Pageau..... 2503
" Hervieux vs Mondor..... 2505
" Lecompte vs Caza..... 2503
" Lemonde vs Huot..... 2502
" Levesque vs Duval..... 2505
" Martineau v Fleurquin..... 2503
" Plante vs Pelletier..... 2503
" Rougeau vs Ostigny..... 2502
" Sozanska vs Krasutsky..... 2504
" Tennenhouse vs Lasnier..... 2505
" Vigeant vs Lussier..... 2503

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Dame Gladu vs Gendron..... 2506

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2465

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Boisseau, Armand..... 2506
Lavallée, Joseph-Octave..... 2507
Mondou, Joseph-Archie-Albéric..... 2507
Mousseau, Joseph-Alphonse..... 2506
Savaria, Joseph-H..... 2506
Standard Graphite Co. Lt'd..... 2500

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Notice of the Legislative Assembly..... 2466

CHIEF-OFFICE :—

Marcil Trust Building, Inc..... 2508

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Bélanger, Armand..... 2492
Bruneau, Eug. & Cyr, Tetrus..... 2497
Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec..... 2500
City of Montreal..... 2499
City of Montreal..... 2492

Cité de Québec 2488
Cité de Verdun 2490
Congregation Beth Yitzchock 2499
Corporation ville Laval-des-Rapides 2490
Dominion Corset Co 2497
Dutilly, A. 2488
Gagnon, Raoul 2493
Hôpital de Notre-Dame de Protection .. 2491
La Société de Prêts et Placements de Québec 2492
Laurencelle, Georges 2491
L'Entrepôt Frigorifique St-Maurice, ltée. 2500
Les Commissaires d'écoles catholiques et protestantes de la cité de Sherbrooke. 2495
La cité de Hull 2496
Lamy, Léopold 2496
L'Orphelinat de Saint-Sauveur 2496
Montcalm Land Co. Lt'd 2497
Montreal Public Service Corporation .. 2495
Painchaud, Georges 2497
Paroisse Sainte-Catherine 2498
Quebec Gas Company 2494
Quebec Power Company 2458
Quebec Tramways Company 2493
Rodier, Jean 2492
Saint-Be nardin-de-Sienne 2499
Study Corporation 2490
Succession Dame Eléonore Gauvin-Ostell 2491
Syndics des écoles protestantes de Lachine 2498
Succession J.-Octave Villeneuve 2412
Temple Emmanu-El 2496
The Pentecostal Assemblies of Canada .. 2499
Ville de Kénogami *et al re*: pont sur la rivière Saguenay 2489
Ville du Cap-de-la-Madeleine 2498
Ville Saint-Laurent 2498
Vincent, Dame Caroline 2492

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Village de Saint-Wenceslas 2500

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire St-Jean-d'Escalana 2501

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

Hungarian Sick Benefit Society 2501
St. Patrick's Total Abstinence Benefit Society of Montreal 2501
The North River Insurance Co 2501

LETTRES PATENTES :—

Adams Realties, Limited 2478
Automotive Equipment Company, Lt'd. 2469
Club A-Wa-Has-Ki, Inc. 2549
Haliburton & White, Lt'd. 2484
Harris Box & Card Co., Lt'd. 2473
Hassler Quebec Company, Inc. 2468
Leduc & Fils, ltée 2487
Max Segal Limited 2486
Montfermier Corporation 2475
Montreal Equipment & Supply Co. Lt'd. 2546
Poisson Frères, ltée. 2477
Presner Agencies, Limited. 2471
The Continental Realty Co., Lt'd 2480
The Journal Publishing Co., Lt'd 2481
Verdun Onward Mission 2485

MINUTES DE NOTAIRES:—

En faveur de: Legault, Joseph-Théophile. 2508

City of Quebec 2488
City of Verdun 2490
Congregation Beth Yitzchock 2499
Corporation town of Laval-des-Rapides. 2490
Dominion Corset Co 2497
Dutilly, A. 2488
Gagnon, Raoul 2493
Hôpital de Notre-Dame de Protection .. 2491
La Société de Prêts et Placements de Québec 2492
Laurencelle, Georges 2491
The St. Maurice Cold Storage, Lt'd 2500
The Catholics & Protestants Schools Commissioners of the city of Sherbrooke 2495
The city of Hull 2496
Lamy, Léopold 2496
L'Orphelinat de Saint-Sauveur 2496
Montcalm Land Co. Lt'd 2497
Montreal Public Service Corporation .. 2495
Painchaud, Georges 2497
Parish Sainte Catherine 2498
Quebec Gas Company 2494
Quebec Power Company 2458
Quebec Tramways Company 2493
Rodier, Jean 2492
Saint-Bernardin-de-Sienne 2499
Study Corporati on 2490
Estate Dame Eléonore Gauvin-Ostell ... 2491
Protestant school trustees of Lachine ... 2498
Estate J. Octave Villeneuve 2412
Temple Emmanu-El 2496
The Pentecostal Assemblies of Canada .. 2499
Town of Kénogami *et al re*: bridge on the Saguenay river 2489
Town of Cap-de-la-Madeleine 2498
Town of Saint Laurent 2498
Vincent, Dame Caroline 2492

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

Village of Saint Wenceslas 2500

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of St-Jean-d'Escalana 2501

TREASURY DEPARTMENT:—

Hungarian Sick Benefit Society 2501
St. Patrick's Total Abstinence Benefit Society of Montreal 2501
The North River Insurance Co 2501

LETTERS PATENT :—

Adams Realties, Limited 2478
Automotive Equipment Company, Lt'd. 2469
Club A-Wa-Has-Ki, Inc. 2549
Haliburton & White, Lt'd. 2484
Harris Box & Card Co., Lt'd. 2473
Hassler Quebec Company, Inc. 2468
Leduc & Fils, ltée 2487
Max Segal Limited 2486
Montfermier Corporation 2475
Montreal Equipment & Supply Co. Lt'd. 2546
Poisson Frères, ltée. 2477
Presner Agencies, Limited. 2471
The Continental Realty Co., Lt'd 2480
The Journal Publishing Co., Lt'd 2481
Verdun Onward Mission 2485

NOTARIAL MINUTES:—

In favor of: Legault, Joseph-Théophile. 2508

PROCLAMATIONS:—

Cour de magistrat pour le comté de Matane à Mont-Joli 2545
Expédition des affaires 2466
Municipalité Lefebvre 2542
Saint-Damien-de-Buckland 2544
Sainte-Monique 2467

SOUMISSIONS:—

Cité de Verdun 2511
Municipalité de Westbury 2510
Municipalité scolaire de la ville de Drummondville 2508
The Great Eastern Paper Co., Lt'd 2510
Ville de Coaticook 2510
Ville Montréal-Est 2509

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Boily, Alexandre 2512
Brousseau, Amédée 2516
Bussières, Philémon 2514
Cauchon, P.-T. 2551
Coulombe, J.-René 2516
Dame Meride Lapointe, Reg'd 2514
Dame Messier *et al* 2521
Guimont, Timothée 2519
Heppel, Eugène 2518
Labbé, Philias 2517
Lavoie, J.-Elzéar 2552
La Compagnie du Boulevard Pie IX, ltée. 2512
La Société de l'Aqueduc de Bukcland .. 2520
La Tonnellerie Nationale, Enr 2517
Martel, A.-C 2515
Nadeau, J.-B 2518
Pineault, Zéphirin 2551

VENTE POUR TAXES:—

Ville Cap-de-la-Madeleine 2521

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Henderson vs Cloutier 2532

CHICOUTIMI :—

La Cie de Ferronnerie Générale vs Potvin 2533

JOLIETTE :—

Coutu vs Lassalle 2533

KAMOURASKA :—

Morin vs Rioux 2534

MONTRÉAL :—

Cité d'Outremont vs St-Germain 2534
Cité d'Outremont vs Dillon *et al* 2538
Gorman (Mlle) vs Wood 2538
Legault dit Deslauriers vs Jasmin 2535
Lefebvre *et al* vs Gagnon *et al* 2535
Léonard (Dme) vs Villemaire 2536
Silverstone vs Bilsky *et al* 2536
St. Georges vs Bullock 2537

PONTIAC :—

Moodie vs Derouin *et al* 2539

PROCLAMATIONS:—

Magistrate's Court for the county of Matane at Mont-Joli 2545
Despatch of business 2466
Municipality Lefebvre 2542
Saint-Damien-de-Buckland 2544
Sainte-Monique 2467

TENDERS:—

City of Verdun 2511
Municipality of Westbury 2510
School municipality of the town of Drummondville 2508
The Great Eastern Paper Co., Lt'd 2510
Town of Coaticook 2510
Town Montreal-East 2509

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Boily, Alexandre 2512
Brousseau, Amédée 2516
Bussières, Philémon 2514
Cauchon, P.-T. 2551
Coulombe, J.-René 2516
Dame Meride Lapointe, Reg'd 2514
Dame Messier *et al* 2021
Guimont, Timothée 2519
Heppel, Eugène 2518
Labbé, Philéas 2517
Lavoie J.-Elzéar 2552
La Compagnie du Boulevard Pie IX, ltée. 2512
La Société de l'Aqueduc de Bukcland .. 2520
La Tonnellerie Nationale, Enr 2517
Martel, A.-C 2515
Nadeau, J. B 2518
Pineault, Zéphirin 2551

SALE FOR TAXES:—

Town Cap-de-la-Madeleine 2521

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Henderson vs Cloutier 2532

CHICOUTIMI :—

La Cie de Ferronnerie Générale vs Potvin 2533

JOLIETTE :—

Coutu vs Lassalle 2533

KAMOURASKA :—

Morin vs Rioux 2534

MONTREAL :—

City of Outremont vs St-Germain 2534
City of Outremont vs Dillon *et al* 2538
Gorman (Miss) vs Wood 2538
Legault alias Deslauriers vs Jasmin 2535
Lefebvre *et al* vs Gagnon *et al* 2535
Léonard (Dme) vs Villemaire 2536
Silverstone vs Bilsky *et al* 2536
St. Georges vs Bullock 2537

PONTIAC :—

Moodie vs Derouin *et a* 2539

QUÉBEC :—

Baller vs Arteau..... 2540
Le Prêt Hypothécaire vs Esnouf..... 2539
P.-T. Légaré, ltée vs Talbot..... 2540

SAINT-FRANCOIS :—

Jameson (Dame) vs Kidd..... 2541

SAINT-HYACINTHE :—

Larivée vs Brunelle..... 2541

TROIS-RIVIÈRES :—

Beaudoin (Dame) *et al* vs Héon..... 2542

QUEBEC :—

Baller vs Arteau..... 2540
Le Prêt Hypothécaire vs Esnouf..... 2539
P.-T. Légaré, ltée vs Talbot..... 2540

SAINT-FRANCIS :—

Jameson (Dame) vs Kidd..... 2541

SAINT-HYACINTHE :—

Larivée vs Brunelle..... 2541

THREE RIVERS :—

Beaudoin (Dame) *et al* vs Héon..... 2542

QUÉBEC.—Imprimé par Ls-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC.—Printed by Ls-A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.